$10

ÉTE 2021

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

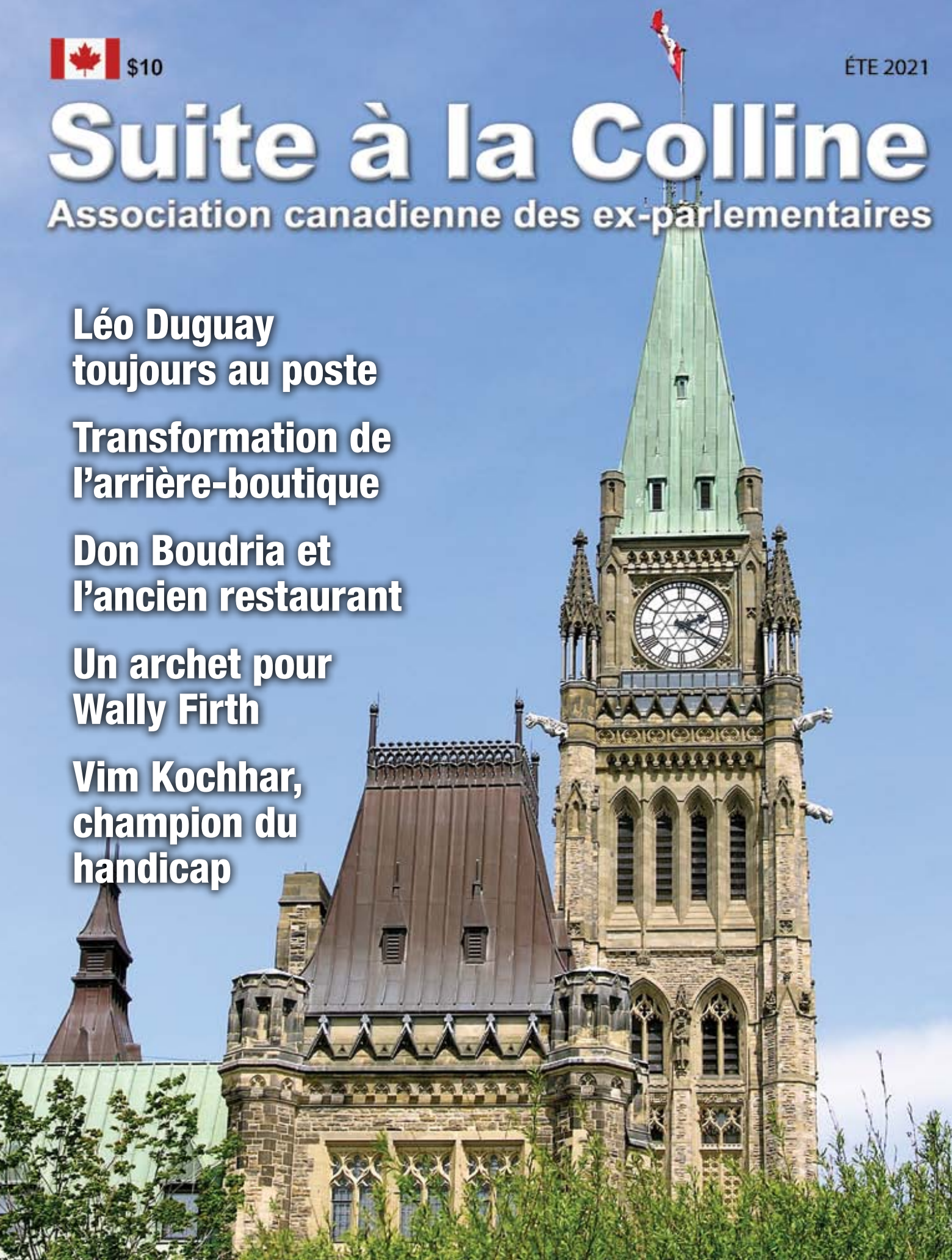
Léo Duguay toujours au poste

Transformation de l'arrière-boutique

Don Boudria et l'ancien restaurant

Un archet pour Wally Firth

Vim Kochhar, champion du handicap



Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe

European association of former members of parliament of the member states of the Council of Europe

Anciens Membres du Congrès des États-Unis d'Amérique

Former Members of Congress of the United States of America

Association canadienne des ex-parlementaires

Canadian Association of Former Parliamentarians

Appeal for Democracy and Dialogue

We, the FMC, Former Members of Congress of the United States of America, the European Association of Former Members of Parliament of the Member States of the Council of Europe and the European Parliament and the Canadian Association of Former Parliamentarians are deeply concerned about recent attacks on democracy in America and dangerous tendencies in Europe.

Conspiracy theories, unprecedented baiting against the results of democratic elections, spread of fake news despite clear evidence, the misuse of fears of an invisible pandemic and the culmination through a brutal and violent mob put the fragile democracy at risk.

Our common democratic values are under threat. Democracy is an ideal as well as a goal, based on fundamental values shared by many open-minded peoples on the planet, regardless of cultural, political, social or economic differences.

It is the prerequisite for rule of law, the respect of human rights and the protection of the weak ones in our societies. It is the guarantor of inviolability of human dignity, freedom, gender equality, tolerance, freedom of religious belief, respect for minorities, cultural diversity, and peace.

We, former lawmakers from the USA, Canada and Europe are therefore forging an "Appeal for Democracy and Dialogue".

Democracy is our highest value. Democracy is not the rule of the majority over the minority; true democracy is based on dialogue.

We commit ourselves to defend democracy whenever and wherever it is at risk and to closely cooperate for this aim. We invite all associations of former parliamentarians to join the Appeal for Democracy and Dialogue.

The patrons of the Appeal will carefully watch the global development of democracy. Our task is to raise our warning voice if we will see dialogue diminishing and democracy at stake.

Appel pour la Démocratie et la Dialogue

Nous, le FMC, les anciens membres du Congrès des États-Unis, l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe et du Parlement européen et l'Association canadienne des ex-parlementaires sommes profondément préoccupés par les récentes attaques contre la démocratie en Amérique et par de dangereuses tendances en Europe.

Les théories du complot, l'incitation sans précédent à contester les résultats des élections démocratiques, la diffusion de fausses nouvelles malgré des preuves claires, l'abus des craintes d'une pandémie invisible et le point culminant d'une foule brutale et violente ont mis en danger la démocratie fragile.

Nos valeurs démocratiques communes sont menacées. La démocratie est à la fois un idéal et un objectif fondés sur des valeurs fondamentales partagées par bon nombre de peuples ouverts d'esprit de la planète, indépendamment des différences culturelles, politiques, sociales ou économiques.

C'est une condition préalable à l'état de droit, au respect des droits de l'homme et à la protection des faibles dans nos sociétés. Il garantit l'inviolabilité de la dignité humaine, la liberté, l'égalité des sexes, la tolérance, la liberté religieuse, le respect des minorités, la diversité culturelle et la paix.

Nous, anciens législateurs des États-Unis, du Canada et de l'Europe, formons une «Appel pour la démocratie et le dialogue».

La démocratie est notre plus grand atout. La démocratie n'est pas la règle de la majorité sur la minorité; La vraie démocratie est basée sur le dialogue.

Nous nous engageons à défendre la démocratie chaque fois et partout où elle est menacée et à travailler en étroite collaboration pour atteindre cet objectif. Nous invitons toutes les associations d'anciens parlementaires à se joindre à l'Appel pour la démocratie et le dialogue.

Ceux qui souscrivent à cet Appel suivront de près l'évolution de la démocratie à l'échelle mondiale. Notre travail consiste à élever nos voix d'avertissement lorsque le dialogue faiblit et que la démocratie est en jeu.

Paris, 29-01-2021

Rune Rydén
PRESIDENT FP-AP

Washington, 05-02-2021

Dr. Charles Boustany
PRESIDENT FMC

Ottawa, 05-02-2021

Dorothy Dobbie
PRESIDENT CAFP/ACEP

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parliamentaires

Volume 17, Numéro 1 Éte 2021

TABLE DES MATIÈRES

Appel à la démocratie et au dialogue 2

Un mot de votre présidente 4
Par Dorothy Dobbie

Quoi de neuf à l'ACEP? 6
Par Gina Gill Hartmann

Bienvenue au Conseil! 8
Par Gina Gill Hartmann

Inspirer les jeunes à servir 9

Pourquoi les ex-parlementaires sont-ils attirés par l'engagement communautaire après avoir quitté la Colline? 10
Par Wade Morris

Jour du Souvenir 2020 11

Rénovation de la Chambre des communes : Marier l'ancien et le nouveau 12
Par Gina Gill Hartmann

Il me semble 15
Par Dorothy Dobbie

L'honorable Anthony Rota, président honoraire de l'ACEP 16
Par Gina Gill Hartmann

Continuer de servir 18
Par Matthieu Reekie

Léo Duguay montre diverses facettes de la vie publique 20
Par Gina Gill Hartmann

Tel père, tel fils : Quand la politique devient une affaire de famille 22
Par Daniel Birru

L'attrait du restaurant parlementaire 23
Par Wade Morris

Tirer des leçons du SRAS 24
Par Matthieu Reekie

Contribution significative 26
Par Matthieu Reekie

Célébrer la parité hommes-femmes au Sénat 27
Par Matthieu Reekie

Comment ça fonctionne 28
Par l'hon. John Reid

Une anecdote à raconter? 29

Un archet pour Wally Firth 30
Par Katie DeRosa

2022 est l'année du jardin 31

Sur les rayons : Truth be Told 32
Revue par Wade Morris

Monuments rendant hommage aux ex-parlementaires 33
Par Gina Gill Hartmann, Matthieu Reekie et Wade Morris

Ils nous ont quittés 36
Par Daniel Birru, Gina Hartmann, Wade Morris et Matthieu Reekie

Geoff @ 30 46
Par Geoff Scott

Passer le flambeau : En souvenir de Ian Waddell 47
Par Svend Robinson

Dorothy Dobbie.

Un mot de votre présidente

La vie est tout sauf monotone ces temps-ci. Nous apprenons, de gré ou de force, à vivre en virtuel à cause de la pandémie de COVID-19.

Les gens s'adaptent tant bien que mal, même votre association, qui a tenu son premier service commémoratif et sa première assemblée générale annuelle en virtuel en décembre dernier. Tout s'est bien passé, comme vous le constaterez dans ce numéro. Forts de cette expérience, nous avons l'intention d'offrir à l'avenir l'option virtuelle à ceux et celles qui ne peuvent se rendre à Ottawa.

Mais plus important encore, nous avons commencé à nous servir de cet outil pour aider nos membres à s'adapter à la réalité numérique.

Grâce à la détermination de notre regretté président de la Fondation, Ian Waddell, décédé subitement en mars, à la surprise de tous, nous avons pu offrir une formation Zoom aux membres qui le souhaitaient. Plus de 60 personnes se sont inscrites pour apprendre à utiliser Zoom avec l'ami de Ian, Shawn Hughes, habilement assisté par des membres du comité, Paddy Torsney et Francis LeBlanc.

L'un des principaux mandats de l'Association est de préserver et de protéger la démocratie. Votre expérience et votre expertise sont inestimables pour une nouvelle génération de parlementaires. Vous les aidez à mieux comprendre les véritables rouages du système parlementaire, qui est fondé sur la préséance modifiée par les conditions actuelles. Vous pouvez être une référence pour les nouveaux membres et le public afin qu'ils puissent apprécier l'importance de l'histoire et son rôle dans le façonnement de l'avenir.

Dans le cadre de ce mandat, nous avons organisé notre tout premier panel de discussion virtuel sur la démocratie, avec la très honorable Kim Campbell, l'honorable Irwin Cotler et Lynn McDonald, qui ont parlé de liberté d'expression, de ses limites et de ses possibilités. Signe des temps et du nouveau monde technologique, deux de nos panélistes étaient à l'étranger; Kim était en Italie et Irwin en Israël, tandis que Lynn et le reste des participants étaient aux quatre coins du Canada.

Bien que la discussion ait eu lieu en direct, le plan était d'enregistrer la séance et de l'offrir sur le site Web, sauf que l'enregistrement est resté bloqué dans le système de la Chambre des communes, impossible à récupérer. Heureusement, Kim a eu la brillante idée d'enregistrer le son et nous l'a généreusement envoyé. Merci, Kim. Vous pouvez écouter la discussion sur notre page Facebook à l'adresse suivante : https://www.facebook.com/exparl/. J'ai l'intention d'organiser d'autres discussions dans les mois à venir. Si vous avez une idée de sujet, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Nous rétablissons également le programme « Du Parlement au campus », en remerciant une fois de plus Ian Waddell, qui m'a aidée à trouver un nouveau conservateur. Shannon Sampert, analyste politique, consultante en communication, chroniqueuse et professeur de sciences politiques, s'occupera du programme. Shannon était auparavant « directrice et rédactrice en chef du réseau Evidence, travaillant avec des universitaires de tout le Canada pour s'assurer que leurs voix sont entendues dans les principaux médias » à l'Université de Winnipeg. Elle donne maintenant un cours d'études canadiennes à McGill. Elle a d'excellents contacts dans tout le pays. Si vous souhaitez parler dans une université du système politique et parlementaire canadien, virtuellement, par Zoom, écrivez-nous à : exparl@parl.gc.ca.

Nous avons aussi quelque peu amélioré et modernisé notre fonctionnement. Grâce à une suggestion de l'ancien président, Léo Duguay, nous avons maintenant accès à des services bancaires en ligne par le biais de RBC Express. Ainsi, le personnel n'a plus à courir après les membres dans tout le pays pour faire signer des chèques.

De plus, nous avons instauré le renouvellement automatique des adhésions et l'option de paiements mensuels pour vous faciliter la tâche. Il sera ainsi plus facile pour les personnes qui quittent la vie publique de s'impliquer sans avoir à payer leur cotisation d'un seul coup. Plusieurs ont déjà souscrit à cette option. Pour en savoir plus sur le paiement des cotisations, consultez le site Web à : https://exparl.ca/fr/a-propos-de-nous/categories-dadhesion/.

Nous constatons également un plus grand achalandage sur la page Facebook et le groupe Facebook, notamment par les membres qui partagent leurs propres nouvelles dans le groupe et se tiennent au fait de ce qui se passe en nous suivant sur Facebook.

Le nom du groupe Facebook fermé est « CAFP/ACEP ». Seuls les membres de l'ACEP qui s'inscrivent au groupe peuvent voir la composition et les publications du groupe. Pour garder contact avec vos collègues et voir les photos des activités de l'ACEP, inscrivez-vous en envoyant une demande à exparl@parl.gc.ca. Carina

Legault-Meek, notre technicienne à temps partiel, garde un œil sur tout cela et vous acceptera comme membre et n'acceptera que les demandes provenant d'ex-parlementaires.

La page publique sur Facebook s'intitule Canadian Assoc Former Parliamentarians Assoc canadienne ex-parlementaires.

L'année a été éprouvante pour Susan Simms et Céline Brazeau Fraser, nos deux employées à plein temps et de longue date. Elles ont été contraintes de travailler de la maison, ce qui complique la communication et la planification pour les dossiers en cours, surtout quand on pense aux défis logistiques que représente l'organisation d'une assemblée annuelle et d'un service commémoratif à distance.

Un gros merci à Susan et à Céline pour leur travail et leur persévérance. Elles sont mes piliers dans ce monde en perpétuel changement. Nous parvenons à rester en contact grâce à la communication numérique, mais cela ne vaut pas une bonne accolade.

Merci aussi aux membres du conseil d'administration qui acceptent volontiers d'assumer ces responsabilités et me donnent de si justes conseils. Dans les pages qui suivent, vous ferez la connaissance de trois nouveaux membres du conseil d'administration qui assument déjà une partie de la charge de travail. Les anciens présidents Léo Duguay et Andy Mitchell sont également d'un grand soutien.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner le personnel de la Chambre des communes qui a été d'une aide inestimable. Nous souhaitons à Patrice Martin une très bonne retraite et souhaitons la bienvenue à sa remplaçante, Jubilee Jackson.

Enfin, un petit hommage personnel à Ian Waddell. Son sourire éclatant, sa gentillesse et son énergie débordante vont nous manquer. Il était aimé de tous. Je suis extrêmement touchée par le commentaire de Svend Robinson selon lequel Ian me considérait comme sa tory préférée. C'est réciproque, Ian.

Merci au vice-président de la Fondation pour l'éducation, Gerry Weiner, qui a pris les rênes de la Fondation.

Merci à tous,

Dorothy Dobbie

Faites-le-nous savoir...

Par Dorothy Dobbie

Magazine

Nous publions Suite à la Colline depuis environ 20 ans. À une récente réunion du conseil d'administration, la question de sa valeur pour vous, les membres, a été soulevée. Faites-nous part de vos réflexions en nous écrivant à exparl@parl.gc.ca.

1. Cette revue a-t-elle de la valeur pour vous en tant que membre?
2. Préféreriez-vous recevoir cette revue sous forme numérique plutôt qu'imprimée?
3. Préféreriez-vous ne pas recevoir cette revue, mais plutôt un bulletin périodique?

Du Parlement au campus

Comme je l'ai indiqué dans mon message, nous avons rétabli le programme Du Parlement au campus et confié sa gestion à Shannon Sampert. Elle cherche des orateurs prêts à consacrer une heure ou deux de leur temps pour donner des conférences dans diverses universités cet été et l'année prochaine. Veuillez communiquer avec le bureau en indiquant votre nom et votre spécialité ou le sujet dont vous aimeriez parler.

Shannon Sampert.
Photo de Cory Aronec Photography.

La Tour de la Paix
Photo de Dorothy Dobbie

Rédactrice en chef
Dorothy Dobbie

Rédacteur en chef adjoint
Geoff Scott

Rédactrice adjointe
Gina Gill Hartmann

Correcteur d'épreuves
Val Morrison

Stagiaires à la rédaction
Daniel Birru, Wade Morris, et Matthieu Reekie

Comité de rédaction
Dorothy Dobbie, l'honorable David Kilgour, Derrek Konrad, Lynn McDonald, L'honorable John Reid, Geoff Scott

Comité de rédaction émérite
L'honorable Jim Fleming, Claudy Lynch, Keith Penner, Doug Rowland

Collaborateurs
Katie DeRosa, Dorothy Dobbie, L'honorable John Reid, Svend Robinson, Geoff Scott

Adjoints à la production
Céline Brazeau Fraser, Carina Legault-Meek, Susan Simms, Karl Thomsen

ISSN 1920-8561

Notre mission

Suite à la Colline, une revue pour les exparlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de leur Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de Suite à la Colline vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions. C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada K1A 0A6. Téléphone : 1-888-567-4764; télécopieur : 613-947-1764; courriel : exparl@parl.gc.ca. Site Web : www.exparl.ca.

Quoi de neuf ces temps-ci à l'ACEP?

Par Gina Gill Hartmann

L'AGA, une affaire virtuelle cette année.

Dans la dernière année, on a pu constater de grands changements dans la main-d'œuvre. Ce n'est pas différent à l'ACEP. Les membres du personnel sont connectés virtuellement et préparent des activités en ligne, chacun depuis son nouveau bureau à domicile.

Le personnel de l'ACEP est un petit groupe de trois personnes qui se concentrent principalement sur l'assemblée générale annuelle (AGA) et le service commémoratif depuis qu'ils ont commencé à travailler virtuellement. Ils s'occupent également de la maintenance du site Web et de la présence de l'ACEP sur Facebook, préparent les réunions, s'occupent des adhésions et des renouvellements d'adhésion et, d'une manière générale, veillent à ce que les rouages de l'administration continuent de tourner normalement. Si vous êtes nouveau à l'ACEP, nos trois employées sont Susan Simms, Céline Brazeau Fraser et Carina Legault-Meek, qui, elle, travaille à temps partiel et s'occupe entre autres d'Internet et des médias sociaux.

« Nous discutons de la manière de maintenir l'Association en vie et de garder les gens intéressés et dans le coup, et notre plus grande préoccupation était de tenir l'AGA et le service commémoratif. C'était un défi. Il s'agissait d'un grand service commémoratif et nous avons dû faire face au processus de mise en place de Zoom et de traduction française. C'est un gros travail », explique Céline Brazeau Fraser, responsable de la logistique. « Nous voulons que les membres restent connectés, et habituellement nous organisons une tournée régionale ou une réception dans une province, mais cette année nous n'avons pas pu le faire. »

« Cela a demandé beaucoup d'énergie et nous sommes très reconnaissants, car le personnel de la Chambre des communes s'est vraiment mobilisé pour nous soutenir », ajoute Susan Simms, responsable de la logistique.

L'AGA et le service commémoratif ont eu lieu en ligne le 15 décembre. Une première. Le personnel a travaillé dur pour rendre ces deux événements aussi accessibles et simples que possible pour que tous les membres puissent y assister. Quatre-vingt-cinq personnes se sont connectées, et pour ceux qui n'ont pas pu être présents un lien est fourni ci-dessous afin que chacun puisse se souvenir de ses anciens collègues et amis.

Le double événement a été plus court que d'habitude. Au lieu de s'étendre sur un jour et demi, il s'est déroulé en quelques heures, le service commémoratif lui-même n'ayant duré que 45 minutes. La préparation, cependant, a été beaucoup plus longue. Tout d'abord, la présidente Dorothy Dobbie a rédigé des notices nécrologiques succinctes pour chacun des 53 membres qui sont décédés dans les 18 mois qui s'étaient écoulés entre le service de juin 2019 et le 30 septembre. Elles devaient ensuite être traduites. « Nous sommes très reconnaissants envers le

personnel de la Chambre des communes de nous avoir aidés à réaliser ce projet », explique Dorothy. Jean-Pierre Blackburn a été chargé de lire la moitié des nécrologies en français tandis que Dorothy a lu le reste en anglais. Ensuite, chacun d'entre eux a dû être enregistré chez lui, et tout cela a été reconstitué par les techniciens de la Chambre des communes.

« Nous avions prévu d'enregistrer une partie de ce service au Musée canadien des droits de l'homme à Winnipeg, explique Dorothy, avec la musique d'un quatuor à cordes de l'Orchestre symphonique de Winnipeg. Malheureusement, le Manitoba est passé en code rouge trois jours avant l'enregistrement. »

Susan et Céline sont rapidement entrées en action à Ottawa et ont fait appel à des membres de la Musique centrale des Forces armées canadiennes pour la musique. Le Président du Sénat, George Furey, a été rejoint par le Président de la Chambre, Anthony Rota, pour présenter leurs condoléances. Nancy Anctil, chef du protocole, était la maîtresse de cérémonie.

« C'était un beau service, après tout », a dit Dorothy. « Nous espérons que les familles l'ont apprécié et qu'elles savent à quel point leurs proches vont nous manquer », résume Dorothy.

« Pour le service commémoratif, ce n'est pas la même chose qu'en personne. Nous espérons donc l'avoir rendu significatif et révérencieux », ajoute Susan.

L'équipe s'efforce également d'assurer la gestion du bureau, ce qui s'avère difficile lorsque chacun d'entre eux se trouve hors site. Lorsque l'un d'entre eux retourne au bureau, une permission spéciale doit être accordée et des restrictions doivent être clairement respectées pour des raisons de sécurité.

La transition a été à la fois un ajustement et une bonne surprise pour certains.

« J'étais sous le choc au début parce que c'était tellement inattendu, mais pour être honnête, j'aime vraiment travailler à la maison parce que j'étais épuisée par les voyages. Je n'habite pas si loin, mais comme je suis de l'autre côté de la rivière, je dois composer avec beaucoup de circulation pour me rendre à Ottawa, explique Céline. Ne pas avoir à faire des allers-retours tous les jours pour aller travailler est une bénédiction. Je vis à la campagne, et j'ai beaucoup de fenêtres. L'inconvénient, c'est que, parce que nous avons l'habitude de travailler ensemble, nous ne pouvons pas si facilement partager des idées et faire du remue-méninges. C'est un peu plus difficile parce que maintenant nous devons nous appeler les uns les autres. »

De son côté, Susan n'est pas une grande fan du télétravail.

« Je trouve cela un peu lourd. Comme je vis seule, cela me manque de voir des gens tous les jours, d'aller au bureau et d'avoir cette interaction sociale. Nous avons trouvé des moyens de contourner ce problème, explique-t-elle. Je dois m'efforcer de sortir me promener et de structurer ma journée, de me lever à la même heure, de respecter un horaire et de m'éloigner du travail même s'il se trouve ici, dans mon salon ou ma salle à manger. »

Une fois certaines restrictions levées et le temps plus clément arrivé au printemps, le personnel a essayé de se réunir au moins une fois par semaine pour travailler en face à face. Bien qu'elles n'aient jamais travaillé à domicile par le passé, elles ont saisi l'occasion de travailler d'une manière nouvelle. Des comptes Zoom ont été achetés pour les réunions du conseil et des comités, tandis que le personnel a travaillé sur Microsoft Teams avec d'autres personnes de la Chambre des communes. Les systèmes téléphoniques ont été modifiés, ce qui a nécessité quelques adaptations.

Qui dit changement dit défis. Il fallait que sorte le dernier numéro de Suite à la Colline, mais il a fallu mettre au point une nouvelle logistique pour que les exemplaires puissent être envoyés par la poste.

« Cette fois, nous avons dû prendre des dispositions spéciales et les faire envoyer par la poste depuis Winnipeg. En général, ils sont imprimés sur place, puis envoyés à Ottawa où nous les préparons pour les envoyer par la poste.

« Nous avons dû réfléchir à la manière dont la technologie nous permet de nous adapter et d'apporter des changements. Le mot-clé est pivot. Il faut toujours anticiper : Je veux faire ça, alors comment vais-je le faire?, au lieu de le faire comme avant. »

Bien qu'il y ait des obstacles à franchir : nouvelles installations en télétravail, recherche d'une routine et création de moyens novateurs pour présenter de grands événements, le personnel se concentre principalement sur le maintien du lien avec les membres et sur la présence à leurs côtés au milieu de tout ce qui constitue la nouvelle normalité.

« Les gens nous ont remerciés de leur avoir fait connaître les avantages de l'Association ou de leur avoir communiqué les décès, et nous tenons notre site Web et notre page Facebook à jour. Certaines personnes s'ennuient vraiment de ces rencontres. Nous voulons que les gens restent connectés entre eux et sur ce que fait l'Association », conclut Céline.

Pour rester informés, suivez l'ACEP sur sa page Facebook et rejoignez le groupe Facebook du CAFP/ACEP. Les dernières nouvelles sont également disponibles sur notre site Web : www.exparl.ca.

Suivre l'Association canadienne des ex-parlementaires sur Facebook

Par Gina Gill Hartmann

Tenez-vous au courant des dernières nouvelles concernant les anciens députés et sénateurs en aimant notre page Facebook. Nous publions des articles de presse sur ce que font les ex députés depuis qu'ils ont quitté la Chambre. Restez informés des offres et des collaborations possibles avec les anciens parlementaires. Les histoires, les projets, les réalisations et bien d'autres choses encore peuvent être facilement échangés sur la page, alors n'hésitez pas à nous envoyer toute information que vous jugez intéressante, surtout des photos!

Notre page générale est Canadian Assoc of Former Parliamentarians Assoc canadienne ex-parlementaires. https://www.facebook.com/exparl.

Allez sur CAFP/ACEP pour le groupe sur Facebook où vous pouvez faire vos propres montages de photos ou commenter.

Le monde évoluant vers un espace plus virtuel, ceux qui ne peuvent assister à nos réunions et événements peuvent désormais nous rejoindre en ligne dans le confort de leur foyer. Participez aux derniers événements avec les membres de l'ACEP, en aimant simplement la page. Plus il y a de participants, plus il y a de nouvelles à partager et plus il y a de contacts avec les anciens et les nouveaux amis. Plus les membres partagent, plus les autres voudront partager.

N'hésitez pas à nous suivre sur Twitter également!

Bienvenue au Conseil!

Par Gina Gill Hartmann

Chungsen Leung.

Peter Braid. Photo : Alaa Taher.

Matt DeCourcey.

L'ACEP est fière de présenter les nouveaux membres du conseil d'administration, qui remplacent trois membres qui se sont retirés pour cause de réélection ou de maladie. Nous sommes impatients de travailler avec chacun d'entre eux pour continuer à soutenir la démocratie au Canada et dans le monde.

Chungsen Leung

Chungsen Leung est né à Taipei, à Taiwan. Ses parents se sont réfugiés à Taiwan après la guerre civile en Chine, en 1949. Il a fait ses études primaires à Taiwan, ses études secondaires au Japon et est venu au Canada en 1968 pour poursuivre ses études universitaires.

C'est à cette époque que Chungsen commence à s'intéresser à la politique.

« J'étais fatigué que nombre de mes cours universitaires soient interrompus par des manifestations et des manifestations assises d'étudiants contre l'établissement, l'administration scolaire, l'inégalité des sexes, les relations raciales et la guerre du Viêt Nam. Si l'on souhaite apporter un changement, il faut le faire en étant à la table des négociations », rappelle l'ex-parlementaire.

Après avoir obtenu un diplôme de premier cycle en économie et en commerce, Chungsen immigre au Canada et fait un stage dans l'un des cabinets comptables internationaux de Toronto.

À la fin des années 1970, il retourne à Taiwan pour renouer avec ses racines chinoises, apprendre à connaître l'entreprise familiale dans le domaine de l'innovation électronique, du développement de produits et de la fabrication de produits de consommation, et pour être auprès de son père, atteint d'un cancer.

« Au cours de mes trois années de travail à Taiwan, j'ai vu et apprécié comment une économie du tiers monde déchirée par la guerre pouvait être redressée en seulement deux décennies grâce à un enseignement gratuit universel, des politiques gouvernementales éclairées et des stratégies d'investissement judicieuses, explique-t-il. Je suis revenu en Amérique du Nord en 1981 pour poursuivre d'abord des études supérieures en génie à l'Université de Californie du Sud, puis je suis revenu au Canada. »

Avant la politique, Chungsen était un entrepreneur. Il a construit des maisons de secours aux sinistrés dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Asie. Il a fait des affaires dans le domaine du traitement de l'eau dans des zones sinistrées et en tant que conseiller des ingénieurs de l'Armée royale malaisienne dans le cadre des missions de l'ONU en Bosnie et en Somalie. Il a été propriétaire et directeur général de quatre entreprises de Richmond Hill et ancien directeur et président de l'audit du groupe Xenos, une société de technologie logicielle cotée en bourse.

Avec l'encouragement du sénateur retraité Consiglio Di Nino, Chungsen tente sa chance en politique en se présentant pour le Parti progressiste-conservateur en 2000. Il perd. Après quelques autres tentatives infructueuses en 2004 et 2008 avec le Parti conservateur, il remporte finalement le siège de député de Willowdale en 2011.

« Je voulais être à la table pour apporter des changements et participer à notre démocratie. Il ne sert à rien de fulminer lors de manifestations assises et d'effectuer des changements de l'intérieur », explique-t-il à propos de son expérience politique. « Au Parlement, j'étais le secrétaire parlementaire pour le multiculturalisme, et j'ai passé quatre années formidables à travailler avec le ministre du Multiculturalisme, Jason Kenny. J'ai pu me faire une bonne idée des rouages complexes du gouvernement, du travail quotidien et de la nécessité constante d'être politiquement correct. »

Chungsen se réjouit de son poste de trésorier au sein de l'ACEP.

« Je pense que les ex-parlementaires ont un ensemble unique d'expériences de vie. Je pense que nous sommes le meilleur groupe de personnes pour promouvoir les institutions démocratiques à l'échelle internationale, que ce soit par l'éducation ou la participation en tant qu'observateurs internationaux à d'autres élections démocratiques. Nous devrions également être le groupe chargé de mener une réflexion prospective très poussée sur le Canada, en tant que nation, et sur la manière dont nous pourrions relever les défis du siècle prochain. »

Peter Braid

Peter Braid a été député conservateur de Kitchener–Waterloo de 2008 à 2015. Il a été nommé secrétaire parlementaire pour l'infrastructure et les collectivités de 2013 à 2015 par le premier ministre Harper.

Depuis qu'il a quitté la politique,

Peter occupe le poste de PDG de l'Association des courtiers d'assurances du Canada (ACAC).

« J'ai une certaine expérience dans le domaine des assurances, mais ce rôle était nouveau pour moi. J'ai travaillé dans le domaine des assurances collectives avant de devenir député et, à la Chambre, j'ai été le premier président du caucus des assurances. Waterloo est un centre d'assurance important au Canada, c'était donc un bon choix », explique le PDG.

Avant d'entrer en politique, Peter a travaillé dans le bureau de circonscription de l'ancien député Walter McLean. Il a également été directeur des opérations à la Financière Sun Life et directeur de comptes chez Quarry Integrated Communications à Waterloo.

En tant que membre de l'ACEP, Peter espère encourager une politique et une démocratie non polarisées.

« Je me réjouis de soutenir le travail important de l'Association. Je crois que l'Association joue un rôle important dans la promotion et le maintien des principes de la démocratie au Canada et dans le monde. Il est également important pour l'Association de continuer à promouvoir un discours politique respectueux dans un monde de plus en plus polarisé, ajoute-t-il. Nous devons protéger l'approche non partisane plus respectueuse que nous adoptons au Canada. Tous ceux qui sont actuellement impliqués dans la politique ont un rôle à jouer pour renforcer l'importance d'un discours politique respectueux. C'est un élément central de la réussite de notre démocratie et de la réussite de notre pays. »

Matt DeCourcey

Lorsque Matt DeCourcey était à l'Université St. Thomas, il s'est lié à l'Association des jeunes libéraux du Nouveau-Brunswick et, à partir de là, il a participé à la campagne à la direction de Paul Martin de 2002 à 2003. Lorsqu'il a obtenu son diplôme, Matt a eu l'occasion de travailler avec le député Andy Scott de Fredericton.

« J'ai toujours eu un intérêt depuis mon plus jeune âge pour l'actualité, les débats publics et le système politique canadien. Grâce à mon travail avec Andy Scott, j'ai eu la chance de travailler sur la Colline en tant qu'assistant au début de ma vingtaine. J'ai été fasciné par l'ensemble du système ainsi que par l'excitation et l'énergie du Parlement. À ce moment-là, j'ai su que je voudrais me présenter aux élections et devenir moi-même député. »

De là, Matt passe quelque temps en Gambie, pays d'Afrique de l'Ouest, où il travaille dans le domaine de l'éducation sanitaire, notamment la prévention du paludisme, les droits des enfants et la résolution des conflits. Fort de cette expérience, avec un groupe de personnes en Gambie et à Fredericton, il met en place une initiative de santé : un tournoi de soccer pour les jeunes qui sert de plateforme pour offrir des programmes de santé. Il se déroule chaque année en Gambie depuis 2013.

« Nous le soutenons en organisant un événement parallèle à Fredericton et en ralliant un certain nombre de groupes de financement différents pour parrainer le tournoi à l'étranger. Ça s'appelle la coupe de l'amitié des Wanderers. En fait, j'ai eu la chance de retourner en Gambie en tant que secrétaire parlementaire et j'étais dans la région lorsque le tournoi avait lieu en 2018 », raconte Matt.

Après avoir quitté la Gambie, Matt revient à Fredericton, s'y installe et accepte un poste de directeur des communications, de l'éducation et de la sensibilisation auprès du défenseur provincial des enfants et des jeunes du Nouveau-Brunswick. En 2014, il cherche à obtenir l'investiture concurrentielle et remporte l'élection de 2015 dans Fredericton, avec le Parti libéral.

« J'ai servi pendant un mandat, j'ai énormément apprécié, ainsi que l'occasion de servir le pays. J'étais le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères. Mon séjour au Parlement était fascinant, j'ai rencontré ma fiancée à Ottawa et elle est toujours en service. »

Depuis lors, Matt a eu l'occasion de travailler avec le ministre des Finances pour mettre en place la réponse économique à la COVID-19 et depuis septembre 2020, il est conseiller principal du président de l'Université du Nouveau-Brunswick.

Matt espère apporter son expérience et sa voix à la table de l'ACEP et il a hâte d'entendre les autres membres et d'apprendre d'eux à différents titres.

« Ce qui m'a frappé à notre première rencontre, c'est la fierté qu'éprouve ce groupe de personnes à faire en sorte que le Parlement et la démocratie soient perçus de manière positive par les Canadiens, et je comprends également l'importance de partager cette vision avec nos alliés dans le monde. »

Inspirer les jeunes à servir

À mesure que la génération des baby-boomers prendra sa retraite, il faudra davantage de personnes pour servir le public et se présenter en politique. Afin d'encourager les jeunes à s'impliquer, Norm Letnick, député à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, compte sur d'ex-parlementaires pour partager leur histoire.

Selon Norm, c'est en partageant l'expérience personnelle des ex-parlementaires qu'on a le plus de chances d'attirer les meilleurs candidats à la vie publique. Il demande à d'ex-parlementaires de lui faire part de leur histoire afin qu'il puisse à son tour partager ces expériences avec les jeunes Canadiens.

Avez-vous une anecdote de votre passage à la Colline qui, selon vous, pourrait inspirer d'autres personnes à se présenter en politique? Vous souvenez-vous d'un moment qui encouragera d'autres personnes à s'engager dans la vie publique?

« J'espère qu'il y aura suffisamment d'histoires provenant de tout le pays pour publier et redistribuer gratuitement un livre à toutes les écoles secondaires de la Colombie-Britannique et, en fin de compte, créer un site Web d'accompagnement contenant des vidéos de soumissions utilisant les jeunes comme conteurs », explique Norm dans un communiqué.

Si cela vous intéresse, veuillez envoyer un bref message à Norm. Il vise une date limite de soumission pour l'été.

Norm Letnick
250-765-8516
norm.letnick.mla@leg.bc.ca

Pourquoi les ex-parlementaires sont-ils attirés par l'engagement communautaire après avoir quitté la Colline?

D'ex-parlementaires nous parlent de deux projets communautaires à Winnipeg qui ont transcendé leur mandat parlementaire

Par Wade Morris

Une carrière au Parlement, quelle qu'en soit la durée, exige un grand dévouement envers le public, et les parlementaires méritent le repos qui accompagne le statut d'ex-parlementaire. Pourtant, un grand nombre d'entre eux continuent à diriger et à encourager leur communauté après avoir quitté la Colline. La vie publique laisse-t-elle aux politiciens un désir éternel d'aider leur prochain, ou le Parlement attire-t-il naturellement ceux qui ont le profil de l'emploi?

Anita Neville.

Joy Smith.

Anita Neville

Pour Anita Neville, l'engagement communautaire est naturel. Après la fin de son mandat en 2011, elle a continué à chercher des occasions de retrouver la satisfaction qu'elle ressentait au Parlement. Elle était loin de se douter qu'elle aurait le coup de foudre pour un projet communautaire spécial.

En avril 2015, des membres de la communauté juive de Winnipeg (sous le nom d'opération Ezra) se sont réunis dans l'espoir de contribuer au sauvetage de la communauté yézidie en Irak. Le peuple yézidi est la cible de l'EIIL dans le cadre d'un génocide reconnu par les Nations Unies depuis 2014.

En tant que membre du conseil d'administration de sa synagogue, Anita a été contactée pour parrainer deux familles yézidies ainsi que des familles syriennes. Ils se sont entendus et, à partir de là, l'opération Ezra a pris de l'ampleur.

« C'est devenu un projet multiconfessionnel, explique Anita. Il comprenait des synagogues, des églises, des écoles, des gouvernements, ainsi que des organismes et des entreprises privées. »

Ils ont commencé à collecter des fonds et ont fini par réunir plus d'un million de dollars pour financer le parrainage privé de 11 familles. Leurs efforts comprendraient la réinstallation, des cours d'anglais, et bien plus encore. Au fur et à mesure que le processus de réinstallation se déroulait, la communauté yézidie et des habitants de Winnipeg ont tissé des liens en se réunissant pour des fêtes, des matchs de soccer et des programmes de couture.

Le groupe combiné a non seulement partagé des fêtes, mais aussi les ressources. Beaucoup de réfugiés avaient de l'expérience en agriculture, et quelques membres de la communauté de Winnipeg ont signalé qu'ils possédaient des acres de terres agricoles libres. Ensemble, ils ont créé un projet d'exploitation agricole, ce qu'Anita appelle une « ferme de guérison ».

« L'objectif du projet est à la fois de fournir une aide alimentaire et d'aider à la guérison des traumatismes subis par les réfugiés », explique-t-elle. Ils ont récolté plus de 20 000 livres d'oignons, de pommes de terre et de betteraves, qui ont été distribués aux familles, vendus dans les marchés publics et remis à des organismes de la ville.

Les yeux d'Anita s'allument lorsqu'elle évoque l'histoire d'une jeune fille yézidie qui a attiré son attention. « Elle parlait parfaitement l'anglais », dit-elle. La jeune fille avait appris l'anglais en lisant des dictionnaires de traduction et en écoutant attentivement des anglophones parler. Sa curiosité allait au-delà de la langue. Au cours d'un tournoi de quilles communautaire, la jeune fille s'est approchée d'Anita et lui a demandé : « Est-ce vrai que vous avez siégé au Parlement du Canada? Comment avez-vous fait? »

Plus tard, Anita a parlé à la jeune fille dans un environnement plus approprié, et a reconnu en elle un élan familier. Depuis, la jeune fille est bénévole pour une campagne politique.

En fin de compte, ni Anita ni pratiquement personne n'aurait pu prédire l'étendue qu'aurait l'opération Ezra. Qu'il s'agisse des projets agricoles ou des liens interpersonnels créés, chaque résultat positif est le fruit de la volonté de profiter des occasions qui se sont présentées.

Joy Smith

Une cause importante a attiré l'attention de Joy Smith avant qu'elle ne travaille sur la Colline du Parlement, et cette cause s'est retrouvée au cœur dans son travail au Parlement et après. En tant qu'enseignante, elle avait commencé à donner des cours sur la protection des enfants contre les prédateurs d'Internet. Elle avait été mise au fait des horreurs de la traite des enfants par son fils, policier de l'unité intégrée de lutte contre l'exploitation des enfants. Des années plus tard, lorsqu'elle a été élue au Parlement,

elle n'a pas oublié la question de la traite des enfants. Loin de là. Elle s'est plutôt battue pour attirer l'attention de son gouvernement sur cette question. Son travail de députée a mené à l'adoption de projets de loi visant à protéger les victimes de la traite des personnes.

Après avoir pris sa retraite en 2015, elle a continué à travailler sur la question avec son organisation de lutte contre la traite des personnes, la Joy Smith Foundation. On pourrait croire qu'il est épuisant de travailler aussi longtemps sur un sujet aussi brutal, mais Joy est dévouée à la cause.

« Je suis une femme de foi, dit-elle, et je mets cette foi en pratique tous les jours ».

Le travail de la fondation consiste à sensibiliser les étudiants, les écoles et les forces de l'ordre au mode de fonctionnement des trafiquants de personnes. Il va sans dire que le matériel est difficile à gérer pour certains, mais l'organisation a tout de même été témoin d'une démonstration impressionnante d'action communautaire, raconte Joy.

Ce succès s'explique en partie par l'approche accueillante adoptée par l'organisation. Par exemple, ils participent chaque automne à un événement national appelé Ride for Refuge. La population canadienne est invitée à former des équipes et à pédaler pour ramasser de l'argent et sensibiliser les gens à la traite des personnes. Joy parle avec confiance de l'édition 2020. « Je pense que nous allons dépasser [les fonds collectés] l'année dernière », déclare-t-elle avec enthousiasme. L'événement tient également compte de l'accessibilité, puisque les Canadiens qui ne peuvent pas nécessairement faire du vélo sont autorisés à participer par d'autres moyens, comme l'artisanat.

Toutefois, Joy ne puise pas sa motivation que dans les grands rassemblements de membres de la communauté, mais auprès des personnes dont la vie a changé.

« On éprouve une grande satisfaction personnelle à savoir que l'on a amélioré des vies », dit-elle, en faisant référence aux nombreuses familles et particuliers qui ont appris, grâce aux ressources de l'organisation, comment la traite des personnes affecte les vies.

Anita Neville a été députée libérale de la circonscription de Winnipeg-Centre-Sud entre 2000 et 2011.

Joy Smith a été députée conservatrice de la circonscription de Kildonan—St. Paul entre 2004 et 2015.

Jour du Souvenir 2020

L'ex-parlementaire et ancien président de l'ACEP, Léo Duguay, dépose une gerbe le jour du Souvenir, le 11 novembre 2020, au Monument commémoratif de guerre au nom de l'Association.

Rénovation de la Chambre des communes : Marier l'ancien et le nouveau

Article de Gina Gill Hartmann, photos fournies par la Chambre des communes

Portraits de premiers ministres canadiens à l'édifice de l'Ouest. Photo de Bernard Thibodeau.

Lorsque John A. Pearson et Jean Omer Marchand ont conçu l'édifice du Centre après l'incendie du Parlement en 1916, Pearson a tenu compte d'une chose pour les générations futures : il a délibérément créé un espace avec l'intention de permettre une croissance et des ajouts dans le futur.

« Lorsque Pearson l'a conçu, l'édifice devait être une œuvre d'art qui continuerait à évoluer et à grandir avec le temps. Il y a de nombreux blocs de pierre non taillés dans l'édifice qui ont été conçus pour être des sortes de toiles; un espace que les futurs sculpteurs pourraient façonner pour refléter les prochaines générations, afin qu'elles s'y reconnaissent aussi », explique Darrell de Grandmont, directeur de la réhabilitation de l'édifice du Centre pour la Chambre des communes. « Nous sommes à une étape vraiment importante de la réhabilitation de l'édifice où nous avons la possibilité de mettre cette couche qui illustre la société canadienne d'aujourd'hui et ce que nous aspirons à être aussi. »

L'édifice du Centre est un bâtiment patrimonial et beaucoup d'efforts sont mis sur la réhabilitation et la préservation des pièces. Il y a d'autres endroits dans l'édifice qui offrent des possibilités de modernisation et de croissance. La majorité n'ont pas été entièrement approuvés et font l'objet de discussions avec les députés, mais Darrell considère tous les espaces potentiels comme un moyen d'accroître l'espace.

« Il faut se demander : quels endroits dans l'édifice peut-on exploiter pour agrandir et faire de la place? Je pense qu'il est important de souligner l'ajout du Centre d'accueil du Parlement. Il se trouve sous terre, presque complètement caché de l'extérieur de l'édifice. Il sera à peine visible, voire pas du tout. C'est un ajout important à l'édifice et c'est quelque chose qui manquait dans le passé. »

Le Centre d'accueil du Parlement est situé devant l'édifice du Centre et de nouveaux ascenseurs et escaliers seront ajoutés pour permettre aux visiteurs de passer facilement du Centre d'accueil aux autres étages.

En décembre 2020, le Bureau de ré-

gie interne (BRI) a approuvé plusieurs rénovations de l'édifice du Centre afin d'atteindre l'objectif d'un bâtiment neutre en carbone à la fin du projet, notamment un remplissage de l'espace exposé au-dessus du Hall d'honneur et la cour ouest couverte d'une enceinte de verre.

D'autres plans approuvés par le BRI prévoient l'agrandissement des halls d'entrée de chaque côté de la Chambre des communes, dans les corridors qui mènent à la cour ouest. Les halls comprendront des escaliers et des ascenseurs et le hall inférieur comprendra des toilettes unisexes entre le hall du gouvernement et celui de l'opposition.

Des rénovations modernes permettant une plus grande accessibilité sont ajoutées. Elles comprennent deux salles familiales et une salle tranquille au sud de la Chambre au premier étage. Cette zone comprendra également deux salles de réunion pour les députés et un vestiaire avec des casiers.

L'accessibilité est une priorité dans les travaux et un aspect important pour les députés.

« En tant qu'architecte, j'ai toujours été guidé par le respect des codes et par tout ce qui est nécessaire pour que les gens aient accès à l'édifice, mais, de nos jours, il faut aller plus loin et

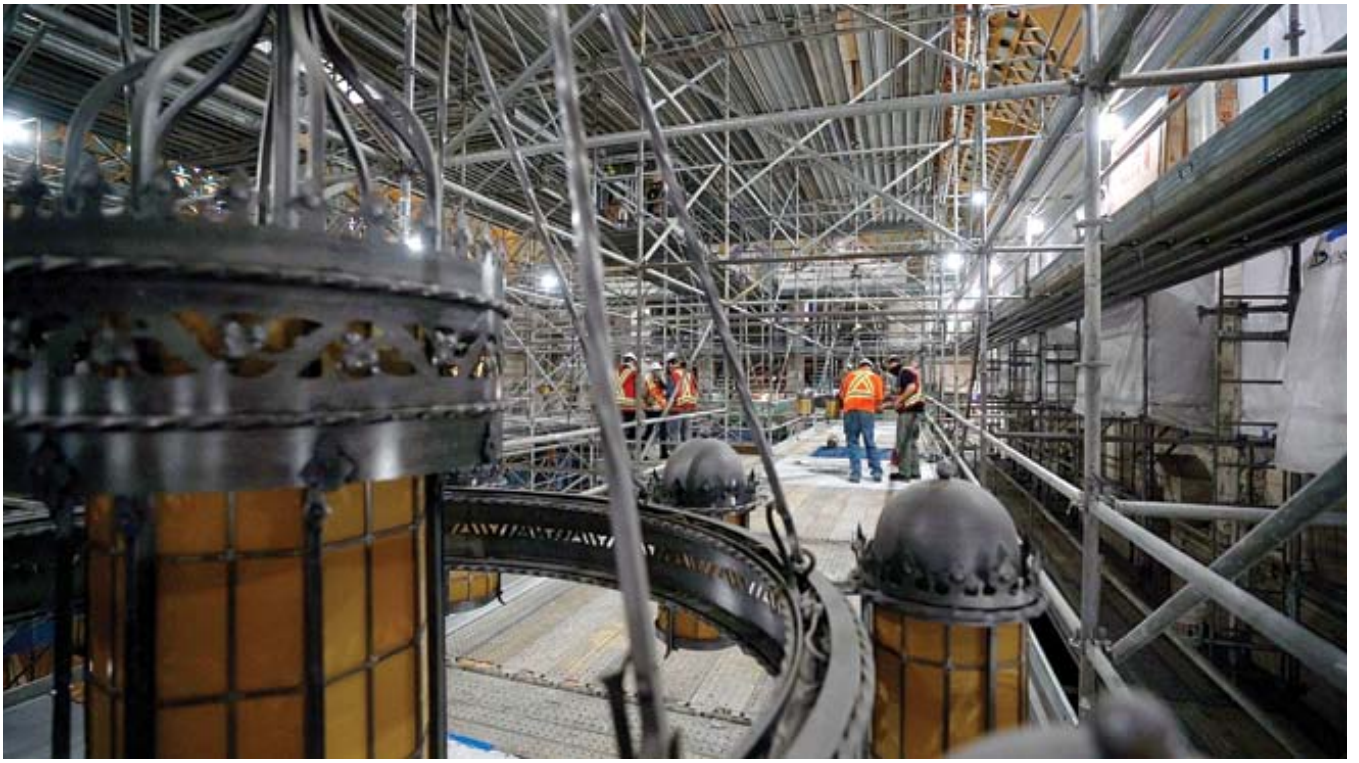
viser l'inclusivité et l'accessibilité pour tous, explique le directeur. On parle de l'adaptation aux besoins des familles, que la personne soit en fauteuil roulant, qu'elle marche avec une canne ou qu'elle soit enceinte; tous ces éléments doivent être pris en compte dans la conception des portes, notamment le niveau de pression nécessaire pour ouvrir la porte, les couleurs, le son; tout doit être pris en considération. Je pense que c'est mon aspect préféré du travail de conception. »

Darrell et son équipe veillent à ce que la rénovation offre un espace fonctionnel aux parlementaires. Il ajoute que beaucoup de leçons ont été tirées jusqu'à maintenant de la fermeture de l'édifice du Centre et du déménagement dans l'édifice de l'Ouest.

« Il faut remettre en question certaines façons de faire. On ne parle pas d'un simple déménagement; il a fallu examiner l'ensemble et s'assurer de répondre aux besoins opérationnels avant la fermeture. Il faut penser à plus long terme et à la manière dont l'espace sera adapté aux parlementaires. »

Certaines cérémonies et procédures doivent être maintenues indépendamment du lieu où siège le gouvernement, et il a fallu en tenir compte pour la rénovation. Par exemple, le carillon de la Tour de la Paix, et son importance pour les Canadiens, est une activité qui doit se poursuivre même pendant la rénovation, même si le gouvernement siège dans l'édifice de l'Ouest.

Darrell souligne qu'il faut aussi tenir compte du nombre de députés à la Chambre. Le nombre de députés équivaut au nombre de sièges, ainsi qu'au nombre de bureaux, ce que l'équipe doit essayer de prévoir. Pour l'instant, ses collègues examinent les chiffres pour pouvoir concevoir la Chambre en conséquence.



Maintenir le continuum grâce aux pièces du patrimoine

En plus des mises à niveau et des rénovations respectueuses de l'environnement à l'intérieur de l'édifice, de nombreuses pièces importantes dans l'histoire du Parlement ont été déplacées vers l'édifice de l'Ouest ou entreposées. Ces pièces seront réintégrées après la rénovation de l'édifice du Centre.

Johanna Mizgala est la conservatrice de la Chambre des communes et responsable de la collection patrimoniale, qui comprend non seulement des œuvres d'art, mais aussi des artefacts, des objets de cérémonie, des portraits des Présidents et des premiers ministres, ainsi que le mobilier original conçu par John A. Pearson.

« En parlant du patrimoine, on dit ancien, oui, mais aussi significatif. Le premier ministre s'assoit au même pupitre que tous les autres premiers ministres se sont assis avant lui. Dans le bureau du greffier, le mobilier utilisé est le même que pour tous les prédécesseurs du greffier actuel. Le tout s'inscrit dans un continuum. La Chambre des communes est fondée sur des précédents et des traditions, et c'est important d'en tenir compte », explique Johanna.

Lorsque la Chambre des communes a été déménagée à l'édifice de l'Ouest et que le Sénat a emménagé dans l'ancienne gare centrale, en face du Château Laurier, il a fallu suivre tout un processus pour s'assurer que toutes les pièces étaient correctement déplacées vers leur nouvelle demeure ou leur lieu d'entreposage. L'équipe a essayé de recréer un cadre familier dans les deux sites temporaires.

« On ne voulait pas que la Chambre temporaire ressemble à un espace que l'on attendrait de quitter. Tout ce qui se passe dans l'édifice de l'Ouest est aussi légitime que tout ce qui s'est passé dans l'édifice du Centre auparavant. Il est important d'utiliser certains des mêmes meubles et de créer un espace qui ressemble au lieu d'origine, afin d'avoir ce continuum et de pouvoir remonter jusqu'à l'incendie. »

Ce continuum est évident à travers l'histoire. Même quand ils n'avaient aucun endroit pour se réunir, les députés se sont rassemblés. Le lendemain de l'incendie de 1916, les députés ont emprunté la masse du Sénat, car celle de la Chambre avait été détruite dans l'incendie.

« Ils n'ont pas arrêté les procédures du gouvernement parce que le bâtiment avait été détruit. Ils devaient continuer. Ces choses nous tiennent beaucoup à cœur. Peu importe ce qui se passe dans notre monde, qu'il s'agisse d'une pandémie, d'une rénovation ou d'un incendie, nous trouvons un moyen de continuer », explique Johanna.

Des pièces originales du Parlement sont imbriquées dans l'histoire et ses procédures. Bien que le mobilier d'origine ait été perdu dans l'incendie, de nombreux portraits ont été sauvés des flammes par le personnel qui est retourné dans l'édifice pour sortir les portraits des premiers ministres et des Présidents.

« Ces portraits sont encore sur les murs aujourd'hui. Le magnifique collier orné que porte le sergent d'armes, appelé collier aux esses (créé en 1859 en Angleterre), a également été sauvé de l'incendie. Il y a toutes ces petites pièces qui nous relient à cette époque. Le fait que des personnes aient eu la présence d'esprit de considérer ces objets comme précieux en termes d'histoire, qu'elles aient été prêtes à retourner dans un édifice en feu, en dit long », raconte la conservatrice.

Il est vrai que l'édifice du Centre subit une cure de rajeunissement pour répondre aux normes d'aujourd'hui et devenir plus accessible, mais certaines pièces du Parlement resteront toujours pertinentes et représenteront le continuum et l'importance des séances du gouvernement, quel que soit l'endroit où siège la Chambre.

Dorothy Dobbie.

L'évolution, pas la révolution

Par Dorothy Dobbie

Avec le décès du prince Philip, beaucoup de gens pressentent un changement de garde. Ainsi soit-il, certes, mais à mesure que s'effectue cette transition, il est important de rappeler tout ce qui s'est passé au cours du siècle dernier qui, à certains égards, a été le plus progressif de l'histoire de l'humanité. Il fut également un siècle de guerre, de suppression généralisée des droits de la personne et de massacre de millions de personnes au nom de prétendus « idéaux », de l'antisémitisme au communisme.

Il est vrai qu'à l'époque où est né le prince Philip, le monde vivait une révolution provoquée par l'expérience de la Grande Guerre qui s'était achevée tout juste sept ans auparavant. Il y avait des troubles considérables partout dans le monde et en particulier en Europe où tant de personnes avaient perdu la vie dans les récentes batailles. Les hommes et les femmes se demandaient pourquoi. Pourquoi être rentrés à la maison, brisés et mutilés, si rien n'allait changer? Il s'ensuivit donc une période de changement, les gens cherchant à mieux s'organiser.

L'agitation a permis à des idées inhabituelles de s'implanter : Adolf Hitler venait de devenir chef du parti nazi allemand. Lénine était toujours aux commandes en Russie, où la terreur rouge a vu des dizaines de milliers de personnes tuées ou internées dans des camps de concentration. En Chine, 1921 voit le premier Congrès national du Parti communiste chinois qui ouvrira la voie au règne abusif de Mao Tsé-toung.

Il ne s'agit pas ici d'une leçon d'histoire, mais plutôt d'une occasion de réfléchir à ce qui se passe lorsque la ferveur occulte la raison, et à la facilité avec laquelle cela peut se produire pendant les périodes de « changement de garde ».

N'oublions pas que nos enfants et petits-enfants ont grandi à une époque de richesse et de liberté sans précédent. Ils ne savent pas ce que c'est que de vivre réellement dans le besoin, et encore moins dans le désir. Ils sont donc vulnérables aux récits manipulateurs destinés à diviser et à créer des dissensions, tout cela au nom d'« idéaux » apparemment importants.

Rappelez-vous le conseil de Lénine : « Un mensonge répété assez souvent devient la vérité. » Il suffit que des absurdités déjà comprises soient présentées sous forme de changements censés créer un monde « meilleur ». Puisque, de nature, on croit tous que les choses peuvent s'améliorer, cela fait partie de ce qui nous fait progresser, il est naturel que les plus jeunes y croient facilement lorsqu'on leur dit que le monde est rempli de mal, que ce que leurs ancêtres ont fait était mal intentionné et qu'il faut le réparer, que ceux qui ont réussi l'ont fait par des moyens malveillants.

Pour ceux qui ont siégé au gouvernement et qui comprennent la nécessité des processus et des priorités pour maintenir la stabilité et l'équilibre, le moment est venu de nous faire profiter de votre sagesse, de faire preuve d'une certaine prudence lorsque des changements extraordinaires sont proposés. La préservation du principe fondamental de la démocratie est en effet l'objectif même de l'Association canadienne des ex-parlementaires.

Nous savons que le monde n'est pas parfait. Nous savons que personne n'est sans défaut, que nous échouons souvent malgré les meilleures intentions. Nous comprenons que 99,9 % de ceux qui se présentent à des élections le font pour le bien du pays. Nous savons et comprenons qu'il existe de nombreuses nuances d'opinion sur la meilleure façon d'atteindre nos idéaux communs et que la discussion, l'argumentation et l'échange d'opinions sont le meilleur moyen de trouver une solution proche de la bonne. C'est là l'essence même de la démocratie.

Nous savons également que notre liberté d'expression a des limites, mais que ces limites ont des contours flous et sont tempérées par le contexte : on ne peut pas promouvoir la haine ou conseiller la violence contre un groupe ou un autre, mais on peut très bien être en désaccord avec un groupe ou entre nous. Le respect des opinions d'autrui ne nous empêche pas d'exprimer nos propres opinions dans les limites susmentionnées. Nous ne sommes pas non plus responsables de la sensibilité des autres. Chacun de nous doit aborder ses « sentiments » de manière individuelle et personnelle.

On peut très bien discuter de la science des changements climatiques, de la taxe sur le carbone et de la meilleure façon de traiter la COVID-19 ou des avantages sociaux du contrôle des armes à feu, de l'avortement, de l'identité sexuelle, de la criminalisation des drogues, de l'euthanasie, des impôts, des budgets, des soins de santé publique et de toutes les autres choses qui peuvent avoir une incidence sur notre perception de ce qui constitue un monde où il fait bon vivre. On ne peut pas fermer le débat sur l'un de ces sujets.

Il n'y a pas d'absolus. Le fait d'accepter qu'il y en ait crée des possibilités d'oppression. Comment pourrait-il en être autrement? Les curieux, les sceptiques, les penseurs créatifs seront toujours prêts à contester les idées présentées comme absolues. C'est aussi dans notre nature et notre capacité à survivre et à prospérer en tant qu'êtres humains. Pour progresser, il faut remettre les choses en question. Chaque théorie scientifique a été améliorée parce que quelqu'un a remis en question les réponses acceptées.

Mais, dans notre quête de meilleures réponses, il ne faut pas oublier ce que les « anciens » m'ont dit lorsque je suis arrivée au Parlement, tout feu tout flamme, pleine de ferveur et prête à faire bouger les choses. « Dorothy, je sais que vous êtes impatiente. Mais il est important d'y aller doucement. Quand on s'empresse, c'est là qu'on fait les plus grosses erreurs. »

J'y ai réfléchi et j'ai finalement compris qu'ils avaient raison. C'est l'évolution et non pas la révolution qui nous permet de préserver notre mode de vie.

Maintenant, c'est à notre tour de transmettre cette vérité à la prochaine génération de législateurs.

Dorothy Dobbie a été députée progressiste-conservatrice de Winnipeg-Sud de 1988 à 1993.

L'honorable Anthony Rota, président honoraire de l'ACEP

Il faut tout un village qui ne dort jamais pour assurer la fonction de gouvernement

Par Gina Gill Hartmann

L'honorable Anthony Rota supervise le Parlement virtuel. Photo de Bernard Thibodeau.

À son entrée dans l'arène politique fédérale, en 2004, l'honorable Anthony Rota a été surpris de constater que le plus difficile était d'être loin de sa femme, Chantal, et de sa fille, Samantha.

Aujourd'hui, le 37e Président de la Chambre trouve la distance un peu plus facile à gérer.

« Ma femme est maintenant à la retraite. Elle peut donc venir à Ottawa avec moi et je la vois le soir. Ma fille a aujourd'hui 23 ans et est indépendante. Elle vit toujours à la maison, et je peux la voir quand je rentre chez moi. Tout fonctionne assez bien, explique-t-il. Je pense que c'est la partie la plus difficile du travail de tout élu ou de toute personne qui travaille loin de chez elle ».

M. Rota, cinq fois député de Nipissing—Timiskaming, a été élu à la présidence de la Chambre en décembre 2015. Lorsque le premier ministre Trudeau et l'ancien chef conservateur Andrew Scheer l'ont accompagné jusqu'au trône de chêne et d'ébène magnifiquement sculpté pour prendre son siège de président officiel, M. Rota ne s'attendait pas à ce qu'une partie de son travail soit effectuée dans le confort de son foyer, loin de la Chambre des communes.

« Le défi inattendu, ou l'épine dans le pied, est la COVID-19. Disons qu'il y a un monde entre ce que le travail devait être et ce qu'il est finalement. Il y a eu beaucoup de premières : des réunions virtuelles, des réunions hybrides, et le premier vote, qui était hybride. C'était tout un défi, mais oh combien intéressant! Je peux compter sur une super équipe. Les greffiers, le personnel et l'équipe informatique ont tous été formidables et ont fait des pieds et des mains, parfois jusque tard dans la nuit, pour s'assurer que tout fonctionne bien. »

Avec les nouveaux défis que présentent la pandémie et les différentes formes de parlement, il devient évident pour M. Rota que la fonction de gouvernement nécessite vraiment tout un village, « un village qui ne dort jamais », dit-il en parlant de tout le personnel dévoué qui, dans les coulisses, aide à mettre en place le Parlement chaque jour. Dans le cadre de la réponse à la pandémie, le Président a été nommé à la présidence du Comité spécial sur la pandémie de la COVID-19, créé pour répondre aux circonstances particulières et formé de tous les députés.

Anthony Rota a fait ses premiers pas en politique en tant que conseiller municipal de la ville de North Bay et a fait le saut en politique fédérale en 2004. Il a récupéré son siège en 2006, l'a perdu en 2011, l'a gagné à nouveau en 2015 et encore l'année dernière.

La toge traditionnelle du président ne lui est pas étrangère, puisqu'il l'a portée à la dernière législature en tant que vice-président adjoint. Le nouveau rôle de M. Rota s'accompagne de nouvelles attentes : la responsabilité de superviser la Chambre, en restant juste, impartial et non partisan. S'il est difficile de se dé-

faire d'une partie de sa ligne partisane, M. Rota est à la hauteur de la tâche.

« Je pense que c'est un trait de caractère plus qu'autre chose. Si vous regardez mon parcours à la Chambre, je pense que je n'ai jamais été ultra-partisan. J'essaie de rassembler autant de personnes que possible. C'est probablement pour cela qu'on m'a choisi, parce que j'essaie autant que possible d'être objectif et, selon l'argument qui est avancé, ce n'est pas si difficile. La plupart des gens présentent de solides arguments. Ensuite, il suffit de déterminer ce qui est bien et ce qui est mal, indépendamment de la position politique. »

En ligne et en séance hybride, il est parfois plus difficile de prendre le pouls du groupe et de s'assurer que tous les députés respectent le décorum, mais M. Rota apprend à s'adapter.

« Ce n'est certainement pas la même chose que d'être tous dans la même pièce, cela rend les choses un peu plus difficiles. C'est pratiquement impossible de prendre le pouls de l'assemblée. On se fait une idée du climat, que ce soit en virtuel ou en chambre, on peut deviner la direction que prendra la discussion, on se tient prêt et aux aguets. En mode hybride, il y a tout de même un bon nombre de personnes présentes en chambre. Sur 338 députés, il y a environ 86 députés et moi. Cela donne une bonne idée de la tournure des discussions. »

Les séances virtuelles ont certes créé une atmosphère différente, mais M. Rota voit le potentiel du Parlement à trouver des changements positifs à l'avenir en termes de technologie et d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

« Il a été question de rendre le Parlement plus favorable aux familles. C'est un aspect à l'étude en ce moment. Avec la COVID-19, nous avons eu davantage l'occasion de travailler à distance, de notre circonscription, ajoute-t-il. Je ne dis pas que nous allons éliminer la présence à Ottawa, mais il y aura certaines circonstances qui devront être prises en compte dans l'étude de notre système et de la façon dont nous l'abordons. Par exemple, un congé de maternité, une maladie ou des circonstances particulières. La situation actuelle nous a permis d'explorer différentes possibilités, qu'il s'agisse d'une vidéoconférence ou d'un système hybride, tout fonctionne et nous permettra d'explorer différentes possibilités. »

Le Président de la Chambre des communes, l'honorable Anthony Rota. Photo d'Ed Regan.

Premier Canadien d'origine italienne à devenir Président de la Chambre — fait qui lui a noué la gorge à son premier discours alors qu'il a prononcé quelques mots à la Chambre en italien —, M. Rota parle également trois autres langues : l'anglais, le français et l'espagnol. Ce député polyglotte est non seulement capable de travailler dans de nombreuses langues, mais il aime aussi travailler avec tous les partis. Ce qu'il préfère dans le rôle de Président, c'est la possibilité de travailler avec tout le monde et d'aider les députés des différents partis à se réunir en dehors de la Chambre.

« L'un des avantages d'être Président de la Chambre est de rencontrer très régulièrement les leaders parlementaires et les whips. J'essaie notamment de m'assurer que la chimie est bonne entre tous ces acteurs, explique-t-il. Nous avons commencé à organiser des dîners avec 15 à 20 députés à la fois pour qu'ils puissent faire connaissance. Ça allait vraiment bien jusqu'à ce que la COVID-19 s'invite à la fête. J'ai quand même pu rencontrer les whips, un à un, de même que les leaders parlementaires. S'ils se parlent, ça marche bien. »

Selon M. Rota, il est important que les élus travaillent ensemble, car « c'est pour cela que les Canadiens les ont élus », et il pense que la capacité des Canadiens à travailler ensemble est l'un de nos points forts.

« Ce qui fait du Canada ce qu'il est, c'est son peuple. Nous sommes d'un tempérament très amical et nous sommes prêts à travailler avec tout le monde. Quand on dit ensemble, on veut aussi dire le Canada et le monde. C'est quelque chose qui fait de nous des êtres uniques et dont nous devons tous être fiers. »

L'honorable Anthony Rota est le 37e Président de la Chambre des communes. Le Président de la Chambre des communes et le Président du Sénat sont les coprésidents honoraires de l'Association canadienne des ex-parlementaires.

Continuer de servir

Ces militaires qui ont troqué le mess pour la Chambre des communes

Par Matthieu Reekie

Robert-Falcon Ouellette (à droite) avec les vétérans autochtones Jerry Woodhouse (à gauche) et Joseph Meconse, OM (au centre).

Le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, le chef de l'opposition, Erin O'Toole, et les 20 autres parlementaires actuellement en fonction qui ont servi, à un moment ou à un autre, dans les forces armées du Canada et d'autres pays s'inscrivent dans une fière tradition de « double service ». En effet, la Bibliothèque du Parlement recense 988 ex-parlementaires dans sa base de données qui peuvent ajouter le service militaire à leur curriculum vitæ. Certains engagements remontent même aux années 1830.

« C'est une vocation unique », explique Robert-Falcon Ouellette, ancien député libéral de Winnipeg-Centre. Robert est actuellement adjudant dans les Royal Winnipeg Rifles, ces « petits diables noirs » qui fournissent aujourd'hui un bataillon à la première réserve de l'Armée canadienne, mais ce n'est que son plus récent poste dans une carrière militaire qui s'étend sur 24 ans. Comme il avait été profondément marqué par son expérience dans les cadets, la possibilité de continuer à faire ce qu'il aimait (avec un salaire en prime!) était trop tentante pour qu'il la laisse passer.

Une carrière militaire n'était peut-être pas tout à fait ce que Christine Moore s'imaginait en entamant ses études collégiales. Sans trop savoir dans quoi elle s'embarquait, l'ancienne députée d'Abitibi-Témiscamingue s'est renseignée sur les possibilités de travail à temps partiel au sein de la 52e Ambulance de campagne pendant ses études au cégep. Ce n'est qu'après avoir communiqué avec le bureau de recrutement qu'elle a réalisé qu'elle s'engageait dans les forces armées. Sa curiosité avait été piquée, et elle a fi-

« Presque à tout coup, les députés issus des forces armées réagissent à merveille en cas de crise. La grande majorité des membres des Forces armées canadiennes ont connu le vrai danger. La plupart des civils ne peuvent tout simplement pas comprendre ce sentiment. »

— Andrew Leslie, ancien député libéral d'Orléans.

nalement servi pendant trois ans dans l'unité de réserve basée à Sherbrooke.

« Étant étudiante en soins infirmiers, c'était un complément à mes études et j'ai pu ainsi travailler à plein temps pendant l'été tout en poursuivant ma formation et en m'outillant pour ma future carrière. »

Il en sera de même pour sa carrière d'infirmière que pour sa carrière politique, et c'est en attendant sa démobilisation qu'elle a commencé à envisager un engagement politique.

« J'ai appelé le NPD et j'ai expliqué que j'allais quitter les forces armées... et que je voulais m'impliquer un peu plus dans l'activité politique », raconte-t-elle. Elle a découvert que le parti n'avait pas de candidat dans sa circonscription, et on lui a proposé de se présenter. « J'ai été démobilisée en décembre, et j'ai commencé à faire campagne. J'ai fait campagne pendant les vacances, en plein hiver, en Abitibi », dit-elle en riant.

Mais en quoi sa carrière dans l'armée servira-t-elle ses aspirations politiques?

Selon Christine, son enrôlement l'a aidée à perfectionner des compétences essentielles qui lui seraient utiles dans sa vie politique. Elle dit que la structure l'a aidée : « Tout le plan, la méthode, savoir dans sa tête exactement où l'on va, être organisé et mener son travail de manière très structurée. En tant que député, le chaos total peut survenir assez facilement. »

Ce sentiment est partagé avec enthousiasme par ses pairs. « Presque à tout coup, les députés issus des forces armées réagissent à merveille en cas de crise », explique Andrew Leslie, ancien député libéral de la circonscription d'Orléans. « La grande majorité des membres des Forces armées canadiennes ont connu le vrai danger. La plupart des civils ne peuvent tout simplement pas comprendre ce sentiment », dit-il.

Christine Moore inspecte les membres d'un régiment de l'armée de réserve à Rouyn-Noranda en septembre 2013.

Comme pour M. Ouellette, la décision d'Andrew de s'engager dans une carrière militaire est venue naturellement, mais peut-être pour des raisons différentes.

« Je suis un enfant de l'armée et j'ai grandi sur des bases militaires », explique le lieutenant général à la retraite. Il compte parmi ses ancêtres des militaires d'avant la Confédération, dont le célèbre général Andrew McNaughton, premier général du Canada au début de la Seconde Guerre mondiale. « J'ai toujours su que je serais soldat », dit-il avec une pointe de fierté.

D'une part, Andrew croit fermement en la capacité de l'armée à inculquer les valeurs et les compétences nécessaires à la réussite. « Les forces armées sont probablement la meilleure école de leadership au Canada », affirme-t-il, ajoutant que les compétences en matière de jugement, d'administration et d'initiative ne sont que quelques-uns des nombreux avantages offerts par une carrière dans les forces armées.

D'autre part, Andrew reconnaît qu'il peut être difficile de retourner à la vie civile. « Le problème, c'est de trouver la clé qui permettra de traduire les compétences militaires en des termes compréhensibles par les civils. »

Au-delà des simples compétences et de la préparation, cependant, l'expérience militaire peut certainement ouvrir des portes. Selon Christine Moore, l'expérience militaire peut renforcer la crédibilité d'un candidat. Une fois élue, Christine était l'un des trois seuls ex-militaires du caucus néo-démocrate, fort de 103 membres, et elle attribue à son expérience dans l'armée la raison de sa nomination au poste de porte-parole pour les acquisitions militaires, ouvrant ainsi la voie à de futurs rôles de porte-parole.

« Oui! », c'est ce qu'a répondu Robert-Falcon Ouellette lorsqu'on lui a demandé s'il avait eu le même sentiment. Quant à Andrew Leslie, qui a été élu dans une circonscription comptant une proportion relativement élevée de ménages militaires, la reconnaissance du nom qui accompagne son grade supérieur a presque certainement contribué au taux de participation sans précédent dans cette circonscription, ce qui lui a permis de détrôner son rival conservateur.

Il ne fait aucun doute que les parlementaires au passé militaire apportent une contribution remarquable au cours de leur passage en politique. Qu'il s'agisse d'un officier supérieur à la retraite, d'un sous-officier comptant plusieurs décennies d'expérience ou d'une technicienne réserviste dont le service militaire n'était qu'une étape dans son parcours professionnel, leurs contributions méritent d'être reconnues. Nous les remercions de tout cœur pour les services qu'ils ont rendus au Canada, tant à la Chambre que dans l'armée.

Christine Moore a été députée néo-démocrate d'Abitibi-Témiscamingue de 2011 à 2019.

Robert-Falcon Ouellette a été député libéral de Winnipeg-Centre de 2015 à 2019.

Andrew Leslie a été député libéral d'Orléans de 2015 à 2019.

Léo Duguay montre diverses facettes de la vie publique

Par Gina Gill Hartmann

Léo Duguay a commencé sa carrière comme enseignant et joueur de hockey semi-professionnel, mais il a toujours été intéressé par le service public.

« Je me suis présenté et j'ai été élu à la Manitoba Teachers Society, puis à la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants. La vie publique n'était donc pas un idéal dont je rêvais, mais quelque chose que j'aspirais à faire a expliqué l'ex-parlementaire. À partir de l'école secondaire, j'ai toujours cherché à me faire élire parce que je voyais des choses que je voulais changer et j'ai réalisé que la meilleure façon de faire des changements était de me faire élire à des postes assortis d'un certain pouvoir sur ces changements. »

Après avoir œuvré un certain temps comme enseignant, Léo a voulu réaliser un nouveau rêve : créer sa propre entreprise. Il était en voie d'obtenir sa maîtrise en administration des affaires (MBA) lorsque des gens ont commencé à lui parler de l'élection fédérale de 1984 et lui ont demandé de représenter la circonscription de Saint-Boniface avec le Parti progressiste-conservateur. Passionné par la vie publique, il a décidé d'inscrire son nom sur le bulletin de vote, et il a gagné.

« Je me présentais dans une circonscription où les conservateurs n'avaient jamais gagné, et j'ai réussi. Tout à coup, une carrière que je n'avais pas envisagée s'ouvrait à moi. En gros, les gens de ma communauté diraient que j'ai fait du bon travail. J'avais pleinement l'intention par la suite de revenir au Manitoba et de lancer une entreprise, projet interrompu par les élections de 1984. »

Le grand projet de Léo de créer sa propre entreprise dans sa province natale s'est présenté à nouveau en 1988, après son départ du Parlement, mais là encore ses intentions ont été interrompues. Il a reçu un appel de l'ancien premier ministre Joe Clark, alors ministre des Affaires

étrangères. Ce coup de fil marquerait le début d'un nouveau chapitre.

« Il a dit qu'il n'avait pas de chef de cabinet et se demandait si je serais intéressé. Au début, j'étais un peu réticent, mais j'ai réalisé, après réflexion, que travailler avec Joe Clark était une occasion extraordinaire. Alors, je l'ai saisie, a-t-il déclaré. Ce fut un privilège de travailler avec Joe Clark. Déjà, c'est un Canadien incroyable, et l'occasion de travailler dans les affaires étrangères, de voir le monde et son fonctionnement, les questions importantes aux yeux des Canadiens, toutes ces choses étaient le reflet de ma vision de la vie publique. »

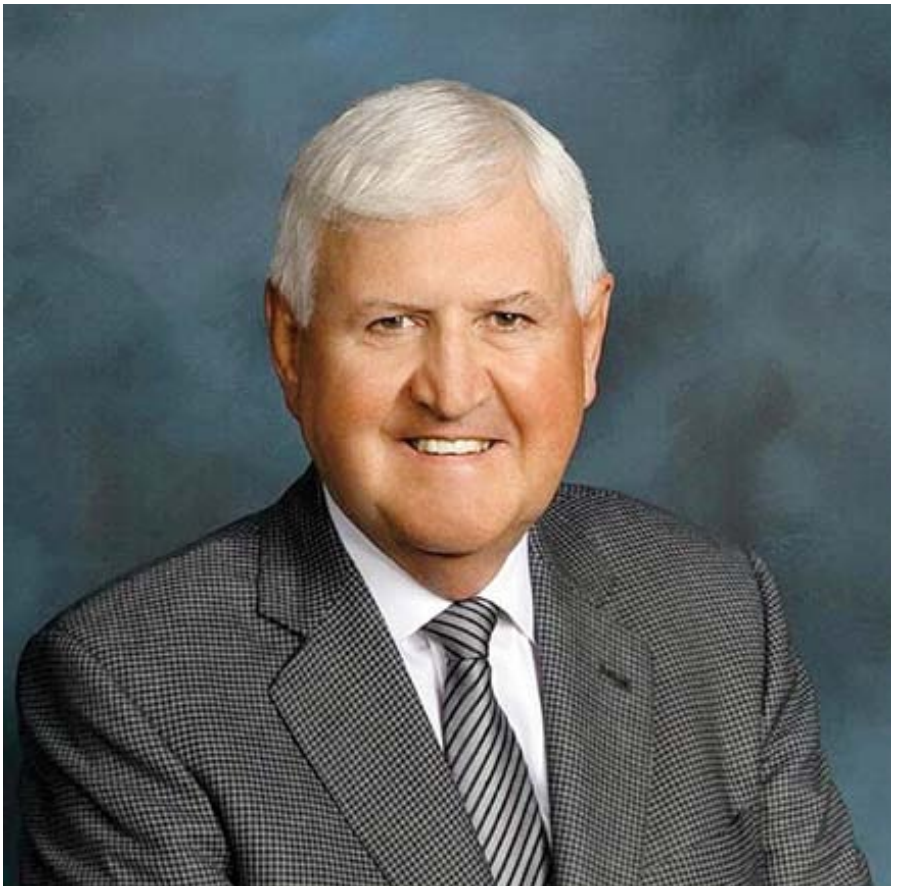
C'est ainsi que Léo s'est retrouvé sur la Colline du Parlement à travailler avec les conservateurs et à jouer un rôle différent dans la vie publique.

« La législature rédige les lois, tandis que le pouvoir exécutif met en application les lois, les politiques et les règlements, et je suis passé d'un poste où l'on réfléchit aux lois appropriées pour diriger un pays à un poste où l'on exécute des décisions qui ont une incidence sur les lois, mais plus souvent sur les règlements et les politiques du gouvernement. J'ai beaucoup aimé d'avoir la possibilité de faire quelque chose à propos de certaines des choses dont nous avions discuté. »

En tant que chef de cabinet, Léo a surtout aimé travailler dans le domaine des affaires étrangères, une occasion qui lui a permis d'avoir un aperçu du reste du monde et d'entendre parler des défis auxquels les autres pays ont été confrontés, ainsi que de leurs succès.

« Les affaires étrangères sont l'un de ces endroits où, chaque matin, vous vous levez et il y a quelque chose qui concerne votre ministère en première page. C'était fascinant de voir tous les éléments de la dynamique qui ont une incidence sur le monde : l'ONU, le G7; et j'ai eu la chance d'assister à toutes ces réunions en personne et de voir réellement ce dont tous ces dirigeants mondiaux parlaient et ce qu'ils faisaient. Plus important encore, j'ai pu voir de mes propres yeux comment ils agissaient, quels étaient les enjeux importants pour eux et comment ils travaillaient ensemble », a ajouté l'ancien chef de cabinet.

Même après son passage au bureau de Joe Clark, qu'il a quitté en 1990, Léo ne s'est pas trop éloigné de la Colline du Parlement ni de l'intérêt public. Il a tenté sa chance dans le secteur du conseil et, après avoir connu un certain succès, il a finalement réalisé son rêve de créer sa propre entreprise d'expert-conseil en matière de relations avec le gouvernement et de résolution de problèmes avec le gouvernement. Il a fini par vendre son entreprise, mais est resté expert-conseil. Le journal The Hill Times l'a reconnu comme l'un des 100 plus importants lobbyistes au Canada.



Léo Duguay.

Poursuivant sa passion pour la vie publique, Léo a également été président de l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP) pendant cinq ans. L'ancien président voit de nombreuses possibilités au sein de l'Association, surtout qu'un nombre croissant de députés quittent le Parlement à un plus jeune âge.

« Nous avons beaucoup de membres plus jeunes et dynamiques qui ont encore des choses à accomplir. Nous (ACEP) avons activement fait la promotion de la démocratie au Canada auprès des jeunes adultes et des jeunes ex-parlementaires. C'est merveilleux d'avoir une expérience de la démocratie et du Parlement à transmettre à d'autres », dit-il à propos de l'Association. Quand on est partisan, on finit par défendre un dossier. Lorsqu'on est un ex-député, on n'a plus à défendre un dossier d'actualité. Dans l'ensemble, nos membres sont beaucoup moins partisans et plus engagés dans des échanges sur des solutions, plutôt que dans la promotion d'intérêts personnels. »

Léo reconnaît que, pour certains députés qui quittent la Chambre, la transition peut être difficile et même traumatisante. L'ACEP peut être l'occasion pour eux de faciliter cette transition, tout en continuant de participer à la démocratie.

L'ACEP n'est pas le seul endroit où Léo est actif : il a été président de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, de l'Institut des relations gouvernementales du Canada et de son club de golf. Il a siégé au conseil d'administration de l'Institut de cardiologie et il est président du conseil d'administration d'Arbres Canada.

« Chaque fois que quelque chose est d'intérêt public, je veux en faire partie parce que je pense que le monde s'améliore, que mon pays s'améliore et que les relations et les amis s'améliorent lorsque tout le monde essaie de contribuer. J'ai vécu une vie privilégiée avec la possibilité de faire des choses qui me tenaient à cœur et je souhaite cela à tout le monde. »

Léo Duguay a représenté le Parti progressiste-conservateur dans la circonscription de Saint-Boniface de 1984 à 1988. Il a été whip du PCC de 1985 à 1986.

Tel père, tel fils : Quand la politique devient une affaire de famille

Par Daniel Birru

Comme dans bien des domaines, comme le sport et les arts, il arrive que des politiciens suivent les pas de leurs proches. Inspirés par leurs parents, ils choisissent de faire carrière en politique. Il n'est pas rare qu'ils partagent les mêmes idéaux que leurs parents ou leurs proches qui ont pris part à la vie publique.

En politique, on peut facilement nommer des personnalités comme l'ancien premier ministre Pierre Trudeau et son fils, l'actuel premier ministre Justin Trudeau, ou encore l'ancien premier ministre Brian Mulroney et sa fille, Caroline Mulroney, députée provinciale en Ontario. On peut également mentionner Doug Ford père, qui était député provincial en Ontario, et ses fils, Rob (ancien maire de Toronto) et Doug Ford fils, actuel premier ministre de cette province. Jack Layton, ancien chef du NPD, et son père, Bob Layton, qui était député progressiste-conservateur, en sont un autre exemple, même s'ils n'avaient pas la même orientation politique.

L'honorable Geoff Regan est un parfait exemple de cette tendance. Actuellement député libéral de Halifax-Ouest et avocat de profession, Geoff Regan suit les traces de son père, Gerald Regan, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse de 1970 à 1978. Geoff Regan a essentiellement fait de la politique fédérale tout au long de sa carrière, qui s'étend maintenant sur 27 ans. Il a siégé au Parlement canadien pour Halifax-Ouest entre 1993 et 1997 et de nouveau depuis 2000.

Il a beaucoup appris de l'époque où son père était premier ministre, et il a pris exemple sur lui au fil des ans. Malheureusement, Gerald Regan est décédé en novembre dernier, à l'âge de 91 ans.

À l'instar de Geoff Regan, la plupart des politiciens adoptent les mêmes valeurs que leurs parents ou leurs proches pendant leur carrière politique. Ils sont souvent membres du même parti et adoptent des politiques fondées sur les mêmes valeurs que leurs prédécesseurs.

« J'ai toujours considéré mon père comme quelqu'un de très impliqué et dévoué à sa communauté. Il s'est acquitté de son rôle de premier ministre de la Nouvelle-Écosse avec fierté et leadership. Il était très présent dans la communauté et comprenait le rôle et les devoirs qui étaient les siens en tant que premier ministre. J'ai d'ailleurs visé le même objectif pour les habitants de Halifax-Ouest : je veille à leur accorder l'attention qu'ils méritent et je les représente auprès du reste du Canada, avec fierté et leadership. »

Alors que Gerald Regan a représenté la Nouvelle-Écosse aux échelons provincial et fédéral, Geoff Regan fait une distinction nette entre la politique provinciale et la politique fédérale, même si, au final, l'objectif de servir la communauté reste le même.

« À l'échelon fédéral, j'ai pu représenter les intérêts des habitants de Halifax-Ouest dans tout le Canada. C'était très important pour moi, car j'ai eu l'occasion de parler à différentes personnes des défis auxquels les Néo-Écossais sont confrontés. Parler de tout cela était primordial aussi. Il me semble que cet aspect est moins présent sur la scène politique provinciale, mais que l'on peut entretenir une relation différente, un peu plus étroite, avec les personnes que l'on représente. Ce sont deux perspectives différentes, mais l'objectif final est le même, selon moi. »

Geoff Regan a également été Président de la Chambre des communes de 2015 à 2019, ainsi que ministre des Pêches et des Océans sous la direction du premier ministre Paul Martin, de 2003 à 2006.

Au Québec, Alexis Brunelle-Duceppe a remporté un siège aux élections fédérales canadiennes de 2019 dans la circonscription de Lac-Saint-Jean, en tant que membre du Bloc québécois. Son père est l'ancien chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui a dirigé le parti durant sept élections fédérales différentes sur une période de 15 ans. Ancien député de Laurier–Sainte-Marie, à Montréal, Gilles Duceppe s'est beaucoup investi en politique, notamment pour sa province natale, et il s'est battu pendant de nombreuses années pour développer les liens entre le Canada et le Québec sur la scène fédérale. À ce jour, il est celui qui a effectué le plus long mandat à la tête du Bloc québécois, l'ayant dirigé pendant plus de la moitié de ses 29 ans d'existence.

Alexis Brunelle-Duceppe a suivi les traces de son père. Il se souvient de la place que la politique a toujours occupée dans sa famille quand il était enfant. « Aux dîners de famille, on ne parlait pas de hockey, mais de politique. J'ai commencé à parler de politique avec mes amis et ma famille à un très jeune âge... donc j'ai toujours eu cela en moi, aussi loin que je me souvienne. Et c'était aussi dans la manière dont je considérais [mon père], quand il travaillait : j'ai toujours compris qu'il aimait ce qu'il faisait et qu'il y mettait tout son cœur », relate-t-il.

« Lorsque j'ai fait mes premiers pas en politique, je tenais absolument à me faire un nom par moi-même. Je ne voulais pas être le fils de Gilles Duceppe, je voulais être Alexis Brunelle-Duceppe, député de Lac-Saint-Jean! J'avais besoin de faire mes preuves, de gravir les échelons et de tracer mon propre chemin, afin que les habitants de ma circonscription sachent qui j'étais, et qu'ils n'associent pas seulement mon nom à mon père », raconte-t-il.

Alexis Brunelle-Duceppe est bien conscient de ce que son élection à la Chambre des communes signifie. Même s'il est député depuis plus d'un an maintenant, il a l'impression d'être là depuis à peine deux semaines. « Les gens venaient souvent parler à mon père de ce qu'il faisait à l'échelle fédérale, de son travail dans le domaine de l'immigration ou de l'assurance-emploi, par exemple. Et quand on voit combien les gens lui étaient reconnaissants pour cela, quand on voit le soutien qu'il avait dans sa circonscription (Laurier–Sainte-Marie) pour son travail en tant que chef de parti, on comprend qu'on peut rendre les gens heureux et avoir une influence positive dans leur vie. Et ça, c'est quelque chose dont on peut être fier. C'est aussi cela que je souhaite pour ma propre carrière. »

L'attrait du Restaurant parlementaire

Par Wade Morris

Un ex-député explique la valeur sentimentale du Restaurant parlementaire pour lui. Et aussi, plafond voûté de la salle à manger et ondes sonores : une longue histoire scientifique.

Le centre-ville d'Ottawa a beau abriter des pubs d'une grande richesse culturelle et offrir de belles vues sur le bord de l'eau, aucun lieu de restauration ne marque les esprits comme le Restaurant parlementaire.

Pour les parlementaires, ce lieu a plusieurs significations. C'est bien sûr un endroit où l'on peut s'asseoir et déguster un repas en profitant d'une vue imprenable sur la capitale du pays, mais c'est aussi un lieu où l'on peut se libérer du stress du quotidien parlementaire et tisser des liens qui dépassent les lignes de parti, même les plus mauvais jours.

Il y a évidemment un intérêt à avoir un restaurant sur la Colline, explique l'ex-député Don Boudria.

« Les points de restauration sur le lieu de travail ont toujours un objectif plus large, raconte-t-il. C'est là que les gens discutent. Ils ont une valeur sociale inhérente. »

Il n'est pas difficile non plus de comprendre l'intérêt de garder des votants potentiels sur la Colline. « Si vous êtes whip, vous adorez le restaurant. C'est le seul endroit où vous pouvez trouver des députés en tout temps pour ajouter des votes », explique-t-il.

Le Restaurant parlementaire est le cadre de bon nombre des plus beaux souvenirs de Don au Parlement. Mais avant d'y accumuler ces souvenirs, il y gagnait sa vie en faisant la vaisselle et en débarrassant les tables.

Tout le monde connaît l'histoire de Don : ce musicien qui travaillait au Restaurant parlementaire comme aide-serveur savait qu'il voulait devenir politicien. Parmi tous ses collègues, il était le seul à manifester une si grande vocation politique; il s'extasiait à l'idée de travailler à la Chambre des communes – probablement au grand dam du personnel de cuisine.

« Je leur disais : Vous voyez ces députés? Un jour, je serai l'un d'entre eux. Ils trouvaient cela tout simplement hilarant », se souvient-il en riant. « Dans mon dos, j'imagine qu'ils disaient : Tu as entendu ce que le nouveau a dit? Il pense qu'il va être député et ministre, c'est pas drôle ça? ».

Mais c'est bien Don qui a eu le dernier mot, obtenant trois mandats municipaux, un mandat provincial, six mandats fédéraux et cinq postes au Cabinet. Il s'agit, comme beaucoup d'entre nous le savent, de la trajectoire décrite dans ses mémoires en 2005, Busboy : De la cuisine au Conseil des ministres.

Explication du phénomène du plafond

Les parlementaires se souviennent peut-être d'un étrange phénomène au Restaurant parlementaire : les clients pouvaient entendre les conversations à l'autre bout de la pièce. Ce phénomène est à l'origine de scénarios embarrassants dans lesquels des secrets ou des renseignements privés sont parvenus aux mauvaises oreilles. À la manière typiquement canadienne, les parlementaires avaient souvent la gentillesse d'informer le locuteur de ce qu'ils avaient entendu, comme s'il s'agissait d'une règle implicite. Cependant, on peut se demander comment l'acoustique d'un plafond voûté pouvait représenter une telle menace.

Il s'avère que la résonance des plafonds voûtés suscite l'intérêt des scientifiques depuis des siècles. Un écrivain du XVIIe siècle, Athanasius Kircher, s'est beaucoup intéressé au phénomène et a créé des diagrammes qui sont encore utilisés aujourd'hui pour expliquer comment les ondes sonores se réverbèrent sur les plafonds.

L'ingénieur du son Trevor Cox en parle dans son livre paru en 2014, The Sound Book: The Science of the Sonic. Il y compare la circulation du son à une table de billard, les mots se réverbérant sur le plafond comme le ferait une boule de billard.

Les réverbérations créées par les plafonds voûtés ont également été au cœur des préoccupations de nombreux architectes au cours de l'histoire. Au XIXe siècle, le Capitole des États-Unis à Washington a été rénové pour supprimer un plafond voûté similaire. Si les touristes aimaient visiter le dôme pour découvrir le phénomène par eux-mêmes, le bâtiment était, comme l'écrit Trevor Cox : « [...] un piètre endroit pour les débats de la Chambre des représentants ».

Les parlementaires ont pu constater que même leurs conversations à voix basse parvenaient aux oreilles des convives à l'autre bout de la salle. Certains théoriciens supposent que les chuchotements se propagent particulièrement bien. Lord Rayleigh, lauréat du prix Nobel de physique et auteur de The Theory of Sound (la théorie du son) au XIXe siècle, a donné une explication possible par l'analyse : les chuchotements ont des tonalités de haute fréquence, ce qui leur permet de « longer les murs ».

Mise à l'honneur du restaurant avant son déménagement temporaire

Don a passé des décennies au Parlement, mais deux lieux en particulier sont vraiment mémorables à ses yeux : la Chambre et le Restaurant. Si la visite de la Chambre est, comme le dit Don, « le plus grand honneur qu'un Canadien puisse avoir », le Restaurant est le théâtre de précieux souvenirs.

À l'hiver 2019, la Colline se préparait pour des travaux de rénovation, et le restaurant a été déménagé dans une partie souterraine de l'édifice de l'Ouest. La vue sur la rivière des Outaouais a disparu et la salle est plus petite, mais le lieu remplit toujours son rôle.

Don souhaitait rendre hommage au Restaurant parlementaire une dernière fois avant les rénovations. Le 13 décembre 2018, il a organisé un dîner réunissant des parlementaires et des ministres actuels et anciens, ainsi que des amis. Il a très justement intitulé cet évènement « La Cène ». Dans le discours qu'il a prononcé ce soir-là, il a plaisanté sur les origines de ce titre espiègle :

« [Les rénovations] prendront 10 ans – peut-être 12 ou 13. J'aurai 82 ans le jour de la réouverture! J'ai donc intitulé ce dîner La Cène au cas où je serais occupé ce jour-là. »

En ce qui concerne les travaux de rénovation de la Colline, Don n'a qu'un seul souhait.

« J'espère qu'ils remettront tout exactement comme c'était, le restaurant et tout le bâtiment. Gardez le décor, l'ambiance et l'histoire, pour qu'en y mettant les pieds on puisse se souvenir de ce qui s'y est passé. »

Don espère que l'on s'inspirera des méthodes de rénovation des bâtiments européens. « Lorsqu'ils rénovent un bâtiment, ils n'y vont pas au bulldozer. Ils le restaurent. »

En vérité, nous ne savons pas quand les travaux de rénovation s'achèveront, et nous ne savons pas à quoi ressemblera le restaurant. D'ici là, une nouvelle génération d'ex-parlementaires sera née, et elle saisira la valeur des lieux comme celui-ci.

Don Boudria a fait six mandats en tant que député libéral de Glengarry–Prescott–Russell, de 1984 à 2006.

Tirer des leçons du SRAS : remettre la santé publique à l'avant-scène

Par Matthieu Reekie

Un panneau, affiché sur la porte des bureaux de l'Agence de la santé publique du Canada à Ottawa, nous rappelle les mesures les plus importantes pour atténuer la propagation des maladies infectieuses. « La chose la plus importante que vous puissiez faire, insiste Mme McLellan, c'est de vous laver les mains. » Photo par Matt Reekie.

Vers la fin de l'année ont commencé à circuler des rumeurs concernant une maladie mystérieuse se propageant dans une ville chinoise assez importante, mais peu connue. Un virus, qu'on soupçonne provenir d'un animal, aurait fait le saut zoonotique vers l'humain dans un marché d'animaux vivants. Très vite, le virus a franchi les frontières internationales et des cas sont apparus dans des villes d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord.

Ça vous dit quelque chose? Ce scénario peut vous rappeler l'émergence du virus de la COVID 19, identifié pour la première fois dans les derniers jours de 2019, mais il décrit tout aussi bien l'épidémie de SRAS qui a eu lieu en 2002-2003. Bien que l'ampleur de l'épidémie actuelle de COVID-19 dépasse de loin celle du SRAS, on ne peut s'empêcher de les comparer et d'y voir des ressemblances.

La patiente de référence de l'épidémie de SRAS au Canada est arrivée au pays le 23 février 2003. Une femme qui arrivait de Hong Kong a contracté le virus sans le savoir, et est ensuite décédée chez elle le 5 mars. Le virus a ensuite été transmis au personnel et aux patients du service des urgences de la division Grace de l'hôpital de Scarborough par le fils de la patiente de référence.

Cette épidémie aura eu le mérite d'exposer la vulnérabilité d'un monde hautement mondialisé aux nouvelles maladies infectieuses. Le SRAS a fait réagir les gouvernements et a conduit à une prise de conscience accrue du rôle de la santé publique dans la prévention des épidémies de maladies infectieuses et de l'importance d'être mieux équipés pour gérer des crises de santé publique plus aiguës comme la pandémie de COVID-19.

Le degré de préparation du Canada au moment de l'épidémie de SRAS était faible. « Les gouvernements à tous les niveaux avaient laissé leurs systèmes de santé publique se dégrader », avait expliqué Anne McLellan, ministre de la Santé pendant l'épidémie de SRAS. « Tout le

monde se concentrait sur l'obtention de plus d'appareils pour faire des IRM et des tomodensitométries dans leurs hôpitaux. La santé publique préventive n'était pas considérée comme un élément essentiel du système de santé. »

« Il n'existait pas de Plan d'intervention du Canada en cas de pandémie, » se souvient Tony Clement, ministre de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario pendant l'épidémie de SRAS. « Toute l'infrastructure pandémique que vous voyez actuellement, y compris les réponses de l'OMS, tout cela a été créé après le SRAS. »

M. Clement a fait profiter le gouvernement fédéral de l'expérience qu'il avait acquise pendant l'épidémie de SRAS et a fini par devenir ministre de la Santé sous le premier ministre Stephen Harper. Le fait d'avoir été confronté de près à l'épidémie de SRAS à Toronto a façonné son mandat, et il a promis de mettre à jour l'état de préparation du Canada à long terme. « J'ai passé beaucoup de temps en 2006-2007 à travailler avec le Dr Butler-Jones (l'administrateur en chef de la santé publique). J'ai insisté pour que nous disposions d'un plan d'intervention plus moderne et de premier ordre en cas de pandémie », a-t-il poursuivi.

Le Comité consultatif national sur le SRAS et la santé publique a formulé plusieurs recommandations dans le rapport intitulé Leçons de la crise du SRAS, dont certaines ont été mises en œuvre par les ministres McLellan et Clement et d'autres personnes qui sont passées au portefeuille de la santé au cours des années suivantes. Parmi les mesures prises, citons la création de l'Agence de la santé publique du Canada et la réorientation du Système de réserve nationale d'urgence vers la préparation aux épidémies à grande ampleur.

Le rapport soulignait également l'importance de l'efficacité des communications en temps de crise. Un certain degré d'incertitude régnait dans les premiers préparatifs en vue d'une éventuelle épidémie de SRAS dans les établissements de santé. Les premiers signes de l'apparition d'une nouvelle maladie infectieuse en Chine avaient été détectés au niveau fédéral, mais l'information n'a pas été transmise tout de suite aux agences fédérales et provinciales. Aux premiers stades de l'épidémie, les responsables des différents ordres de gouvernement ne semblaient pas tous avoir la même information.

En comparaison, les messages du gouvernement fédéral et des provinces dans les premiers jours de la pandémie de COVID-19 semblaient coordonnés. Les points de presse rassurants présentés à la télévision par des responsables gouvernementaux étaient fréquents, stratégie instaurée pendant la crise du SRAS. Malgré les inquiétudes initiales quant à la disponibilité du matériel et de l'équipement appropriés, les hôpitaux, les établissements de soins de longue durée et les autres établissements de santé ont rapidement reçu des directives sur l'utilisation efficace des EPI et sur d'autres mesures en cas d'éclosion.

L'épidémie de SRAS a suscité un vif intérêt pour les couvre-visages. Avec la COVID-19, les couvre-visages sont devenus la norme dans la lutte contre sa propagation. Photo par Banej.

D'autres leçons n'ont pas été appliquées aussi facilement. On a laissé diminuer les stocks de matériel médical d'urgence, et une enquête du Globe and Mail révélera plus tard que le Réseau mondial d'information en santé publique (RMISP) de classe mondiale du Canada a été considérablement réduit quelques mois seulement avant qu'il ait pu détecter les premiers foyers de COVID-19 à Hubei. Selon Mme McLellan, le RMISP a démontré son utilité pendant l'épidémie de SRAS, en fournissant des informations précieuses à un moment où le gouvernement chinois ne donnait pas beaucoup de détails.

Bien que l'on ait craint une contagion plus importante à partir de l'épidémie initiale à Toronto, le SRAS a été contenu et a fini par s'éteindre, faisant moins de 800 morts dans le monde. « Nous n'avons jamais trouvé de vaccin pour le SRAS, nous rappelle Mme McLellan. On ne sait pas quand ce sera la fin. »

Très peu de conclusions ne peuvent être résumées par une citation churchillienne. Puisant dans ce puits de sagesse combative : « Il ne faut jamais gaspiller une bonne crise. »

S'il y a une chose que nous avons apprise de la pire épidémie de maladie infectieuse depuis un siècle, c'est que les maladies infectieuses mondiales sont là pour de bon. L'important, c'est de tirer des leçons de chaque crise pour faire face à la prochaine.

Anne McLellan a été députée libérale pour Edmonton-Nord-Ouest, Edmonton-Ouest et Edmonton-Centre entre octobre 1993 et février 2006. Au cours de son mandat, elle a été ministre de la Santé, ministre de la Justice, et a été nommée vice-première ministre par Jean Chrétien. Elle est actuellement conseillère pour le gouvernement Trudeau.

Tony Clement a été député conservateur de Brampton-Ouest–Mississauga entre juin 1995 et septembre 2003 et député de Parry Sound–Muskoka entre janvier 2006 et septembre 2019. Au cours de son mandat, il a été ministre de la Santé, ministre de l'Industrie et président du Conseil du Trésor.

Contribution significative

Vim Kochhar et la CFPDP organisent leur 37e Great Valentine Gala annuel

Par Matthieu Reekie

Les sénateurs Don Plett, Tobias Enverga, Chantal Petitclerc, Yonah Martin, Jim Munson, Wilfred Moore et l'ancien sénateur Vim Kochhar lors d'un des Rolling Rampage annuels sur la Colline. Photo gracieuseté de la Canadian Foundation for Physically Disabled Persons.

La Canadian Foundation for Physically Disabled Persons (CFPDP) a récemment tenu son Great Valentine Gala, événement qu'elle organise chaque année, sans exception, depuis 37 ans. Même s'il a fallu s'adopter aux circonstances actuelles, l'événement n'en a pas moins été un succès retentissant, la participation en ligne ayant fait tripler l'assistance. Nous avons parlé à l'honorable Vim Kochhar, fondateur et président du conseil d'administration de la CFPDP, de cet événement récent, de la grande cause qu'il soutient, des adaptations que les organismes de bienfaisance ont dû faire dans ce contexte sans précédent, et de sa carrière en politique.

• • •

M. Kochhar, vous êtes depuis longtemps un porte-parole pour les personnes ayant une incapacité physique au Canada. D'où est venu votre intérêt pour cette cause?

Lorsqu'on parle de diversité et l'inclusion, on pense toujours à l'égalité des sexes, au mouvement « Black Lives Matter », et à l'égalité des Autochtones. Mais personne ne parle de l'égalité des personnes ayant une incapacité. Nous nous intéressons donc à la diversité et à l'inclusion et nous nous concentrons sur les plus de 20 % de Canadiens vivant avec un handicap.

Donc, à vos yeux, les personnes ayant une incapacité physique étaient négligées sur le plan de l'inclusion?

Elles sont toujours négligées. La plupart des entreprises ne se concentrent pas sur le handicap, mais sur l'égalité entre les races, les sexes ou les Autochtones. Mais personne ne parle vraiment de handicap.

Votre engagement envers la cause semble se concentrer sur la sensibilisation du monde des affaires. La CFPDP mène actuellement une initiative intitulée « A Seat at the Table », qui vise à promouvoir la participation des personnes ayant une incapacité physique aux conseils d'administration d'entreprises, par exemple. Comment cette initiative est-elle accueillie?

Lorsque nous avons intronisé [l'ancien premier ministre] Brian Mulroney au Temple canadien de la renommée des personnes handicapées en 2018, il a déclaré : « Si vous voulez vraiment faire bouger les choses, il faut commencer au sommet ». C'est l'origine de l'initiative « A Seat at the Table », qui vise à faire entrer des personnes handicapées dans les conseils d'administration d'entreprises

afin d'amorcer un changement au sommet du monde des affaires.

C'était notre dernier projet. Ce que nous essayons de faire maintenant, c'est d'établir des fonds de bourses d'études dans les universités canadiennes pour que les personnes handicapées puissent faire des études supérieures, pour acquérir l'éducation et l'expérience qui les qualifieraient pour participer aux conseils d'administration d'entreprises. Que vous soyez handicapé, noir ou autochtone, une femme ou une autre minorité de genre, vous devez posséder les qualifications et l'éducation nécessaires pour siéger à un conseil d'administration.

L'année dernière, avec les confinements obligatoires et le coronavirus, avez-vous constaté des répercussions sur la capacité à organiser des collectes de fonds et des activités de sensibilisation?

Tout est différent mais, heureusement pour nous, nous nous en sortons mieux qu'avant! Nos dépenses ont diminué, mais nous avons reçu plus de dons que les années précédentes, car la participation en ligne a permis à un plus grand nombre de personnes de regarder le Valentine Gala. Nous nous portons donc beaucoup mieux qu'avant.

Comment les organisations sans but lucratif doivent-elles s'adapter à ce nouveau contexte opérationnel?

Chacun doit relever le défi et trouver de nouvelles idées. Si vous voulez tout faire comme avant, vous ne réussirez pas. Il faut s'adapter aux circonstances. En passant à un gala virtuel, les dépenses diminuent, et

Vim Kochhar (à droite) est depuis longtemps un défenseur des personnes ayant une incapacité physique. Son engagement de longue date a été reconnu en 2014, lorsqu'il a été intronisé au Temple canadien de la renommée des personnes handicapées par l'honorable David Crombie (à gauche).

les efforts sont maintenus au même niveau qu'auparavant, on reçoit beaucoup plus de soutien qu'au cours des années précédentes.

Le problème, c'est que les gens se laissent emporter par les circonstances et abandonnent. Ils supposent que les gens ne feront plus de dons. En réalité, les gens sont plus généreux dans ce genre de circonstances que dans des circonstances normales. Les personnes qui profitent de nouvelles occasions s'en sortent beaucoup mieux que celles qui n'en profitent pas.

Comment avez-vous fait vos premiers pas en politique canadienne?

En 1985, j'ai brigué l'investiture [en tant que candidat conservateur] à Toronto, et je n'ai pas gagné parce que j'étais opposé à Barbara McDougall, candidate très en vue alors que j'étais un nouveau venu. Je me suis dit quand tu perds par une seule voix, tu perds l'élection au complet, alors que dans le cas des œuvres de bienfaisance, si tu récoltes un dollar, t'es déjà gagnant, donc je voulais aller du côté des gagnants.

J'ai alors abandonné la politique, mais j'ai été nommé au Sénat du Canada par Stephen Harper. C'est ainsi que j'ai été associé au Parti conservateur, mais je ne suis pas un politicien typique. Il faut pouvoir poser des gestes qui comptent quand on choisit de faire quelque chose bénévolement.

Il semble que votre intérêt pour la politique vient de quelque part de semblable à votre intérêt pour la cause des personnes handicapées. Est-ce que la participation à la politique vous intéresse depuis toujours?

Ce qui m'intéresse depuis toujours, c'est de faire quelque chose où l'on peut modifier le cours des événements. Que ce soit dans le domaine caritatif ou politique, je ne crois pas qu'il faille faire les choses simplement pour le plaisir de les faire. Il faut changer les choses, alors peu importe si c'est en politique, en aidant les personnes handicapées ou qui ont d'autres besoins, en conseillant les gens pour les aider à avancer. Peu importe la « catégorie » à laquelle les personnes appartiennent; on peut être en mesure d'améliorer leur vie.

Vim Kochhar a été sénateur de l'Ontario pour le Parti conservateur de janvier 2010 à septembre 2011.

Célébrer la parité hommes-femmes au Sénat

Par Matthieu Reekie

Le 8 décembre 2020, l'honorable Frances Lankin a pris la parole au Sénat parce qu'elle venait de réaliser quelque chose d'étonnant : il y avait 94 sénateurs en exercice, dont exactement la moitié étaient des hommes et l'autre moitié des femmes. En effet, selon la sénatrice Lankin et sa collègue, l'honorable Marilou McPhedran, le Sénat du Canada est la première institution parlementaire au Canada à atteindre la parité des sexes, et peut-être le premier sénat au monde à le faire.

La lutte pour l'égalité des femmes est loin d'être terminée, mais cette parité constitue un autre grand pas en avant pour le statut des femmes au Canada à un moment où de grands progrès sont réalisés. Bien qu'elles représentent moins d'un tiers de l'ensemble des députés, les femmes sont plus nombreuses que jamais à siéger à la Chambre des communes, et nous avons également assisté à la nomination d'une femme au poste de ministre des Finances. « Il est vrai que les membres du Sénat sont nommés et non élus, mais je tenais à souligner ce jalon important », a conclu Mme Lankin, ajoutant qu'elle continuera à se battre pour une meilleure représentation des femmes dans tous les ordres de gouvernement.

L'hon. John Reid.

Rectitude politique

Par l'honorable John Reid

On dit que les quatre cavaliers de l'Apocalypse sont la guerre, la famine, la peste et la mort. Ce sont les désastres communs de l'humanité. Ils sont les charnières qui forcent l'humanité à changer. Nous avons connu des guerres, et nous savons comment elles ont changé les sociétés, du fait qu'elles imposent des changements nécessaires. Une population confrontée à la famine se doit elle aussi de changer pour survivre, par la migration, de nouvelles méthodes agricoles, etc. En observant le monde actuel, on constate les innombrables sources de stress : la COVID 19, la famine, les migrations massives de populations à cause des changements climatiques, des stress créés par les guerres actives, de la nouvelle course aux armements, du développement accru de la cyberguerre, des ralentissements économiques, etc. La convergence de ces maux affecte profondément l'humanité. La société vit un stress énorme.

« Il faut appuyer les personnes qui parlent franchement, même si elles choquent la foule », conseille John Reid.

Dans de nombreux cas, ce qu'on observe actuellement dans la société a entraîné une accélération de ce qui se passait auparavant. De tels changements exposent la société, car il y a beaucoup de misère bien cachée en temps plus « normal ». Les changements émergent de nombreuses sphères de la société. Et, pendant qu'on les observe et les absorbe, on s'interroge sur ce que demain nous réserve. Chose sûre — même si on n'aime pas l'admettre — c'est que la normalité d'avant la COVID-19 a peu de chances de revenir. La société subit de nouveaux bouleversements, dont certains sont et seront les bienvenus et d'autres seront problématiques.

Certains de ces changements sont présents depuis un certain temps déjà, mais leur intégration à la société a été accélérée par les événements récents. La rectitude politique en fait partie. On peut la définir de deux façons : soit la tentative de faire taire les opinions avec lesquelles on n'est pas d'accord, soit l'obligation de s'exprimer de manière à obscurcir le sens de nos paroles. La rectitude politique peut être imposée socialement, par les internautes (pensez aux mises à mal sur Twitter), par la loi et par dictat social. Ce ne sont pas les exemples qui manquent dans les médias. Mais les conséquences peuvent être désastreuses.

Un des problèmes de la rectitude politique est que la pensée se brouille. Si on ne peut pas utiliser certains mots pour décrire quelque chose par crainte de froisser quelqu'un, alors la capacité de la société à discuter des problèmes et des possibilités s'en trouve réduite. Les étudiants veulent être avertis lorsque des sujets controversés (à leurs yeux) seront abordés. Ironiquement, c'est dans les universités qu'on trouve la rectitude politique dans sa forme la plus ambiguë, ces mêmes organisations où devraient justement régner la liberté d'expression et la liberté de publier et de débattre de nouvelles idées. La permanence des professeurs a été instaurée pour leur permettre d'étudier et de débattre de nouvelles idées. Des conférenciers ont été annulés parce que des groupes d'étudiants et de professeurs s'opposent aux idées que ces conférenciers pourraient aborder. L'éventail des idées débattues est réduit, le progrès est freiné et les étudiants et les professeurs sont confirmés dans leurs préjugés. Avant, on observait ce phénomène surtout dans les sciences sociales, mais je constate qu'il y a maintenant des exemples dans les sphères scientifiques. Il y a peu d'endroits où se cacher maintenant!

En politique, la rectitude politique crée les mêmes problèmes, mais ajoute d'autres difficultés. Par exemple, si l'on ne peut pas décrire un problème tel qu'il est sans l'embrouiller à cause de la rectitude politique, sans s'autocensurer, alors on ne peut pas communiquer efficacement et on ne peut pas débattre de manière sensée des véritables questions qui se posent. Il est déjà assez grave que les politiciens évitent de débattre de questions douloureuses pour la société et pour eux-mêmes, mais le fait de gâcher ces débats avec la rectitude politique ne fait qu'aggraver le problème. Et je ne parle même pas du stress que vivent les politiciens dans le cours normal de leur vie, en écrivant et en parlant dans un environnement d'autocensure et sous la pression des groupes d'internautes et de leurs adversaires politiques.

L'évolution logique de la rectitude politique a été l'action de la foule, notamment sur Twitter, appelée « culture du bannisse-

ment ». L'idée est de punir un individu parce que sa vision du monde ne correspond pas à celle de la foule. C'est le cas lorsqu'un article est publié et que tous les opposants se jettent dans la mêlée pour attaquer et étiqueter la victime. La technique consiste souvent à trouver des exemples de ce qui est considéré comme des opinions ou des remarques incorrectes, et à attaquer la victime avec ces exemples. La discussion porte rarement sur ce qui a été réellement dit et le débat. Le contexte est primordial, mais il est rarement pris en compte. D'un point de vue historique, il est absurde de sortir des propos de leur contexte pour attaquer les vivants ou les morts. À l'avenir, d'autres personnes auront des réactions semblables à l'égard de nos remarques et de nos décisions. Pour exemple, lire : https://nationalpost.com/opinion/bruce-pardy-a-shakespearean-sendoff-to-sir-john-a.

Les conséquences de la rectitude politique, de la culture du bannissement et de la culture conscientisée (« woke ») ont eu une incidence considérable sur l'écriture et les médias en Amérique du Nord. On a créé une atmosphère d'autocensure. Au sein du gouvernement, les documents ne sont pas aussi clairs qu'ils pourraient l'être. À l'heure actuelle, on tourne autour du pot par peur d'offenser la rectitude politique et les foules culturelles conscientisées.

Que peut-on faire? Comme Shakespeare l'a écrit, « Oui, c'est là où le bât blesse! » Il n'est pas facile d'éliminer les habitudes sociétales, surtout lorsqu'elles sont ancrées dans nos systèmes de médias sociaux. Mais il y a des mesures que l'on peut prendre. Tout d'abord, il faut appuyer les personnes qui parlent franchement, même si elles choquent la foule. Deuxièmement, nous devrions faire pression pour que les universités favorisent la liberté d'expression et le débat des idées. Troisièmement, il faut condamner toutes les tentatives de rejeter des idées et des suggestions en attaquant leurs auteurs au lieu de discuter des propositions. Et il faut non seulement le faire à titre individuel, mais aussi insister pour que ces principes soient acceptés par les organisations auxquelles on appartient.

L'hon. John Reid a été député libéral de Kenora-Rainy River de 1965 à 1984.

Une anecdote à raconter?

Léo Duguay, ancien président de l'ACEP, recueille vos récits et anecdotes de votre passage au Parlement. Nous avons tous des expériences intéressantes, drôles et inspirantes à raconter aux autres et aux générations futures. En voici une de votre présidente qui rappellera des souvenirs à ceux et celles de l'époque de Brian Mulroney, Don Mazankowski et Robert Stanfield, et qui montre à quel point le monde a bien changé.

• • •

Contrôler les gars

Les réunions du caucus à l'époque de Brian Mulroney relevaient de l'œuvre d'art. Le premier ministre était presque toujours présent et les députés s'assoyaient toujours à la même place. L'imposant caucus du Québec était à gauche, juste devant le podium, et le reste des députés étaient dispersés dans la grande Salle du Comité des chemins de fer. À l'avant de la salle, à côté du podium, se trouvait une longue table où étaient assis le président du caucus, Bob Layton (oui, le père du défunt Jack, ancien chef du NPD), Brian Mulroney et une ou deux autres personnes, généralement qui venaient nous renseigner sur une initiative gouvernementale. Pendant cette partie consacrée aux affaires, divers membres du caucus s'avançaient pour murmurer à l'oreille du premier ministre, qui écoutait attentivement et prenait quelques notes. Ensuite, il y avait des questions et des commentaires de la part des membres, certains assez agressifs. Nos députés n'avaient pas l'habitude de mâcher leurs mots.

Puis, c'était au tour de Brian de prendre la parole, avec aisance, dans les deux langues, évoquant les commentaires qu'il venait d'entendre de l'assemblée, demandant à un ministre de faire des recherches sur quelque chose qu'il avait appris, louant certains membres, mentionnant des réalisations et remerciant des personnes, tout en racontant des anecdotes personnelles de sa semaine. Je me souviens de celle de la visite de Gorbatchev qui, en chemin vers l'aéroport, hésitait à poser une question au premier ministre. « Qu'y a-t-il, Mikhail? », lui dit Brian.

« Vous avez une si belle capitale, dit le Russe. Mais pourquoi donc autorisez-vous toutes ces prostituées à se tenir aux portes de votre Parlement? » Bien sûr, il parlait des fumeurs qui, depuis tout récemment, ne pouvaient plus fumer à l'intérieur. Nous avons tous bien ri.

Brian ne s'est jamais énervé ou mis en colère contre nous, même s'il a secoué le poing à propos de choses qu'il ne pouvait pas contrôler et, bien sûr, des singeries de l'opposition. Souvent, nous devions aborder des sujets très controversés à l'époque : l'avortement, le mariage gai, le couvre-chef de la GRC, toutes des choses qui vont de soi aujourd'hui, mais qui étaient sans précédent à l'époque.

Un matin, alors que l'un de nos députés les plus obstinés s'opposait à quelque chose et que des propos houleux étaient échangés entre les députés, j'étais assise, comme d'habitude, au premier rang et à mes côtés se trouvait le vice-premier ministre, Don Mazankowski. J'ai fait une remarque, inquiète du ton qui montait, et Don s'est moqué de moi. « Ce n'est rien, a-t-il dit. Brian a la situation bien en main. À l'époque où Bob Stanfield était chef du parti, les députés en venaient aux poings. Il y avait moins de femmes à l'époque. »

« Oh, mon Dieu!, lui dis-je, bouleversée. Que faisait-il? »

« Oh, pas grand-chose, répondit Don en riant. Toute la salle se battait, et Bob restait là, agitant les bras et disant : Du calme, les gars, du calme. »

Personne n'aurait jamais osé faire une telle chose avec Brian aux commandes. Mais je me demande ce qu'il aurait fait si les gars étaient devenus incontrôlables.

– Dorothy Dobbie

• • •

Les anecdotes ne doivent pas dépasser trois paragraphes. Inscrivez votre nom et vos années de service. Les anecdotes anonymes sont les bienvenues, mais il se peut qu'elles ne soient pas retenues. Faites parvenir vos anecdotes à leoduguay@rothwellgroup.ca ou à : Léo Duguay, ancien président de l'ACEP, 41 Dunbarton Court, Ottawa (Ontario) K1K 4L4.

Un archet pour Wally Firth

Un violoneux de 85 ans, ex-député, fait vibrer la corde sensible des secouristes

Katie DeRosa, ancienne stagiaire en rédaction de Suite à la Colline/Times Colonist

Une équipe d'ambulanciers ayant répondu à un appel de routine concernant une personne âgée qui avait fait une chute a fini en une amitié improbable avec un homme de 85 ans en pleine forme qui avait besoin d'un nouvel archet pour son violon.

Les ambulanciers paramédicaux des services de santé d'urgence de la Colombie-Britannique ont été appelés à la chambre de Wally Firth à la fin du mois de septembre après qu'il soit tombé en voulant attraper son archet.

Lorsque les ambulanciers Daron McDonald et Gavin Aimoe, ainsi que Vihn Pham, étudiant en soins paramédicaux, sont arrivés dans la chambre de M. Firth, à la résidence pour personnes âgées Glenshiel, ils ont constaté que ce dernier n'était pas gravement blessé. Mais ils ont appris l'histoire remarquable d'un homme qui a travaillé comme commerçant de fourrures, pilote commercial, animateur radio, député, défenseur des droits des Autochtones et professeur de musique.

Après les avoir régalés de quelques anecdotes, Firth leur a joué quelques morceaux au violon. « J'ai 85 ans et je n'ai toujours pas d'archet convenable », dit-il en riant.

M. Firth a raconté aux ambulanciers qu'à part le violon et l'archet, il avait peu de biens personnels dans sa chambre, car dans sa culture métisse, on lui a appris à donner aux gens dans le besoin. La passion de Firth pour la musique était palpable et les ambulanciers l'ont quitté avec le désir d'aider cet homme qui, tout au long de sa vie, avait utilisé la musique pour semer la joie autour de lui.

M. McDonald a expliqué que lui et d'autres ambulanciers se rendent régulièrement dans les maisons de soins, mais que le volume d'appels a tellement augmenté qu'ils n'ont souvent pas le temps de s'asseoir et de discuter avec les patients. C'est difficile pour les patients, dont le nombre de visiteurs est limité en raison de la pandémie de COVID-19, explique-t-il.

« Ce n'est pas que nous ne voulons pas rester et discuter, mais nous n'avons tout simplement pas le temps », s'excuse l'ambulancier de 11 ans d'expérience. « Il s'est avéré que ce type avait vécu une vie incroyable. La connexion a été instantanée avec lui. »

Wally Firth utilise l'archet que les ambulanciers lui ont donné à la résidence pour personnes âgées de Glenshiel après une chute. Photo de Darren Stone, Times Colonist.

Sans utiliser le nom de M. Firth, McDonald a publié quelques détails sur ses médias sociaux à propos de cette rencontre et de son désir d'obtenir un nouvel archet pour un homme qui vivait et respirait pour la musique.

David Symons, du magasin de musique Long et McQuade, a vu la publication et a écrit à McDonald : « Est-ce que cette demande est pour Wally Firth? »

Symons connaît M. Firth depuis 12 ans, à peu près aussi longtemps que M. Firth est à Victoria. Ce dernier était un client régulier du magasin de musique, achetant des instruments principalement pour en faire don à des personnes dans le besoin, notamment à des musiciens des Territoires du Nord-Ouest.

« Il passe vraiment inaperçu si on considère tout ce qu'il a fait pour ce pays et pour tout son entourage », explique M. Symons, qui s'est organisé pour que les ambulanciers choisissent un joli archet à offrir à M. Firth.

M. Firth fait souvent appel à M. Symons lorsqu'il souhaite faire don de guitares de haute qualité, qu'il a lui-même généralement reçues en cadeau, à des écoles du Grand Victoria. « J'ai donné beaucoup d'instruments », dit M. Firth.

Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé en mars, M. Symons a dû dire à M. Firth de garder les guitares jusqu'à ce que Long and McQuade puisse reprendre son programme de musique pour étudiants.

Il y a plusieurs années, M. Symons a demandé à M. Firth de prendre la parole lors de la journée d'orientation professionnelle de son fils à la Spectrum Community School, sachant que le CV passionnant de M. Firth intriguerait les élèves.

M. Firth a été le premier politicien autochtone du Nord canadien à obtenir un siège à la Chambre des communes. Il a été élu pour la première fois en 1972 comme député du NPD pour les Territoires du Nord-Ouest et a été réélu en 1974. Le premier ministre de l'époque était Pierre Elliott Trudeau et le chef du NPD était David Lewis.

M. Symons a raconté que, lorsqu'il était au secondaire, à Ottawa, il voyait M. Firth à la Chambre des communes à la télévision, portant un chapeau de cow-boy et se démarquant des autres politiciens majoritairement blancs en costume trois-pièces.

Né Walter Firth le 25 janvier 1935 à Fort McPherson (T.N.-O.), M. Firth a

commencé à travailler comme commerçant de fourrures pour la Compagnie de la Baie d'Hudson, suivant les traces de son père et de son grand-père. Il se souvient d'avoir commencé comme apprenti, puis d'avoir été promu directeur et affecté à Wrigley, dans les Territoires du Nord-Ouest. « C'est la meilleure année que j'ai passée dans ma vie », raconte-t-il, notant qu'il a rencontré des gens extraordinaires dans le commerce de la fourrure.

Il a également travaillé comme animateur radio pour la CBC à Yellowknife et comme pilote commercial.

« J'avais trois avions différents à une époque. J'ai traversé le Canada en avion de nombreuses fois », relate-t-il, assis à l'extérieur de sa résidence pour personnes âgées, vêtu d'une chemise bleue boutonnée, d'un blazer anthracite et tenant son violon et son nouvel archet. « J'ai eu une vie palpitante. »

M. Firth a dit que, parfois, il se rendait lui-même à Ottawa en avion lorsque la Chambre des communes était en session. Lorsqu'il était député des Territoires du Nord-Ouest, il représentait la plus grande circonscription du monde, avec une superficie d'environ 1 150 000 kilomètres carrés.

M. Firth n'a pas d'enfants, se qualifiant de « vieux célibataire », et affirme jouer du violon depuis plus de 70 ans.

« C'était une partie très importante de notre culture », explique-t-il.

Il a été inspiré par son père; tous deux jouaient souvent dans les salles de danse communautaires où les gens dansaient la valse country. « Tout son corps se mettait dans la musique, dit M. Firth de son père. Dans ce style de musique, on n'apprend pas à lire la musique, elle nous gêne plus qu'autre chose. Il faut plutôt apprendre l'air. »

Au fil des ans, M. Firth a joué du saxophone, du piano et de la guitare, mais, en raison de son âge et de ses douleurs articulaires, le violon est le seul instrument dont il joue encore.

Il a été ravi lorsque McDonald, Aimoe et trois autres ambulanciers se sont présentés quelques jours après leur première visite avec le nouvel archet. Il a joué plusieurs airs pour les ambulanciers et les autres résidents de la maison de retraite.

« Oh, j'étais tellement content, dit-il. La musique a toujours été très importante pour moi. »

Reproduit avec l'aimable autorisation du Times Colonist.

https://www.timescolonist.com/a-bow-for-wally-85-year-old-fiddler-pulls-at-the-heart-strings-of-paramedics-1.24239642

2022, L'année du jardin

Le 22 mars 2021, le Conseil de jardinage canadien a proclamé l'année 2022 Année du jardin au Canada.

Créée pour souligner le 100e anniversaire du secteur de l'horticulture ornementale au Canada, cette célébration nationale est d'autant plus importante et tombe particulièrement à point à cause de la COVID-19. La plupart des Canadiens se disent stressés par la pandémie, l'économie et le changement climatique, et par la façon dont ils nuisent à leur propre qualité de vie et à leur prospérité, ainsi qu'à celles de leurs familles et de leurs communautés. Des études ont montré que les Canadiens jardinaient surtout par plaisir et pour bouger en général, mais aussi pour atténuer les problèmes de santé mentale liés à l'isolement. Près d'une personne sur cinq a commencé à jardiner en 2020.

L'Année du jardin 2022 offrira un moyen simple, mais efficace, d'améliorer la qualité de vie pendant le rétablissement après la COVID-19. Son incidence sera visible partout au Canada dans les cours avant et arrière et sur les balcons des appartements, dans les jardins ornementaux et comestibles, dans les jardins naturels et botaniques, ainsi que dans les écoles, les communautés et les parcs.

Le Conseil de jardinage canadien demande au gouvernement de désigner officiellement 2022 comme l'Année du jardin au Canada. En commémorant l'héritage et la contribution de l'horticulture au développement du Canada, depuis les Premières Nations jusqu'à aujourd'hui, en invitant les Canadiens à « ajouter le jardin à la vie » pour découvrir le lien entre les gens et les plantes, et en soutenant les activités de jardinage durable « Vivre vert », le gouvernement canadien sera perçu comme un chef de file novateur par les Canadiens et le monde entier pour avoir été le premier pays à désigner et à soutenir une Année du jardin.

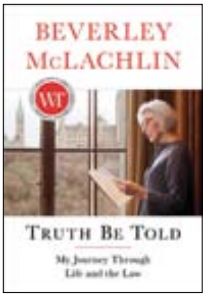
L'Année du jardin 2022 aura une incidence sur l'engagement du gouvernement à lutter contre le changement climatique, à planter deux milliards d'arbres et à atteindre les objectifs de développement durable. Les Canadiens engagés planteront plus de jardins produisant plus d'oxygène, séquestrant plus de carbone et atténuant l'effet d'îlot de chaleur dans les zones urbaines.

Le lien de causalité entre le jardinage et l'amélioration de la santé physique et mentale est élevé et bien documenté. L'Année du jardin 2022 contribuera à améliorer la santé des Canadiens et à réduire les coûts de santé, à favoriser l'éducation des jeunes en matière de jardinage dans les écoles et à mettre en lumière la stratégie du Canada en matière d'alimentation saine.

Les répercussions économiques d'un secteur horticole robuste sont renforcées par la valeur reconnue du développement communautaire, qui permet d'attirer les résidents, les entreprises et les visiteurs dans des municipalités favorables aux jardins. De plus, les jardins publics continueront d'être des moteurs touristiques importants pour les voyages nationaux et internationaux au Canada.

La passion des jardins a toujours été fermement ancrée dans la réalité canadienne. L'Année du jardin 2022 renforcera le programme d'inclusion et de réconciliation du Canada, comme l'affirme Michel Gauthier, directeur général du Conseil de jardinage canadien, « dans un jardin, il n'y a pas de différences, seulement des plantes, et des gens de tous âges et de toutes cultures qui les aiment ».

Pour en savoir plus, voir : www.anneedujardin.ca



Beverley McLachlin relate des décennies de justice canadienne dans ses mémoires

Revue par Wade Morris

Truth Be Told: My Journey Through Life And the Law par Beverley McLachlin. Publié en 2019 par Simon and Schuster. 384 pages. 39,99 $

Beverley McLachlin, première femme juge en chef du Canada, originaire de l'Alberta, a impressionné les Canadiens par sa détermination à unifier le plus haut tribunal du pays. Aujourd'hui, cette magistrate à la retraite revient sur sa vie et sa carrière dans Truth Be Told: My Journey Through Life and the Law.

Dans les années 1960, une jeune fille de Pincher Creek, en Alberta, voulait obtenir sa maîtrise et devenir professeur de philosophie. Ses projets changent lorsqu'un ami, constatant l'importance qu'elle accordait à la notion de bien et de mal, lui suggère d'envisager une carrière en droit.

Cette jeune fille allait devenir un jour la juge en chef du Canada, et battre tous les records. Cette jeune fille, c'est Beverley McLachlin.

Truth Be Told: My Journey Through Life and the Law raconte la vie et l'impressionnante carrière juridique de Beverley, dans ses propres mots.

En 2000, Beverley est devenue la 17e juge en chef du Canada, ce qui signifie qu'elle allait superviser la Cour suprême. Première femme à occuper ce poste au Canada, elle allait aussi être celle qui l'occuperait le plus longtemps. Elle a pris sa retraite en 2017. Après une carrière aussi longue dans un rôle aussi important, on peut imaginer que Beverley a beaucoup à raconter. Elle avait déjà écrit un livre en 2018 : un thriller juridique fictif intitulé Full Disclosure, mais Truth Be Told est sa toute première et unique réflexion personnelle.

Ne vous laissez toutefois pas berner par le titre : dans Truth Be Told, Beverley ne dénonce pas le système juridique canadien, elle l'encense. Cet ouvrage de 384 pages illustre sa passion pour le droit en des termes justes et bienveillants. Pour Beverley, tout semble avoir de la valeur, tant les célébrations, les défis que les deuils.

Pour la plupart des lecteurs, il est difficile de s'imaginer juge à la Cour suprême. Comment s'imaginer prendre chaque jour des décisions capitales sur des sujets controversés dans toutes les sphères de la vie et établir ainsi des précédents? Voilà un travail pour une personne surhumaine, non? Ce n'est pas vraiment le cas, comme l'explique clairement Beverley.

Truth Be Told se divise en quatre sections, chacune d'entre elles couvrant un volet important de la vie de Beverley. La première, « L'étudiante », se concentre sur la jeunesse de Beverley. Les trois autres — « L'avocate », « La juge » et « La juge en chef » — relatent son ascension professionnelle dans le système juridique canadien.

Ce qui est rafraîchissant dans les premiers chapitres de Truth Be Told, c'est la sincérité qui s'en dégage. Le ton adopté évoque le passage à l'âge adulte, à un point tel qu'on oublie qu'on lit les mots d'une avocate accomplie. McLachlin ne se dépeint pas comme une prodige douée et destinée à la grandeur; elle est, somme toute, une jeune fille normale et attachante. La jeune Beverley est têtue, mais bien intentionnée, curieuse — presque à l'excès — et n'hésite pas à faire valoir ses doléances.

Ces chapitres comportent un soupçon d'aventure, mais montrent avant tout comment elle a acquis les compétences qui seront essentielles à sa carrière juridique.

Par exemple, une charmante anecdote de jeunesse dépeint McLachlin comme une écolière allumée faisant la course avec sa meilleure amie pour finir leurs devoirs. La petite Beverley est faussement accusée de plagiat par un professeur sévère qui la frappe avec une règle devant la classe. « C'est la première fois que je vivais une injustice, » écrit-elle, concluant que la vie n'était pas toujours juste. Le livre est rempli de leçons semblables d'un couvert à l'autre, et c'est à partir de ces simples expériences de la vie que McLachlin construit sa vision de la justice.

Surmonter l'attitude à l'égard des femmes dans ce milieu allait exiger beaucoup de patience à Beverley et à ses contemporaines. Dans les années 1960, les femmes n'avaient pas voix au chapitre en droit, explique-t-elle, et il était impensable pour une femme comme elle de faire ce genre de carrière. Même elle ne pensait pas que c'était possible au début : « Je savais qu'il y avait des femmes philosophes; je n'avais jamais entendu parler d'avocates, » écrit-elle à propos de sa décision de renoncer à l'enseignement de la philosophie.

Chaque fois qu'elle vit une injustice personnelle ou professionnelle, Beverley comprend mieux à quoi devrait ressembler la justice. Elle décrit également sa façon de surmonter ces obstacles sans sensationnalisme. Beverley n'a pas de superpouvoirs : elle est simplement déterminée, empathique et curieuse.

Dans les derniers chapitres du livre, Beverley raconte sa carrière juridique en détail. Elle connaît bien le droit et illustre les cas juridiques avec une grande précision, mais ce sont les éléments humains de chaque cas qui permettent à son écriture de se démarquer.

La soif d'unité de Beverley l'a rendue peu encline à la controverse. Les lecteurs seront peut-être curieux de connaître son point de vue sur ce qui s'apparente le plus à un conflit public pour Beverley. On se souvient qu'en 2014, le premier ministre Stephen Harper l'avait accusée à tort d'avoir nui à une de ses candidatures à la Cour suprême. Beverley consacre un chapitre à ce conflit, racontant en détail le moment où elle a pris connaissance des commentaires de M. Harper et la tempête qui a suivi.

« Ce qui me semblait évident, c'est que le premier ministre était très en colère contre moi et voulait m'attaquer », écrit-elle.

Ce chapitre n'est pas tant une tentative d'avoir le dernier mot dans une querelle mesquine qu'une défense de la réputation de Beverley. Comme elle l'écrit si bien : « Il n'y a rien de plus précieux pour un juge que sa réputation. »

Les lecteurs en quête d'une description détaillée du droit canadien seront déçus. Truth Be Told, c'est avant tout l'histoire d'un être humain animé d'un grand désir d'apprendre à connaître l'autre et à tisser des liens.

Monuments rendant hommage aux ex-parlementaires

Par Gina Gill Hartmann, Matthieu Reekie et Wade Morris

Le très honorable Brian Mulroney.
Photo : Andrew Tolson/Université St. Francis Xavier.

Bureau du premier ministre à l'Université St. Francis Xavier.
Photo : Andrew Tolson/Université St. Francis Xavier.

De nombreux ex-parlementaires laissent une empreinte durable dans l'histoire du Canada longtemps après avoir quitté la Colline.

On leur rend généralement hommage en nommant un monument important en leur honneur. Il peut s'agir d'une statue, d'un parc ou d'une école. Partout au Canada, des monuments commémoratifs ont été érigés en l'honneur d'anciens députés et sénateurs.

Le Brian-Mulroney Institute of Government et le Mulroney Hall

Bien avant d'être élu premier ministre, le très honorable Brian Mulroney avait fréquenté l'Université St. Francis Xavier. Il y a quelques années, il y est retourné pour l'inauguration du Brian-Mulroney Institute of Government et du Mulroney Hall, établissement ultramoderne offrant de nouveaux programmes de politique publique et de gouvernance.

À l'inauguration en 2019, lorsque le premier ministre est retourné à son alma mater, il a exprimé son affection à l'Université et aux expériences qu'il a pu y vivre, tout en se réjouissant des grandes possibilités offertes par le nouveau pavillon.

« Nous inaugurons de splendides nouveaux bâtiments à l'Université St. Francis Xavier, endroit que j'affectionne, mais surtout, nous marquons le début de nouvelles possibilités pour les jeunes Canadiens et les jeunes du monde entier, qui pourront s'instruire, diriger et bâtir un monde meilleur pour nous tous », a déclaré M. Mulroney.

Un espace spécial a été aménagé dans le pavillon en l'honneur du passage du très honorable Brian Mulroney sur la Colline du Parlement : une réplique de son bureau, y compris ses papiers, ses discours et des lettres de dirigeants mondiaux.

Ce bâtiment universitaire sera un lieu de formation pour les futurs dirigeants politiques de tout acabit.

« Libéraux, progressistes-conservateurs, conservateurs, verts, néo-démocrates et les autres trouveront ici un foyer où l'équité, l'objectivité et l'érudition règnent en maîtres », a ajouté M. Mulroney.

Parc Don-Boudria

Lorsque l'aménagement d'un immense parc communautaire à Orléans, en Ontario, a commencé, le député provincial Stephen Blais savait qu'il faudrait le baptiser en l'honneur d'une personne exceptionnelle. Il a proposé le nom de l'ancien député et membre du célèbre « Rat Pack », l'honorable Don Boudria.

L'immense parc s'étend sur plus de 37 000 mètres carrés. Il comprend un terrain de baseball, un terrain de sport polyvalent, un belvédère et un parc pour chiens.

« Il est important de rendre hommage à ceux qui ont consacré une grande partie de leur vie au service de la communauté », explique M. Blais au sujet de ses efforts pour rendre hommage à Don. Le parc a ouvert ses portes en 2019.

Don Boudria a été député libéral de Glengarry–Prescott–Russell entre 1984 et 2006.

École élémentaire catholique Jean-Robert-Gauthier

L'École élémentaire catholique Jean-Robert-Gauthier a ouvert en 1972 dans le quartier de Barrhaven à Ottawa. Elle porte le nom de feu l'honorable Jean-Robert Gauthier, C.M., O.Ont., qui a été député d'Ottawa-Est, puis d'Ottawa-Vanier de 1972 à 1994, et qui a ensuite été membre du Sénat du Canada. Durant sa carrière politique, il a été un ardent défenseur des droits des francophones au

Canada, notamment dans le domaine de l'éducation.

« Cela me fait chaud au cœur de voir ouvrir de nouvelles écoles de langue française, particulièrement dans les secteurs d'Ottawa où la population francophone est minoritaire, comme Barrhaven », avait déclaré M. Gauthier quand il avait appris qu'une école élémentaire francophone allait porter son nom.

John- C.-Crosbie Sealers Interpretation Centre

En 1914, la communauté des chasseurs de phoques de Terre-Neuve-et-Labrador a été frappée par un drame. Le SS Newfoundland, un navire-phoquier, quitte le port de la petite ville d'Elliston, mais les 132 chasseurs sont surpris par le blizzard. Coincés sur la banquise, 78 d'entre eux ne rentreront jamais chez eux.

En mémoire de ce tragique événement historique, la ville d'Elliston a érigé en 2014 le Home from the Sea, John C. Crosbie Sealers Interpretation Centre. Le centre d'interprétation comprend un musée et une galerie d'art consacrés à l'histoire des chasseurs de phoques de la province. Au bord de la mer, à Porter's Point, se dresse un monument commémoratif représentant un père et son fils, Reuban et Albert John Crewe, qui ont été retrouvés gelés dans les bras l'un de l'autre après la tragédie du SS Newfoundland.

Le centre porte le nom de feu l'honorable John Crosbie, député bien connu qui a été ministre des Finances, des Pêches et des Océans, de la Justice, des Transports et du Commerce international. Il a également été le 12e lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador.

John Crosbie a représenté St John's-Ouest au nom des progressistes-conservateurs à la Chambre des communes de 1976 à 1993.

L'ex-parlementaire Don Boudria se joint au conseiller municipal de Cumberland Stephen Blais, aux membres de la famille Boudria et aux membres de la Petite Ligue de baseball d'Orléans sur le site du parc Don-Boudria en 2019. Photo reproduite avec l'aimable autorisation de Stephen Blais.

John-C.-Crosbie Sealers Interpretation Centre. Photo de Tyler Logan.

Palais de justice Samuel-S.-Sharpe, lieutenant-colonel, D.S.O., député

Le 12 septembre 2019, le palais de justice de la région de Durham, situé à Oshawa, en Ontario, a été rebaptisé Palais de justice Samuel S. Sharpe, lieutenant-colonel, D.S.O, député. Samuel Sharpe était un avocat de la région de Durham, élu pour la première fois à un poste fédéral en 1908. En 1916, il est parti à l'étranger pour commander un bataillon pendant la Première Guerre mondiale. Il a été réélu in absentia alors qu'il était au front en 1917. Il a été hospitalisé au début de l'année suivante et a connu une fin tragique. Il s'est suicidé en mai 1918.

En 2014, son histoire a été révélée grâce aux efforts du député Erin O'Toole et du sénateur Roméo Dallaire, qui ont organisé le premier déjeuner annuel Sam Sharpe sur la santé mentale des vétérans. En attirant l'attention sur l'histoire de Sam Sharpe, les deux vétérans espèrent faire prendre conscience de la réalité des traumatismes psychologiques subis par les soldats et les vétérans. « Ce sont des blessures honorables, souligne Roméo Dallaire. Personne ne devrait connaître une fin aussi tragique que celle du lieutenant-colonel Sharpe, mais ceux dont c'est le cas sont aussi des victimes de guerre et ne doivent jamais être oubliés. »

Parc Ron-Duhamel Park

Lorsque le quartier Saint-Boniface, à Winnipeg, a commencé à planifier l'aménagement d'un espace vert et d'un

Palais de justice Samuel-S.-Sharpe, lieutenant-colonel, D.S.O., député. Photo de Tyler Logan.

École élémentaire catholique Jean-Robert-Gauthier. Photo de Holly McSmythurs.

terrain de jeux, le conseil municipal a vu là l'occasion d'honorer un membre de sa communauté. Il a donc nommé un parc situé à Sage Creek en l'honneur de feu l'honorable Ron Duhamel. Un espace vert situé à côté d'une école porte désormais le nom de l'ancien ministre et sénateur.

Le conseil voulait que l'espace rende hommage à l'époque où Ron Duhamel était enseignant, directeur, professeur et politicien.

Le parc dispose d'une aire de jeux et d'un grand terrain pour les pique-niques et les loisirs. Ce terrain est également utilisé pour les spectacles de feux d'artifice que la collectivité organise.

Grâce au bénévolat et à l'argent amassé par l'Association des résidents de Sage Creek, le parc comprend également un terrain de basketball, un terrain de baseball, un toboggan d'hiver et une grande aire de jeux communautaire.

Ron Duhamel a été député de Saint-Boniface de 1988 à 2002. Il a reçu le prix Young Leadership of America Award et a été nommé membre de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. Il a également reçu la Médaille de distinction en administration publique du lieutenant-gouverneur et a été fait chevalier de l'Ordre de la Pléiade.

Au cours de son mandat parlementaire, Ron Duhamel a été ministre des Anciens Combattants, ainsi que secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics (Services publics et Approvisionnement Canada), secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) et secrétaire d'État (Francophonie).

L'honorable Ron Duhamel a représenté la circonscription de Saint-Boniface de 1988 à 2002 en tant que membre du Parti libéral, puis il a été nommé sénateur du Manitoba en 2002.

Grâce à un effort communautaire, la patinoire Canada 150 a quitté la Colline du Parlement pour être installée à Gananoque, en Ontario, où elle a été baptisée en l'honneur du regretté député Gord Brown. Photo reproduite avec l'aimable autorisation de Canada 150.

Patinoire Gord-Brown Memorial Canada 150 Rink

Lorsque l'ancien député conservateur Gord Brown est décédé en 2018, il a été honoré d'une manière typiquement canadienne : la ville de Gananoque, en Ontario, a voté pour qu'une patinoire de hockey extérieure porte son nom. Gord Brown était connu pour son goût du sport. En 1988, il a participé aux Championnats du monde de marathon en canoë-kayak organisés par la Fédération internationale de canoë. C'était également un grand amateur de hockey, sport qu'il pratiquait aussi. Il était donc logique que la ville, faisant partie de son ancienne circonscription, lui rende hommage par une patinoire officiellement baptisée Gord Brown Memorial Canada 150 Rink.

« C'est très excitant de voir la patinoire Canada 150 à son nouvel emplacement », a confié l'épouse de Gord, Claudine Courtois, dans une déclaration aux médias. « Gord serait fier que tant de personnes de notre communauté en profitent pour des années à venir. »

Gord Brown a été député conservateur de Leeds–Grenville–Thousand Islands et Rideau Lakes (anciennement Leeds–Grenville) entre 2004 et 2018.

Un dernier hommage à ceux qui nous ont quittés

Par Daniel Birru, Gina Gill Hartmann, Wade Morris et Matthieu Reekie

L'honorable James Abbott
18 août 1942 – 26 juillet 2020

L'honorable James Abbott, ancien député conservateur de Kootenay–Columbia, est décédé le 26 juillet 2020, à l'âge de 77 ans.

M. Abbott était originaire de la région de Toronto, mais il avait élu domicile à Wasa Lake, en Colombie-Britannique, où il a parcouru la région des Kootenays en tant que représentant commercial et des ventes. Il a été élu pour la première fois comme député de Kootenay-Est en 1993. En 1997, sa circonscription a été redessinée et renommée Kootenay–Columbia. Il a été député de la circonscription jusqu'en 2011 en tant que membre du Parti réformiste, de l'Alliance canadienne et du Parti conservateur. Pendant ses années à la Chambre des communes, il a siégé au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international et au Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan. Il a également été nommé secrétaire parlementaire des ministres de la Coopération internationale et du Patrimoine canadien.

Dans ses années à Ottawa, il accordait la priorité à sa circonscription. Il se sentait le devoir de servir tous ses concitoyens, quelle que soit leur allégeance politique. Député de longue date, M. Abbott était considéré comme un pilier de son parti. Il était particulièrement habile dans ses rapports avec la bureaucratie. « Jim savait manier le bâton, disons », se souvient David Wilks, qui lui a succédé comme député de Kootenay–Columbia. Son mentorat s'est avéré inestimable pour M. Wilks, alors qu'il s'adaptait à son nouveau rôle.

Il s'était retiré de la vie politique en 2011, mais est demeuré déterminé à servir sa communauté. Il a notamment siégé aux conseils d'administration du College of the Rockies et de la Kootenay Christian Academy, où son sens politique et son expérience en commerce l'ont aidé à faire croître l'influence de l'école. Fervent défenseur des découvertes archéologiques dans les schistes de Burgess, il a aussi présidé le conseil d'administration de la Burgess Shale Geoscience Foundation. Il a maintenu un intérêt pour les affaires internationales et a offert son expertise en relations politiques dans des économies émergentes à diverses organisations privées et non gouvernementales.

L'hon. James Abbott.

On se souviendra de James Abbott comme d'un homme de conviction et de foi qui est resté humble malgré son succès. Il était toujours prêt à mettre ses compétences au service d'une bonne cause et y trouvait une joie immense. Sa perte touchera tous ceux qui ont été témoins de sa générosité et de son dévouement à la vie publique. Il laisse dans le deuil son épouse Jeanette, leurs deux enfants et leurs sept petits-enfants.

Edna Anderson
9 novembre 1922 – 7 juillet 2019

Edna Anderson est décédée le 7 juillet 2019 à Barrie, en Ontario. Elle avait 96 ans.

Edna a représenté la circonscription de Simcoe-Centre à la Chambre des communes en tant que députée du Parti conservateur entre 1988 et 1993. On se souvient d'elle pour sa volonté de fer et son dynamisme.

On peut dire que la politique a toujours été dans les cartes pour Edna, puisqu'elle avait de la famille à la Chambre des communes. Elle était la petite-fille de l'honorable James Dew Chaplin, politicien notable qui, entre 1917 et 1935, a représenté la circonscription de Lincoln, en Ontario.

Edna Anderson.

Née à St. Catharines, en Ontario, Edna a grandi dans un environnement musical avec le désir de divertir les autres. Pianiste de concert, elle a obtenu son diplôme du Royal Conservatory of Music de Toronto, avant d'entamer une carrière de femme d'affaires.

Avant même son entrée au Parlement, Edna était une leader dévouée dans sa communauté. Elle a œuvré au sein du volet de St. Catharines du May Court Club, le plus ancien club de bénévolat pour les femmes au Canada. Edna a tellement aimé son expérience au sein du May Court Club qu'en 1970, elle a cofondé le chapitre du club à Barrie. Ce même chapitre a recueilli plus de 2 500 000 $ pour la région de Barrie, et a réuni de nombreux bénévoles et membres de la communauté.

Avant de se lancer en politique, elle a travaillé au bureau de circonscription de Ron Stewart, député de Simcoe-Sud entre 1979 et 1988. Ron a fait l'éloge de son dévouement et de sa coopération, soulignant que « c'était une femme très travailleuse ».

Lorsqu'elle a lancé sa campagne politique, Edna a immédiatement insufflé un sentiment de passion et de dévouement à sa circonscription. Selon sa fille, Liz Peacock-Anderson, Edna faisait campagne sans relâche. Edna, qui avait 66 ans à l'époque, a frappé à d'innombrables portes pour gagner la confiance de ses concitoyens.

« Elle a complètement usé une paire de chaussures pendant la campagne », a

L'hon. David Braley.

L'hon. Aileen Carroll.

plaisanté Liz à la presse.

Nous nous souviendrons d'Edna avec affection, et nous espérons que sa joie et sa passion inspireront d'autres parlementaires. Elle était l'épouse bien-aimée de feu Derek H. Anderson. Elle laisse dans le deuil ses enfants, Norman Franks, Liz Anderson-Peacock et Carrie Anderson, ainsi que ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants.

L'honorable David Braley
31 mai 1941 – 26 octobre 2020

L'honorable David Braley est décédé à sa résidence familiale à Burlington, en Ontario, le 26 octobre 2020, à l'âge de 79 ans. Dans la sphère politique, David était surtout connu pour sa présence au Sénat en tant que représentant de l'Ontario pour le Parti conservateur.

David a été nommé au Sénat en 2010 par le premier ministre Stephen Harper après le départ à la retraite du sénateur Wilbert Keon. Dans un communiqué de presse, M. Harper a justifié la nomination de David en indiquant que ce dernier « [avait] fait preuve de dévouement envers sa collectivité et son pays par son implication dans les domaines du sport et de la philanthropie. »

David a occupé ce poste pendant trois ans. En 2019, il a été nommé officier de l'Ordre du Canada.

David était peut-être mieux connu pour le leadership passionné qu'il a apporté à la Ligue canadienne de football (LCF). Au cours de sa longue présence dans la ligue, il a été propriétaire de trois équipes : les Tiger-Cats de Hamilton de 1987 à 1990, les Lions de la Colombie-Britannique de 1997 à 2020 et les Argonauts de Toronto de 2010 à 2015. Il a également été propriétaire du club de soccer 86ers de Vancouver de 1997 à 2000.

La passion de David pour ces sports s'est transposée dans son leadership. Après s'être installé à Hamilton, en Ontario, à un jeune âge, David a passé d'innombrables heures à jouer au football et à encourager les Tiger-Cats dans les gradins.

« Quand je pense à l'histoire de la LCF, il se trouve tout en haut de la liste », a déclaré Rick LeLacheur, président des Lions, à propos de David. « Il en a tellement fait pour la ligue. Il y a toujours cru. Il a toujours cherché à faire ce qui était le mieux pour la ligue. »

Selon Marco Iannuzzi, receveur des Lions, David avait une approche modeste et directe pour diriger l'équipe.

« David voulait être sur le terrain et faire le travail lui-même. Cette équipe lui tenait à cœur ».

Avant de se lancer dans la gestion d'équipes sportives, David était un homme d'affaires dont le succès est dû en grande partie à Orlick Industries. Il a racheté la petite entreprise en 1969 et l'a transformée en un important fabricant de pièces automobiles.

On se souviendra de David pour sa manière passionnée d'aborder tout ce qu'il faisait, que ce soit la politique, le sport ou la vie elle-même.

Il laisse derrière lui sa femme, trois fils, un beau-fils et une belle-fille.

L'honorable Aileen Carroll
1er juin 1944 – 19 avril 2020

(Margaret) Aileen Carroll est née à Halifax, en Nouvelle-Écosse, le 1er juin 1944. Elle a fréquenté l'Université St. Mary's dans sa ville natale et a été la première femme à obtenir un diplôme de cette université.

Elle a obtenu un baccalauréat en éducation de l'Université York en 1989 et a ensuite déménagé à Barrie.

Aileen a fait ses premiers pas en politique à l'échelle municipale, en tant que conseillère de la ville de Barrie, où elle représentait le quartier du centre-ville. Elle a ensuite décidé de se lancer dans la politique fédérale avec le Parti libéral et, en 1997, elle a remporté l'élection dans la nouvelle circonscription de Barrie–Simcoe–Bradford.

Aileen a siégé à la Chambre des communes jusqu'en 2004. Elle s'est occupée de nombreux portefeuilles différents au sein du Cabinet. Elle a été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères de 2001 à 2003. Sous la direction de Paul Martin, Aileen a été nommée ministre de la Coopération internationale. Elle a été responsable de l'Agence canadienne de développement international. Elle a continué à occuper ce portefeuille jusqu'à sa défaite face à Patrick Brown, en 2006.

« C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de l'ancienne députée de Barrie, l'honorable Aileen Carroll. Elle m'a précédé au poste de député de la circonscription de Barrie. Nous avons mené deux élections féroces l'un contre l'autre. Je l'admirais et la respectais en tant qu'adversaire. C'est une triste journée pour Barrie. Elle était une citoyenne dévouée », a écrit Patrick Brown sur Twitter, lui qui est maintenant maire de Brampton.

Passant de la Chambre des communes à l'Assemblée législative de l'Ontario, en 2007, Aileen s'est présentée comme députée provinciale dans la circonscription de Barrie. Fidèle au Parti libéral, elle a remporté le siège et a été nommée au Cabinet en tant que ministre de la Culture et ministre déléguée aux Affaires des personnes âgées.

Dans un communiqué, le premier ministre Justin Trudeau a déclaré : « J'ai été attristé d'apprendre le décès d'Aileen Carroll, ancienne membre du Conseil des ministres et députée de Barrie. Mme Carroll a eu le privilège de servir les gens

de Barrie, les Ontariens et l'ensemble de la population canadienne avec dévouement et compassion. Au nom du gouvernement du Canada, j'offre mes plus sincères condoléances à sa famille, à ses amis et à ses collègues qui pleurent son décès. »

Le maire de Barrie, John Lehman, a écrit sur Tweeter : « Barrie pleure le décès de l'honorable Aileen Carroll. J'ai travaillé étroitement avec elle pendant des années et j'ai toujours admiré son intégrité, sa prévenance et son sentiment d'appartenance aux Maritimes. Aileen était une personne fougueuse et très drôle, et une inspiration pour beaucoup. Nous avons perdu une grande citoyenne. »

Le premier ministre Doug Ford a également déclaré ce qui suit : « Mes condoléances à la famille et aux amis de l'honorable Aileen Carroll. Je me joins aux habitants de Barrie pour lui rendre hommage, car elle a été une ardente défenseure de la région et une puissante voix pour le Canada. »

Avant de se lancer en politique, Aileen était très présente dans sa communauté, où elle dirigeait une entreprise locale. En 2011, elle s'est retirée de la vie publique pour se consacrer à sa famille et à ses initiatives caritatives, notamment : Habitat pour l'humanité, le Busby Centre et la bibliothèque de Barrie.

Aileen laisse dans le deuil son mari, Kevin Carroll, son frère, le lieutenant-colonel (retraité) Paul F. O'Leary, sa sœur Mary Susan Farrell (née O'Leary), ses deux enfants et leurs conjoints, Kevin Robinson et Marie-France Chartrand, et ses six petits-enfants.

Harry Chadwick.

L'hon. Andrée Champagne.

Harry Chadwick
23 novembre 1927 – 23 mars 2020

Harry Daniels est décédé le 23 mars 2020 à l'âge de 92 ans. Harry a représenté la circonscription de Brampton—Malton de 1988 à 1993 comme député du Parti progressiste-conservateur.

On se souviendra de Harry pour son leadership et sa force.

Avant de se lancer en politique, Harry a travaillé dans l'industrie automobile, où il a acquis une expérience en tant que réceptionnaire et manutentionnaire. Par la suite, Harry est devenu conseiller municipal au sein du conseil municipal de Brampton, où il a passé dix ans avant d'obtenir un siège au Parlement.

Même après son mandat, Harry a continué d'aider les autres. En 2002, à sa nomination au conseil de l'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario, il a dit : « Dans ma vie politique, j'ai été fier de ma collectivité et de mon pays, alors que j'observais et que je participais avec mes collègues de différentes allégeances politiques, tous dévoués et assidus dans le but d'obtenir le meilleur pour leurs concitoyens. »

Harry a expliqué qu'il a vécu, travaillé et élevé sa famille à Brampton, qu'il a vu passer d'une ville relativement petite à une mini-métropole. Il s'est impliqué au sein du Chinguacousy Health Services Board (conseil des services de santé), qui a joué un rôle important dans la création de l'Hôpital Civic de Brampton, qui allait ouvrir ses portes des années plus tard.

Harry était aussi particulièrement fier de son rôle de président du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile dans sa région. « Cela m'a montré qu'il y a tellement de problèmes sociaux à gérer lorsqu'on travaille avec les gens. Lorsqu'on est dans une situation un peu plus favorable que d'autres, on estime qu'il est de son devoir d'aider d'une manière ou d'une autre. Cette expérience a été importante pour moi, car elle m'a permis de comprendre à quel point les gens sont fragiles à bien des égards et comptent sur nous. Si vous pouvez aider, vous devriez le faire. »

Harry a fini par prendre sa retraite à Wasaga Beach, mais il a continué de s'intéresser de près à la politique.

Pour souligner son dévouement, la ville de Brampton a mis ses drapeaux en berne peu après le décès de Harry.

L'honorable Andrée Champagne
17 juillet 1939 – 6 juin 2020

Le monde politique canadien pleure la perte de l'honorable Andrée Champagne, qui est décédée le 6 juin 2020 à 80 ans.

Andrée Champagne a été députée de sa ville natale de Saint-Hyacinthe–Bagot pendant neuf ans au sein du Parti conservateur. Elle a servi sous le gouvernement du premier ministre Brian Mulroney. Nommée par le premier ministre Paul Martin, elle a également été sénatrice de Grandville, au Québec, de 2005 à 2014.

Pendant son mandat de députée, Andrée Champagne a été ministre d'État à la Jeunesse de 1984 à 1986, ainsi que vice-présidente de la Chambre des communes de 1990 à 1993. Elle a également été vice-présidente adjointe du comité plénier de la Chambre de 1986 à 1990, avant de devenir vice-présidente de la Chambre.

Avant de se tourner vers la politique, Andrée était une actrice et une chanteuse bien connue dans sa province natale, le Québec. Elle a eu une longue carrière à la radio, au théâtre et à la télévision, où elle était surtout connue pour son personnage de Donalda qu'elle a incarné pendant 15 ans dans la série Les belles histoires des pays d'en haut dans les années 1960. À la fin de la série, elle a ouvert sa propre agence de distribution artistique et est demeurée interprète. C'est à ce moment-là qu'elle s'est davantage investie dans les questions culturelles, en siégeant au conseil d'administration de l'Institut québécois du cinéma et à la direction de l'Union des artistes. Andrée a également participé à la création d'une maison de retraite pour artistes, Le Chez-nous des artistes, première résidence de ce type. Située à Montréal, la résidence compte près de 80 appartements.

À la radio, Andrée a animé les cérémonies d'ouverture de l'Expo 67 et des

Bernard Cleary.

L'hon. Ralph Ferguson.

Murray Dorin.

Jeux olympiques de 1976 à Montréal.

En hommage à l'ancienne sénatrice, l'honorable Jim Munson a déclaré : « J'ai eu le plaisir de travailler avec la sénatrice Andrée Champagne au sein de comités sénatoriaux. Ce fut une expérience de collaboration enrichissante. Elle était toujours un rayon de soleil, toujours animée et curieuse. C'était un plaisir de travailler avec elle. Elle doit sûrement avoir un petit sourire et même rire un peu après m'avoir entendu parler si bien français. »

Elle laisse derrière elle son compagnon André Sébastien Savoie, et ses enfants, Liliane et Patrick. Patrick a également tenté sa chance et s'est présenté aux élections fédérales à quelques reprises, mais sans succès.

Bernard Cleary
8 mai 1937 – 27 juillet 2020

L'ancien député Bernard Cleary est décédé le 27 juillet 2020, à l'âge de 83 ans. De juin 2004 à janvier 2006, il a été député bloquiste de Louis–Saint-Laurent, dans la région de la Capitale-Nationale du Québec.

Avant d'entrer en politique, Bernard a pratiqué le journalisme. Il a fait ses débuts au journal Le Soleil, quotidien à Québec. Il deviendra plus tard directeur de l'information à Télé-Capitale et enseignera le journalisme à l'Université de Laval.

Le plus grand héritage de M. Cleary est sans aucun doute d'avoir été le premier député autochtone de la province de Québec et le premier Innu de l'histoire du Canada à être élu à un poste fédéral. M. Cleary était originaire de la réserve de Mashteuiatsh et membre de la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh. Lorsqu'il travaillait au Parlement, il a été nommé porte-parole du Bloc en matière d'affaires indiennes et du Nord canadien et a été un ardent défenseur de la négociation d'une nouvelle relation entre les peuples autochtones et tous les ordres de gouvernement. Il n'avait pas peur de donner l'heure juste et de dénoncer ce qu'il considérait comme un manquement persistant de la part du gouvernement fédéral à respecter sa parole sur les questions autochtones.

On se souviendra de Cleary comme d'un ardent défenseur des droits des peuples autochtones et pour ses efforts de sensibilisation aux questions autochtones. « En tant que pédagogue et membre de la Première nation des Pekuakamiulnuatsh, M. Cleary tenait absolument à faire comprendre les principes fondamentaux des négociations visant à jeter les bases d'une nouvelle relation entre les peuples autochtones et tous les ordres de gouvernement », a déclaré Clifford Moar, chef du conseil de bande des Pekuakamiulnuatsh. « Nous nous souviendrons de lui pour son dévouement et pour la simplicité et la passion dont il faisait preuve dans sa façon de sensibiliser les gens aux questions touchant les Premières Nations. »

Bernard Cleary est décédé paisiblement, entouré de ses proches, après une longue lutte contre la maladie d'Alzheimer. Il laisse dans le deuil son épouse Lise White, leurs deux enfants, leurs deux petits-enfants et de nombreux frères, sœurs, nièces et neveux.

Murray Dorin
21 mai 1954 – 11 avril 2020

Murray William Dorin est décédé le 11 avril 2020, à son domicile d'Edmonton, à l'âge de 65 ans.

Murray a servi deux mandats comme député conservateur. Il a remporté sa première élection en 1984, dans la circonscription d'Edmonton-Ouest. En 1988, il a remporté de nouveau la circonscription d'Edmonton-Nord-Ouest. M. Murray était un politicien enthousiaste qui, pendant ses mandats, a siégé à de multiples comités législatifs et comités permanents. Il a été président du Comité permanent des finances et du Sous-comité sur les questions fiscales du Comité permanent des finances.

Né à Viking, en Alberta, on peut dire qu'une carrière politique semblait toute tracée pour Murray; l'infirmière en service à sa naissance était mariée à Don Mazankowski, futur vice-premier ministre. Dans sa jeunesse, Murray est un étudiant brillant qui s'intéressait au commerce et au curling. Il était comptable agréé avant de travailler pour le Parti progressiste-conservateur du Canada. Sur les encouragements du premier ministre de l'Alberta, Peter Lougheed, il a entamé sa carrière politique dans les années 1980.

Après avoir quitté le Parlement, Murray est demeuré un membre dévoué de son parti. Malgré les problèmes de santé qu'il a connus au début des années 1990, il n'a jamais tourné le dos à la politique ou au parti qui lui tenait à cœur. Il est ensuite devenu le mentor de nombreux candidats albertains dans le cadre des élections fédérales de 1997, dont Scott Thorkelson et Jim Hawkes. Il a également travaillé en tant que contrôleur pour diverses entreprises albertaines. Dans ses dernières années, il aimait voyager et se réunir avec ses amis et ses anciens collègues parlementaires.

Le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, a présenté ses condoléances dans un communiqué, louant M. Murray pour avoir représenté Edmonton à la Chambre des communes et pour son travail au sein du Comité des finances « à un moment critique ». Nous nous souviendrons de M. Murray pour sa vivacité d'esprit, son indépendance et son ardeur au travail.

L'honorable Ralph Ferguson
13 septembre 1929 – 30 août 2020

L'honorable Ralph Ferguson est décédé le 30 août, à l'âge de 90 ans.

Originaire du canton de Mosa, dans le sud-ouest de l'Ontario, M. Ferguson a grandi sur la ferme familiale. Il a été agriculteur pendant la majeure partie de sa vie dans le canton de Brooke, puis sur la propriété de ses grands-parents. Il a

cofondé la Lambton Pork Producers Association (l'association des producteurs de porc de Lambton). À la fin des années 1950, il a présidé l'association des Lambton County Egg Producers (l'association des producteurs d'œufs du comté de Lambton). Il a également été très actif au sein de plusieurs associations agricoles de son Ontario natal avant de se lancer en politique. Il a été un membre fondateur du Conseil national de commercialisation des produits agricoles, à Ottawa, de 1972 à 1976. Pendant ses mandats à la Chambre des communes, il a beaucoup travaillé avec les agriculteurs de sa région pour promouvoir les carburants propres à base d'éthanol et le mélange de carburants.

Il a été le député de Lambton–Middlesex pendant deux mandats non consécutifs, soit de 1980 à 1984, puis de 1988 à 1993. Sous le premier ministre John Turner, Ferguson a été ministre de l'Agriculture jusqu'à sa défaite, aux élections fédérales de 1984, ainsi que whip adjoint du gouvernement, de 1982 à 1984. Il a également été secrétaire parlementaire des ministres de la Petite Entreprise et des Finances. L'un des moments marquants de sa carrière au sein du gouvernement fut d'accompagner le premier ministre Pierre Trudeau en Asie pour une mission commerciale, en 1983.

On se souvient de Ralph Ferguson comme de quelqu'un qui était fier de sa communauté et qui avait à cœur le bien-être de ses concitoyens.

« Il faisait absolument tout en son pouvoir pour améliorer le sort des agriculteurs », a raconté David Hewett, ancien maire de Petrolia, qui a présidé l'Association libérale de Lambton–Middlesex pendant plusieurs années. « Je pense qu'il a accompli son travail le plus remarquable lorsqu'il était dans l'opposition. »

L'Ontario Agricultural Hall of Fame a souligné qu'« en tant que ministre fédéral de l'Agriculture, l'honorable Ralph Ferguson était bien placé pour évaluer les fluctuations des prix de la production agricole et pour faire des observations très intéressantes ».

Ralph Ferguson laisse dans le deuil son épouse Dolores et leurs quatre enfants.

Michel Gauthier.

L'hon. George Henderson.

Michel Gauthier
18 février 1950 – 30 mai 2020

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Michel Gauthier, le 30 mai 2020, à l'âge de 70 ans.

Michel est né dans la ville de Québec. Il est surtout connu pour avoir été à la tête du Bloc Québécois pendant 13 mois entre 1996 et 1997, entre deux mandats du chef de longue date Gilles Duceppe, qui était alors chef de l'opposition officielle du Canada.

M. Duceppe a parlé de Michel à La Presse canadienne : « C'était un fonceur, c'est triste de le perdre si tôt. J'ai vécu de grands moments à ses côtés. Au-delà de nos divergences d'opinions, nous voulions tous les deux faire progresser le Québec. »

Il a été député de Roberval–Lac-Saint-Jean de 1994 à 2007 et leader parlementaire du Bloc Québécois de 1997 à 2007. En 2018, il a quitté le Bloc pour devenir membre du Parti conservateur du Canada.

Michel a également fait partie du Parti Québécois de 1981 à 1988. Il a représenté la circonscription de Roberval et a été secrétaire parlementaire du ministre des Finances de 1983 à 1985. Il a démissionné pour devenir le directeur général de la Commission scolaire de Roberval.

« J'adresse, en mon nom et en celui des membres et députés du Bloc Québécois, mes sincères condoléances aux nombreux amis et aux proches de Michel Gauthier. Je leur souhaite le courage dont lui a su faire montre dans sa lutte contre la maladie [cancer du poumon] », a déclaré sur Twitter, le chef actuel du Bloc Québécois, Yves-Francois Blanchet.

Le premier ministre Justin Trudeau a déclaré : « Michel Gauthier a toujours été un fier représentant du Québec et des gens de Roberval–Lac-Saint-Jean. Mes pensées accompagnent sa famille, ses amis et ses anciens collègues, qui pleurent son départ. »

Il laisse dans le deuil sa femme, Anne Allard, et ses enfants, Alexandre et Isabelle.

L'honorable George Henderson
10 novembre 1935 – 5 mai 2020

L'honorable George Henderson est décédé paisiblement à son domicile de Freeland, à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.), le 5 mai 2020, à l'âge de 85 ans.

George Henderson a commencé sa carrière politique en tant que commissaire d'école. Il s'est ensuite lancé dans la politique provinciale à l'Î.-P.-É., où il a représenté la circonscription de 2nd Prince à l'Assemblée législative de l'Î.-P.-É. de 1974 à 1980 en tant que représentant libéral. Il a siégé au Conseil exécutif de la province de 1974 à 1978 comme ministre des Pêches et ministre du Travail, et de 1978 à 1980 comme ministre de la Voirie et ministre des Travaux publics.

George Henderson a quitté la politique provinciale de Charlottetown pour faire le saut à Ottawa, en politique fédérale. Il a été député d'Egmont de 1980 à 1988. Pendant cette période, il a été secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans, puis secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale. Après les élections de 1988, il a quitté la politique fédérale.

George Henderson a fréquenté le collège Prince of Wales dans sa jeunesse et, après avoir obtenu son diplôme, il a travaillé comme électricien, puis comme technicien en mollusques et crustacés, et comme président de Malpeque Oyster Cultures Inc. Comme on peut le lire dans sa notice nécrologique, « il est devenu un pionnier de l'industrie des mollusques et crustacés lorsqu'il a établi Malpeque Oyster Cultures, usine inno-

Laverne Lewycky.

Le Très honorable Donald Mazankowski.

vatrice de production d'huîtres à Freeland ».

Après sa carrière politique, il a travaillé comme commissaire des pensions du ministère des Affaires des anciens combattants et comme conseiller du conseil d'administration de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, et a exploité une petite entreprise de chalets touristiques avec sa femme, Brenda.

Le premier ministre Dennis King, dans un communiqué, a dit : « Il était un insulaire passionné qui aimait profondément sa famille et sa communauté. On se souviendra longtemps de lui pour ses contributions à notre province. Il a transmis son intérêt pour la vie publique à ses enfants, notamment son fils Robert, actuellement député à l'Assemblée législative. »

Il laisse dans le deuil sa femme Brenda et leurs enfants, Robert et Holly. Robert Henderson est député provincial actuel de l'Î.-P.-É. pour O'Leary-Inverness, et il occupe le poste de ministre de l'Agriculture et des Pêches.

Laverne Lewcky
12 février 1946 – 3 août 2020

Nous sommes peinés par le décès de Laverne Lewcky, survenu le 3 août 2020, à l'âge de 74 ans. Il laisse dans le deuil son épouse Lois, après 37 ans de mariage.

Originaire de Dauphin, au Manitoba, Laverne a été député de sa circonscription natale de Dauphin de 1980 à 1984 pour le Nouveau Parti démocratique du Canada. Il a fait partie du Comité spécial sur la participation des minorités visibles à la société canadienne, qui est à l'origine de l'organisation Equality Now! Il a également été consultant pour le Comité permanent du multiculturalisme, qui a produit le rapport Multiculturalisme : Cimenter la mosaïque canadienne.

Il a été très présent pour ses concitoyens au cours de sa carrière politique.

Laverne est diplômé du Dauphin Collegiate et Technical Institute et a ensuite obtenu un baccalauréat et une maîtrise de l'Université du Manitoba. Il a également fait des études doctorales à l'Université McGill, à l'Université Carleton et au Providence Seminary.

Il était également un professeur réputé d'université et de collège qui a enseigné dans différentes provinces du Canada. Il a orienté son enseignement dans le domaine de la communication et a occupé divers postes de consultant en communication. Il a également été nommé Toastmaster distingué au Manitoba et a aidé de nombreuses personnes de l'ensemble du pays à bien prendre la parole en public. Il a été formateur pour le cours de leadership de Dale Carnegie et superviseur pour la Society for Manitobans with Disabilities.

En dehors de la politique et de l'éducation, Laverne était un ministre ordonné. Il a assuré la direction d'églises au Manitoba, au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick, et s'est impliqué dans les éditions du petit déjeuner-prière national, qui a lieu sur la Colline du Parlement.

Son épouse de 37 ans, Lois, ainsi que ses frères et sœurs et leur famille respective ne l'oublieront jamais : Dave (Rose), Orest (Delores) et Aaron et ses sœurs, Virginia (Larry) de Vries et Bernice (Barry) Boyechko.

Le très honorable Donald Mazankowski
27 juillet 1935 – 27 octobre 2020

Né à Viking, en Alberta, en 1935, le très honorable Donald « Don » Mazankowski a consacré 25 ans à la politique fédérale, en tant que député de Vegreville, en Alberta. Il a remporté un total de sept élections générales.

Don a été ministre des Transports sous le gouvernement Clark et a continué à assumer ce rôle lorsque les conservateurs sont revenus au pouvoir en 1984, sous le premier ministre Brian Mulroney. En 1986, il a été nommé vice-premier ministre et leader du gouvernement à la Chambre, poste qu'il a occupé jusqu'à sa retraite, en 1993. En 1991, il est devenu ministre des Finances. Il a défendu l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain.

La famille Mazankowski a déclaré ce qui suit : « Les Canadiens le connaissaient en tant que quatrième vice-premier ministre du Canada et ministre fédéral de longue date, mais ses amis et collègues le surnommaient tout simplement Maz. Cependant, il était avant tout un mari, un père, un grand-père et un arrière-grand-père aimant, héritage qu'il partageait avec sa partenaire de vie, son épouse Lorraine. »

Don a contribué à l'établissement de la Loi sur la protection du revenu agricole et du Programme de diversification de l'Ouest. Après sa retraite, en 2001, il a présidé le Conseil consultatif du premier ministre sur la santé de l'Alberta, qui était chargé d'examiner les moyens de réformer le système de soins de santé de la province. Après avoir présenté des recommandations en 2002, le gouvernement de l'Alberta les a toutes acceptées. Il a également siégé au conseil d'administration de l'Université de l'Alberta, et a assisté à la création de l'Institut de cardiologie Mazankowski à l'université.

« Don Mazankowski était un grand Albertain qui a aimé et servi sa communauté et son pays sans réserve. Il était convaincu que l'Ouest canadien avait besoin de voix fortes pour défendre ses intérêts économiques et politiques au sein de la fédération canadienne. Maz fut l'une de ces voix pendant des décennies. Pour cela et pour tout ce qu'il a accompli, les Albertains lui sont profondément reconnaissants. Selon les paroles de l'Écriture, on peut dire de Don qu'il est un serviteur bon et fidèle », a déclaré le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, dans un communiqué.

Le souvenir de Don restera gravé dans

la mémoire de sa famille aimante : son épouse Lorraine, ses fils Greg (Cheryl), Roger (Sheryi), Don Jr. (Lisa); son frère Emil; ses petits-enfants Matthew (Haylee), Dillon, Megan, Morgan, Mackenzie, Frank et Leo; et ses arrière-petits-enfants, Asher et Lily.

John Patrick Nowlan.

Marke Raines.

L'hon. Brenda Robertson.

John Patrick Nowlan
10 novembre 1931 – 25 avril 2020

John Patrick « Pat » Nowlan, un ancien député progressiste-conservateur, est décédé à l'âge de 88 ans le 25 avril 2020. M. Nowlan a représenté les circonscriptions néo-écossaises de Digby–Annapolis–Kings, Annapolis Valley et Annapolis Valley–Hants entre novembre 1965 et octobre 1993, soit un peu moins de 28 ans.

Né à Wolfville, en Nouvelle-Écosse, M. Nowlan a fréquenté l'Université Acadia avant d'étudier le droit à l'Université Dalhousie. En 1957, il a fait ses valises avec sa femme et sa petite fille pour déménager à Vancouver, où il a pratiqué le droit au cabinet Guild Yule.

La politique était en quelque sorte une affaire de famille pour Nowlan, dont le père, George Clyde Nowlan, avait été ministre des Finances sous le premier ministre Diefenbaker. Pat a suivi les traces de son père, en revenant en Nouvelle-Écosse et en se présentant dans l'ancienne circonscription de son père. Il a été élu pour huit mandats consécutifs.

Pendant ses mandats au Parlement, M. Nowlan a siégé à plusieurs comités et a présidé le Comité permanent des transports de la 33e législature. Servir le public était la véritable vocation de Nowlan, et il était très fier de faire en sorte que les voix de ses électeurs soient entendues. Il s'est plus tard brouillé avec le caucus conservateur au sujet de la mise en œuvre de la taxe sur les produits et services et a effectué le reste de son dernier mandat comme député indépendant.

Après s'être retiré de la vie politique, M. Nowlan a partagé son temps entre la Nouvelle-Écosse, la Californie — d'où vient sa femme — et son chalet sur l'île de Pasley, en Colombie-Britannique. Sa sœur, Clara Jefferson, a souligné ce qui suit : « Il était plus grand que nature dans tous les sens du terme. Par sa stature, sa brillance, mais surtout par la façon dont il se souciait de chaque électeur, quelle que soit son affiliation politique, son éducation ou son statut. » Il manquera terriblement à ses proches et à ses anciens électeurs, qu'il a servis fidèlement tout au long de sa carrière parlementaire.

Pat manquera à son épouse aimante avec qui il partageait sa vie depuis 64 ans, Cynthia, et à leurs enfants, Nancy, Linda (Jim), John (Nuket) et James; ses six petits-enfants; sa sœur, Clara et son frère, Mike; sa famille élargie et de nombreux amis.

Marke Raines
18 janvier 1927 – 10 avril 2020

Marke Raines est décédé le 10 avril 2020, à son domicile de Toronto, à l'âge de 93 ans. Né à Calgary, Marke a mené une carrière impressionnante dans le journalisme de radiodiffusion avant de devenir député pour le Parti libéral. Il a représenté la circonscription de Burnaby–Seymour, à Vancouver, entre 1974 et 1979. Pendant qu'il était député, Marke a siégé au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts et a été délégué parlementaire à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Avant de se lancer dans une carrière politique, Marke a servi pendant la Seconde Guerre mondiale dans le 52e escadron (ville de Calgary) des Cadets de l'Aviation royale du Canada. Il a notamment été un ambitieux animateur de radio et reporter de télévision. Dans sa jeunesse, Marke a dit qu'il s'était entraîné à développer une voix qui se traduirait harmonieusement à l'antenne, car il pensait que le fait de zézayer et d'avoir un ton nasal entraverait son succès.

Il s'est ensuite constitué un impressionnant répertoire de publications, tantôt comiques, tantôt politiques. En tant que journaliste, il était audacieux : il a conduit la voiture dans laquelle il roulait lorsqu'il faisait des reportages sur le pont Port Mann deux ans avant qu'il ne soit ouvert au public. Il a même eu l'occasion, en 1957, d'interviewer Elvis Presley lorsque la légende du rock-and-roll était de passage à Vancouver pour donner un concert. Au cours de sa carrière de radiodiffuseur, il a animé une poignée d'émissions populaires sur les ondes. Parmi celles-ci, on peut citer « Just For Fun », une émission comique du week-end animée par Warren Barker, « Pipeline », une émission d'affaires publiques à tribune téléphonique, et « Night Beat », une émission de nouvelles quotidienne.

C'est après avoir déménagé à Vancouver, en 1951, qu'il a rencontré Eunice Raines (née Hoffman), qui est devenue son épouse. Elle travaillait également dans une station de radio. Ils sont restés mariés jusqu'à son décès, en 2019.

Deux ans après avoir quitté son poste de député, Marke a été nommé membre du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes pour un mandat de cinq ans.

On se souviendra de Marke pour son ambition, son sens de l'humour et son désir d'équité.

L'honorable Brenda Robertson
23 mai 1929 – 23 septembre 2020

L'honorable Brenda Robertson est décédée chez elle, à Riverview, au Nouveau-Brunswick, le 23 septembre 2020. Elle a été députée provinciale des circonscriptions d'Albert et de Riverview de 1967 à 1984 pour le Parti progressiste-conservateur, avant d'être nommée au Sénat par le premier ministre Brian Mulroney. Elle a servi au Sénat pendant près de 20 ans avant de prendre sa retraite, en mai 2004.

Au cours de son mandat à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, Brenda a été ministre de la Jeunesse,

Romuald Rodrigue.

Stanley Schumacher.

des Services sociaux, de la Santé et de la Réforme sociale. Sans aucun doute, son plus grand legs politique est le Programme extramural, un service de soins de santé à domicile qui a reçu un large appui bipartite à l'époque et qui, à ce jour, demeure un élément essentiel de l'infrastructure de santé du Nouveau-Brunswick.

Brenda a ouvert la voie à toutes les femmes de sa province qui aspirent à une carrière dans la politique et dans la fonction publique. Elle a été la première femme à être élue à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et, par la suite, la première femme ministre de cette province. L'absence de toilettes pour femmes dans le salon des députés est emblématique des difficultés rencontrées par les femmes qui entraient en politique à cette époque.

Au Sénat, elle a présidé le Comité permanent des privilèges, du Règlement et de la procédure, ainsi que le Comité des pêches. Elle a également été vice-présidente du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, et du Comité des affaires sociales, des sciences et de la technologie. À ce titre, elle a participé au Comité Kirby, qui a publié une série de rapports intitulés « La santé des Canadiens – Le rôle du gouvernement fédéral ».

En reconnaissance de son statut de pionnière pour les femmes en politique, de sa formidable éthique de travail et de son engagement à servir les Néo-Brunswickois et son pays, Brenda a été nommée membre de l'Ordre du Nouveau-Brunswick en 2004 et de l'Ordre du Canada en 2008. Ses collègues et ses proches se souviendront d'elle comme d'une inspiration incroyable, toujours prête à mettre son expérience et son expertise au service des autres, et qui n'a jamais rien demandé d'autre que d'avoir une chance équitable et d'être traitée de la même manière que ses pairs.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs, a déclaré dans un communiqué : « À titre de première femme élue à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et de première femme à occuper un poste de ministre dans la province, Brenda a fait tomber des barrières et elle a été un modèle pour plusieurs générations de femmes. Elle a été une chef de file dévouée et respectée, non seulement dans notre province, mais dans l'ensemble du Canada, ayant siégé au Sénat pendant 20 ans. »

Brenda a été précédée dans la mort par son mari, Wilmont « Willie » Robertson. Elle laisse derrière elle ses enfants, Douglas (Katherine), Leslie (Ken Wood) et Tracy (Ross), ainsi que ses petits-enfants.

Romuald Rodrigue
5 juin 1929 – 19 avril 2020

Romuald Rodrigue est décédé juste avant son 91e anniversaire, le 19 avril 2020, dans sa ville natale de Saint-Georges, au Québec.

Romuald était membre du Crédit Social du Canada et a siégé à la Chambre des communes pendant un mandat, de 1968 à 1972. Il représentait Saint-Georges de Beauce. Jusqu'en 1971, le Crédit Social du Canada était connu sous le nom de Ralliement créditiste.

En dehors de ses fonctions parlementaires, Romuald a eu une carrière de comptable, d'administrateur et de gestionnaire.

Son épouse, Huguette Gilbert, l'a précédé dans la mort. Il laisse derrière lui sa fille, Annie Rodrigue (Érick Bilodeau); ses petites-filles Marianne et Virginie Bilodeau; sa compagne, Lisa Gilbert; ainsi que plusieurs nièces, neveux, cousins et amis.

Stanley Schumacher
12 juin 1933 – 10 octobre 2020

Stanley Schumacher est décédé le 10 octobre 2020 à l'âge de 87 ans, à son domicile de Calgary, des suites de complications de la démence.

Né à Hanna, en Alberta, Stanley est entré dans le Corps-école d'officiers canadiens en 1954, alors qu'il fréquentait l'université, et a servi comme sous-lieutenant commissionné dans le Corps blindé royal jusqu'en 1958. Son service militaire a pris fin en 1962. Il a été l'une des quatre personnes sélectionnées au Canada pour se rendre en Allemagne pour servir dans les Royal Canadian Dragoons, qui font partie de l'Armée britannique du Rhin.

Stanley a obtenu un baccalauréat en commerce (1958) et un baccalauréat en droit (1959) de l'Université de la Colombie-Britannique. Avant d'entrer en politique, il a pratiqué le droit.

Après avoir obtenu son diplôme, il est retourné à Drumheller, en Alberta, où il a d'abord fait de la politique. Il a consacré la majeure partie de sa carrière à la politique fédérale en tant que membre du Parti progressiste-conservateur du Canada. Il a notamment été député au Parlement canadien, où il a représenté la circonscription de Pallister, de 1968 à 1979, jusqu'à ce qu'elle soit abolie. Pendant cette période, il a présidé le caucus progressiste-conservateur de l'Alberta et a été secrétaire du caucus national pendant un an.

À la suite de la redistribution des sièges qui a entraîné la fusion de Pallister à Bow River, il s'est présenté comme député indépendant aux élections de 1979. Il a perdu dans Bow River cette année-là, face au candidat conservateur Gordon Taylor.

Stanley a passé la dernière partie de sa carrière à faire de la politique provinciale, en Alberta. Il a été député à l'Assemblée législative de l'Alberta pour Drumheller, de 1986 à 1997. Il a occupé le poste de vice-président pendant quatre ans et, en 1993, il a été élu président de l'assemblée législative de la province, poste qu'il a occupé pendant quatre ans.

À la fin de sa carrière politique, il a fondé un cabinet d'avocats en Alberta et a siégé aux conseils Alberta Surface

Rights Board et Land Compensation Board, dont il est devenu le président en 2001. Il était également un membre de longue date de la loge maçonnique de Camrose et de Drumheller et il s'est joint aux Shriners en 1966.

En novembre 2012, il a reçu la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II en guise de reconnaissance pour ses contributions à la fonction publique et son dévouement envers les Albertains et les Canadiens depuis plus de 45 ans.

Dans une déclaration publiée sur les médias sociaux, le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, a déclaré : « Stan était un Albertain jusqu'au bout des ongles. Son père était un agent de l'Alberta Wheat Pool et, tout au long de sa vie, Stan a vécu dans des endroits ruraux comme Hanna, Camrose et Drumheller. Il a consacré une grande partie de sa vie à se faire le porte-parole des Albertains ruraux et de leurs valeurs, tant au Parlement qu'à l'Assemblée législative de l'Alberta. »

Stanley laisse dans le deuil son épouse, Virginia, avec qui il a partagé sa vie pendant 52 ans, ses enfants, David et Sandra, et ses quatre petits-enfants.

L'honorable Raymond G. Squires
6 février 1926 – 8 octobre 2019

L'honorable Raymond G. Squires est décédé le 8 octobre 2019. Raymond est né à St. Anthony (Terre-Neuve-et-Labrador), où il a été conseiller et maire pendant de nombreuses années. Il possédait également une station d'essence et d'entretien automobile, ainsi qu'un motel dans la région. Pendant cette période, il a mené le développement des infrastructures de la ville, ce qui a permis d'améliorer les services d'adduction d'eau et d'enlèvement des ordures et l'asphaltage des rues.

Il était très dévoué à sa collectivité et a soutenu son église, le hockey mineur et le service d'incendie pendant de nombreuses années.

En 1997, il a reçu l'Ordre du Canada pour son engagement de toute une vie pour le « bien-être social de ses concitoyens à titre d'homme d'affaires, de philanthrope et d'édile municipal ».

En 2000, selon les conseils du très honorable Jean Chrétien, il a été convoqué au Sénat par Adrienne Clarkson pour représenter Terre-Neuve-et-Labrador. Il a servi jusqu'à son 75e anniversaire, le 6 février 2001.

Hon. Raymond Squires.

Suzanne Tremblay.

Il laisse derrière lui ses enfants : le révérend Eric Squires (Judy); Rexton Squires (Daisy); Sharon McGee (Bill); Kevin Squires (Joyce); Raymond Squires fils (Debbie); Vicky Lewis (David); sa belle-fille Ruth; ses 19 petits-enfants, ses 18 arrière-petits-enfants; et ses deux arrière-arrière-petits-enfants. Raymond a été précédé dans la mort par ses deux épouses aimantes : Emma Caroline Johnson (1994) et Linda Grace Pardy (2019), ainsi que son fils bien-aimé Maitland Squires (2014).

Suzanne Tremblay
24 janvier 1937 – 26 septembre 2020

L'ancienne députée du Bloc Québécois Suzanne Tremblay est décédée le 26 septembre 2020 des suites d'un cancer, à l'âge de 83 ans.

Suzanne Tremblay a représenté la circonscription de Rimouski–Neigette-et-la Mitis de 1993 à 2004 (nommée Rimouski–Mitis de 1997 à 2000, et nommée Rimouski–Témiscouata de 1993 à 1997) principalement sous les chefs Lucien Bouchard et Gilles Duceppe.

En 1997, elle a également été la leader parlementaire de l'opposition à la Chambre lorsque le Bloc Québécois était l'opposition officielle du Canada, pendant plusieurs mois. Elle a été la première femme à assumer ce rôle.

En dehors de la politique, l'ancienne députée a travaillé dans le domaine de l'éducation; elle a été professeure à l'Université du Québec à Rimouski, où elle a reçu une médaille d'or pour son engagement envers les communautés rurales et sa contribution au développement régional.

Elle a été une figure politique très controversée au Québec après avoir tenu des propos sur différents sujets. Cependant, nombre de personnes se souviendront d'elle pour son combat en faveur du droit des régions du Québec à avoir accès à davantage de ressources, notamment la région du Bas-Saint-Laurent, dans l'est de la province.

Le chef du Bloc, Yves-Francois Blanchet, a déclaré qu'il souhaitait rendre hommage à une combattante et à une femme dévouée à ses convictions.

L'actuel député bloquiste de la circonscription de Suzanne Tremblay, Maxime Blanchette-Jones, a déclaré que ce n'est pas seulement la région du Bas-Saint-Laurent qui est attristée par la nouvelle, mais tout le Québec. Il a déclaré que l'on se souviendra d'elle pour son franc-parler, sa combativité et, entre autres, sa grande contribution aux questions culturelles.

Après avoir été parlementaire, Suzanne a été conseillère municipale à St-Fabien et a fait partie de la Coalition Urgence Rurale du Bas-Saint-Laurent pendant de nombreuses années.

Le très honorable John Turner
7 juin 1929 – 19 septembre 2020

Nous avons été peinés d'apprendre le décès de notre ancien premier ministre, le très honorable John Turner, qui est décédé le 19 septembre 2020, à l'âge de 91 ans. Il laisse dans le deuil sa femme, Geills Kilgour.

Né en Angleterre en 1929, c'est en 1932 que John Turner s'est installé au Canada avec sa famille. À son arrivée, il a résidé à Ottawa, puis s'est installé à Vancouver, en 1945. Il a étudié à l'Université de la Colombie-Britannique et au Magdalen College de l'Université d'Oxford en tant que boursier Rhodes.

Avocat de profession, John Turner s'est lancé en politique pour la première fois en 1962, et a été élu député de la circonscription de Saint-Laurent–Saint-Georges à Montréal, poste qu'il a oc-

Le Très honorable John Turner.

Georges Villeneuve.

cupé pendant six ans au sein du Cabinet du premier ministre Lester B. Pearson. Il a ensuite été député d'Ottawa–Carleton, de 1968 à 1976, sous le premier ministre Pierre Trudeau, période durant laquelle il a également appuyé plusieurs ministères.

John Turner a été nommé ministre de la Justice et procureur général du Canada par Pierre Trudeau en 1968, et le restera jusqu'en 1972. Il a également été solliciteur général du Canada en 1968, et, de 1967 à 1968, il a été ministre de la Consommation et des Corporations. Il a été ministre des Finances de 1972 à 1975. Sa carrière politique a toutefois été interrompue par un retour dans le domaine du droit, en 1975, au sein du cabinet McMillan Binch. Son retour en politique n'a eu lieu qu'en 1984, lorsque Pierre Trudeau a annoncé qu'il démissionnait de son poste de premier ministre.

En 1984, M. Turner s'est lancé dans la course à la direction du Parti libéral pour remplacer Trudeau. Il a vaincu Jean Chrétien et est devenu le 17e premier ministre du Canada. Il est entré en campagne électorale le 9 juillet 1984 avant d'être battu, le 4 septembre, par le Parti conservateur, dirigé par Brian Mulroney. Après cette défaite, M. Turner est demeuré à la tête du Parti libéral et de l'opposition officielle du Canada jusqu'à ce qu'il subisse une autre défaite électorale face à Mulroney en 1988, pour finalement se retirer en 1990. De 1984 à 1993, il a également été député de la circonscription de Vancouver Quadra.

L'ancien premier ministre a reçu de nombreuses récompenses, dont une nomination, en 1995, à l'Ordre du Canada, et en 2012, la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II.

David Kilgour, auteur et militant des droits de la personne qui a été député au Parlement canadien de 1979 à 2006 dans la circonscription d'Edmonton-Sud-Est, était le beau-frère de John Turner. Il lui a rendu hommage dans le Toronto Sun, en évoquant son attachement bien connu pour les jeunes.

« De nombreux souvenirs me viennent en tête lorsque je me remémore les quelque 60 années qui se sont écoulées depuis notre première rencontre, lors d'un souper tardif à Montréal, au milieu de l'année 1962. À l'époque, il était en pleine campagne électorale pour la première fois dans la ville, et ma sœur Jill l'aidait dans la gestion des données. Il a fait preuve d'une grande courtoisie en apprenant que le visiteur des Prairies était un progressiste-conservateur engagé. Heureusement, leur histoire s'est poursuivie; ils se sont mariés l'année suivante. »

« [Après la fin de sa carrière politique], il a activement continué de se consacrer à la démocratie et à la mobilisation des citoyens auprès de leurs institutions. [...] En bref, en tant que gentilhomme et qu'homme d'État, il était sans égal. »

M. Kilgour reprend également une excellente citation de John Turner, qu'il a prononcée l'an dernier, à l'occasion de son 90e anniversaire, qui va comme suit : « Nous n'héritons pas de ce pays, nous l'empruntons à nos enfants [...] (avec les jeunes) comme gardiens de l'avenir du Canada, il est entre de bonnes mains! »

Dans un communiqué, le premier ministre Justin Trudeau a déclaré : « M. Turner était un brillant homme politique, un avocat chevronné et un athlète doué. Il est devenu le 17e premier ministre du Canada après avoir occupé de nombreux autres postes au sein de la fonction publique, notamment celui de ministre de la Consommation et des Affaires commerciales, de ministre de la Justice et procureur général du Canada, de ministre des Finances et de chef de l'opposition. Attachant une très grande importance au droit et au processus démocratique, M. Turner a apporté des réformes essentielles au Code criminel. M. Turner était un homme humble et possédait une grande conscience sociale. »

Il manquera profondément à l'ensemble du monde politique canadien.

Georges Villeneuve
20 février 1922 – 17 février 2020

Georges Villeneuve, ancien député de Roberval, est décédé le 17 février 2020, à quelques jours de son 98e anniversaire. Il a représenté la circonscription en tant que député du Parti libéral de 1953 à 1958, sous le gouvernement de Louis St-Laurent.

Avant de faire son entrée en politique, M. Villeneuve a étudié le droit à l'Université Laval et est devenu un notaire réputé dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Après avoir quitté la politique fédérale, « le notaire Villeneuve », comme on l'a surnommé, s'est révélé être une force motrice pour le développement de sa communauté au cours des décennies suivantes.

Tout au long de sa vie, M. Villeneuve s'est impliqué dans diverses institutions communautaires locales, comme la Chambre de commerce de Mistassini, qu'il a aidé à établir, ou le Centre hospitalier de Dolbeau, qu'il a présidé. De 1961 à 1969, il a été maire de la ville de Mistassini. En tant que maire, il a proposé plusieurs initiatives pour revitaliser et revigorer sa circonscription. La plus remarquable d'entre elles est le célèbre « Festival du bleuet », qu'il a cofondé en 1961 dans le but de faire connaître Mistassini. Près de 80 ans plus tard, le festival demeure un élément essentiel de la scène culturelle de la région et est reconnu comme le plus ancien festival du Québec. Malgré tout cela, il a continué à maintenir sa pratique notariale jusqu'à sa retraite, en 1985.

Villeneuve a sans aucun doute marqué sa collectivité. En tant que député, maire et personnalité locale, son leadership et son soutien en faveur des initiatives locales ont grandement contribué à façonner sa collectivité. On se souviendra de lui comme d'un fier natif de la région du Lac Saint-Jean qui a travaillé sans relâche pour enrichir sa collectivité.

Hommage a nos disparussuite à la page 47.

Geoff Scott.

L'incident de la scie bloquée

Par Geoff Scott

Quand Rich Little et Geoff ont sorti la formidable mairesse Charlotte Whitton du pétrin!

Quiconque a vécu ou travaillé à Ottawa dans les années 1950 et au début des années 1960 n'en croira ses oreilles. La principale intéressée elle-même a fait remarquer que le personnel de l'hôtel de ville d'Ottawa, ou de la Colline du Parlement, ne croirait pas un mot de cette histoire.

Mais nous vous jurons que l'incident s'est bel et bien produit, par un dimanche matin ensoleillé, il y a 68 ans, et c'est comme si c'était arrivé la semaine passée.

Comme je l'ai déjà mentionné, mon ami de toujours est l'imitateur Rich Little. Nous étions des ados inséparables au chalet de mes parents au lac McGregor dans les collines de la Gatineau, au Québec. Chaque dimanche matin, on prenait le bateau de 7,5 HP pour une magnifique sortie de 5 km jusqu'à l'autre bout du lac pour aller chercher des provisions. Parmi les villégiateurs les plus connus au lac (Charles Jennings, président de la CBC, et son fils Peter, l'animateur télé, la future gouverneure générale Adrienne Clarkson), aucun n'était plus remarquable que la légendaire Charlotte Whitton, alors mairesse d'Ottawa. Elle nous saluait toujours, Rich et moi, de son quai quand on passait.

Mais pas ce dimanche matin de 1953. Les salutations de madame la mairesse étaient tout sauf joyeuses. Elle était au bout du quai dans sa salopette grise, nous faisait de grands signes avec ses bras et essayait de crier par-dessus le bruit du bateau. Après un échange de regards interrogateurs, on a coupé le moteur et Rich a crié : « Charlotte! Qu'est-ce qui ne va pas? » (Pas de cérémonie au lac.) La mairesse d'Ottawa, visiblement bouleversée, s'est écriée : « Geoff! Rich! Dieu merci, vous êtes là. Je suis horriblement gênée de vous montrer la chose stupide que j'ai faite, mais j'ai désespérément besoin de votre aide! » (1ère déclaration bizarre venant de Mme Whitton.) Elle nous a conduits sur le chemin menant à son chalet centenaire en bois rond de style bungalow, devant lequel se dressait un pin géant en décomposition. Une scie circulaire était coincée à environ un mètre dans le tronc. « J'ai commencé à couper l'arbre sans me soucier du côté où elle allait tomber. » (2e déclaration bizarre venant de Mme Whitton). Il était évident que la moindre brise sournoise ferait basculer l'arbre a) vers le nord et endommagerait gravement le chalet, b) vers le lac et anéantirait ses quais, ou c) vers la droite et démolirait son hangar à bateau.

Rich, fort de son expérience de scout, n'a pas perdu de temps. Il a lancé l'ordre le plus improbable qu'un ado de 15 ans ait jamais donné à la mairesse d'Ottawa : « Charlotte! Vite! Va chercher de la corde dans le hangar à bateau! »

La scène marquée à jamais dans notre mémoire est celle de cette petite femme en gris filant à vive allure le long du chemin bien entretenu jusqu'au hangar à bateau, pour en ressortir quelques minutes plus tard avec un rouleau de corde pratiquement plus gros qu'elle en criant, à bout de souffle : « Rich! Est-ce que ça ira? » Rich a attrapé la corde et a fabriqué un genre de lasso. Il est allé sur la gauche de l'arbre, là où il tomberait sur la colline rocheuse. Il a ensuite lancé la corde pour accrocher une des branches les plus basses.

« Là, Charlotte, viens ici sur le rocher et tiens bien la corde. » Elle l'a fait.

Entre-temps, Rich et moi sommes allés à la base du pin, et Rich a dit : « Là, Charlotte, quand je crie de tirer, tu tires fort sur la corde pendant qu'on pousse. » On a entendu un grincement sinistre venant de l'arbre et la scie est tombée. Rich a crié : « OK, tire! »

On a tous les deux fait un bond en arrière quand l'arbre a craqué puis basculé sur la colline rocheuse, manquant le toit du balcon de pas plus de 60 cm. Quelque part en haut de la colline, à gauche, on a vu madame la mairesse plonger dans des buissons pour éviter de se faire écraser par la cime du pin.

« Je ne vous remercierai jamais assez d'avoir sauvé mon chalet », a dit Charlotte Whitton, soulagée. Cette célèbre féministe et première femme maire de l'histoire du Canada nous a alors demandé : « Je suis tellement gênée par ma tentative d'abattage d'arbres, les garçons, que je préférerais qu'on garde ça entre nous pendant un certain temps. Personne ne voudra me croire à l'hôtel de ville. »

Charlotte Whitton a été mairesse d'Ottawa de 1951 à 1956. Elle a été réélue et a révolutionné encore davantage le paysage politique d'Ottawa de 1960 à 1964. Elle est décédée à Ottawa en 1975.

Oh! et oui, nous avons honoré la demande de madame la mairesse de taire « l'incident de la scie coincée » pendant un certain temps, jusqu'à ce que j'entende une version hilarante, presque méconnaissable, de l'histoire de la part de l'un des plus proches amis progressistes-conservateurs de Charlotte, le premier ministre John Diefenbaker!

Geoff Scott a été député progressiste-conservateur d'Hamilton–Wentworth, en Ontario, de 1978 à 1993.

Suite de Hommage à nos disparus.

Passer le flambeau : En souvenir de Ian Waddell

Le président de la Fondation pour l'éducation de l'Association canadienne des ex-parlementaires décède en cours de mandat

Par Svend Robinson

Ian Waddell
21 novembre 1942 - 15 mars 2021

Le décès de Ian Waddell, survenu paisiblement chez lui à Vancouver le 15 mars 2021, a été un choc terrible. D'une certaine manière, Ian semblait immortel, plus grand que nature; il était impensable que son énergie sans limites puisse un jour s'estomper, que sa voix joyeuse, aimable et irrévérencieuse puisse un jour se taire. Ian était un phare étincelant dans un monde trop souvent sombre, comme en temps de pandémie. Son père, Jack, et sa mère, la femme de sa vie, Isabel, l'ont précédé dans la mort. Il laisse derrière lui son frère Alistair, sa cousine Beverly Whyfon, sa grande amie Sharon Olsen et sa famille, ainsi que ses amis de partout dans le monde. Le parcours personnel et politique d'Ian était vraiment remarquable et a touché la vie de beaucoup de gens. Ceux qui ont eu la chance de pouvoir profiter de son amour savent que c'était un cadeau rare et précieux.

Ian est né à Glasgow le 21 novembre 1942 et a émigré au Canada alors qu'il était encore un jeune garçon. Sa famille s'est installée à Toronto, où il a fréquenté l'école et l'université, puis il a été diplômé de la faculté de droit et de la London School of Economics. Sa première expérience politique a eu lieu à Toronto, du côté des libéraux, où il accompagnait Lester Pearson à des événements pour sa campagne. Ian a ensuite déménagé en Colombie-Britannique pour diriger le bureau de droit communautaire VCLAS, qui a été établi par Mike Harcourt dans le secteur Downtown Eastside. Il a ensuite été le conseiller juridique spécial du juge Tom Berger, responsable de l'enquête historique sur le pipeline de la vallée du Mackenzie. Cette expérience a eu une profonde influence sur Ian et a façonné sa détermination à lutter pour les droits et les titres des Autochtones. Ce combat l'a amené à jouer un rôle clé dans l'adoption du célèbre article 35 de la Constitution de 1981, qui reconnaît les droits ancestraux et issus de traités, ce qui constitue la plus grande fierté de Ian. Il a été élu au Parlement en 1979, dans le caucus dirigé par Ed Broadbent, qui était composé de ses amis de toujours; notamment Jim Fulton, Svend Robinson, Bob Rae et Bill Blaikie. Il a été député néo-démocrate de Vancouver Kingsway, puis de Port Moody–Coquitlam pendant 14 ans. En 1989, Ian a participé à la course à la direction du NPD fédéral. En 1996, Ian a été élu député de Vancouver–Fraserview et, après avoir présidé le comité chargé d'examiner le traité historique des Nisga'as, il a été nommé par le premier ministre Glen Clark au poste de ministre du Tourisme, des Arts et de la Culture. Ian adorait ce travail, car il a toujours soutenu les arts et le théâtre, et a longtemps siégé au conseil d'administration de l'Arts Club of Vancouver. Il a joué un rôle clé dans la sélection de Vancouver pour les Jeux olympiques de 2010 et dans l'établissement de la Colombie-Britannique comme foyer d'une industrie cinématographique florissante. Ian a ensuite été nommé ministre de l'Environnement par le premier ministre Ujjal Dosanjh.

Après avoir été élu en 2001, Ian est revenu à son premier amour, le droit, et a été nommé conseiller de la reine en 2013, le plus grand honneur pour un membre de la profession juridique de la Colombie-Britannique. Il a écrit un mémoire, Take the Torch, pour faire connaître son histoire et inciter les jeunes à se lancer dans la politique, et a réalisé un film primé dans le même but. Il était un chef de file des associations d'anciens représentants élus fédéraux et provinciaux, et il manque profondément à ses collègues de tous les partis. Il s'est toujours engagé en politique dans un esprit d'amour non partisan pour sa province et son pays. Le premier ministre John Horgan, qui, avec l'actuel ministre de la Santé Adrian Dix, a rencontré Ian alors qu'il était un jeune employé sur la Colline du Parlement au début des années 1980, a décrit Ian, dans un éloquent éloge funèbre à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, comme étant « un optimiste acharné qui n'était jamais négatif ». Ian était très fier de son héritage écossais et adorait Robert Burns, en particulier son poème For a That and a That : « The rank is but the guinea's stamp: The man's the gowd for a' that, ou le rang n'est que l'empreinte de la guinée : L'homme en est l'or, après tout ». Repose en paix, cher ami.

THE HILL TIMES

Devenez initié en politique et restez informé

50% de réduction sur un abonnement à The Hill Times

~~reg $399/an~~, $199/an pour les membres de l'ACEP
Contactez-nous à subscriptions@hilltimes.com ou au 613-688-8821 pour vous abonner.

Photo prise par Tom Littlemore, gracieuseté de la Bibliothèque du Parlement.

À noter sur votre calendrier!

Le service commémoratif et l'AGA de l'ACEP se tiendront le mardi 14 septembre 2021 sur Zoom. Joignez-vous à vos collègues pour commémorer le travail de ceux qui nous ont quittés et pour discuter des projets pour l'avenir lors de cette réunion de travail.

Restons en contact, malgré ces temps difficiles! Nous espérons que vous participerez, car il serait plaisant de voir des visages familiers, de se raconter des histoires, de partager des idées et de rire ensemble.

Pour nous joindre, visitez exparl.ca ou suivez-nous sur Facebook et Twitter à @exparl

Le programme du Parlement au campus est de retour!

Nous sommes à la recherche de conférenciers.

L'objectif de la Fondation pour l'éducation de l'ACEP est d'appuyer les institutions démocratiques, au Canada et à l'étranger, et d'inciter les jeunes Canadiens à devenir des citoyens engagés et informés.

Notre programme du Parlement au Campus, a besoin de vous.

Le programme a pour but d'amener d'ex parlementaires sur les campus d'universités pour qu'ils s'adressent aux étudiants, soit en personne soit à l'aide de la technologie virtuelle. Lors d'une séance Parlement au campus, l'ex-parlementaire parle de sa vision et de son expérience en tant que représentant élu. Si vous souhaitez participer, écrivez-nous à exparl@parl.gc.ca.

Les connaissances et l'expérience combinées des ex-parlementaires sont considérables et précieuses. En participant au programme, vous mettez votre savoir-faire à profit et contribuez à améliorer les rouages de la démocratie.

Photo prise par Martin Lipman, gracieuseté de la Bibliothèque du Parlement.